

Project Document Template

Titre	Adaptation aux changements climatiques au Maroc: pour des Oasis résilientes
Résultat(s) UNDAF	- Gestion des patrimoines naturel et culturel en tant que vecteurs essentiels des politiques de lutte contre la pauvreté et de développement durable - Les conditions organisationnelles améliorent la protection et la valorisation des patrimoines naturel et culturel au service du développement humain
Résultats PP(s): <i>(Those linked to the project and extracted from the CP)</i>	Le cadre légal et institutionnel de protection et de valorisation du patrimoine culturel et naturel est renforcé en harmonie avec les instruments internationaux et intègre l'impact du changement climatique
Objectif	1. Gérer et réduire les risques posés par le changement climatique dans les systèmes productifs oasiens du Maroc à travers l'introduction d'approches innovantes d'adaptation et le renforcement des capacités locales, selon une approche territoriale.
Outputs: <i>(Those that will result from the project)</i>	1. l'établissement de mécanismes dynamiques de planification à long terme pour gérer les risques inhérents aux changements climatiques 2. Le renforcement du leadership et des cadres institutionnels régissant la gestion intégrée des risques climatiques 3. La mise en place de politiques et mesures adaptées 4. L'exploration d'options de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation 5. La genèse et dissémination des connaissances pertinentes à l'ajustement des processus de développement nationaux.
Executing Entity:	Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Secrétariat d'État chargé de l'eau et de l'environnement).

Brief Description

Aujourd'hui les oasis font face au défi additionnel du changement climatique, qui risque d'apporter des contraintes plus importantes (pénurie d'eau, événements météorologiques extrêmes). Le maintien des services économiques, écologiques et sociaux fournis par l'espace oasien à ses communautés et à l'ensemble du pays (rempart contre le désert, refuge de biodiversité, régulation climatique, produits agricoles) et le développement de pratiques d'utilisation des ressources oasiennes adaptées au CC et dites « sans regret » sont d'une importance capitale.

Le projet adoptera une approche intégrée et multisectorielle axée sur les dimensions régionales et locales, que ce soit en matière de renforcement des capacités institutionnelles ou en matière de démonstration des options d'adaptation. Cette approche est entreprise afin de renforcer les grandes orientations du Maroc en matière de décentralisation et de mise en valeur de la région et servir d'exemple pour le lancement de projets similaires pour d'autres régions ou zones fragiles comme les zones de montagne et les zones littorales.

De plus, le projet entend capitaliser sur les acquis des autres projets et programmes, particulièrement les projets de développement des Oasis (PNUD POS-POT) et le projet d'adaptation communautaire (PNUD CBA), qui fournissent un ensemble de conditions favorables à l'établissement de nouvelles pratiques adaptées.

Programme Period:	2 years
Key Result Area (Strategic Plan)	
Atlas Award ID:	58671 (MAR10)
Atlas Project ID:	72995 (MAR10)
Start date:	November 2009
End Date	December 2011
PAC Meeting Date	November 2009
Management Arrangements	NEX (national)

Total resources required	4,920,000 US\$
Total allocated resources:	
• Regular	
• Other:	
o Japan	2,975,000 US\$
o POS-POT	945,000 US\$
o Donor	
o Government	1,000,000 US\$
Unfunded budget:	
In-kind Contributions	

Agreed by (Government):

Agreed by (Executing Entity):

Agreed by (UNDP):

TABLE DES MATIERES

Liste des Abréviations.....	3
I. Analyse de la Situation.....	4
II. Stratégie.....	13
III. Cadre des résultats et ressources	26
IV. Plan de Travail Annuel	35
V. Mécanismes de Gestion	43
VI. Cadre de Suivi et d'Évaluation	44
VII. ANNEXES	59
Annexe 3 : Projets et Programmes en cours pertinents.....	66

ANNEXES

1. projets et programmes en cours pertinents

LISTE DES ABBREVIATIONS

AAP	Programme d'Adaptation pour l'Afrique
ABH	Agences de Bassins Hydrauliques
ALM	Mécanisme d'Apprentissage sur l'Adaptation
AWP	Plan de Travail Annuel
BM	Banque Mondiale
CBA	Programme d'Adaptation à base Communautaire
CC	Changements Climatiques
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDR	Combined Delivery Reports
CPAP	Plan d'Action du Programme de Pays
DMN	Direction de la Météorologie Nationale
FACE	Fund Authorization and Certificate of Expenditures ou Autorisation de Fonds et de Certificat de Dépenses
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fond pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FR	Financial Report
GMS	Services Généraux de Gestion
GNUD ou UNDG	Groupe des Nations Unies pour le Développement
IFF	Facilité de Financement International
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
ISS	Services de Support à l'Exécution
MCA	Millenium Challenge Account
MCG	Modèles de Circulation Générale
MEM	Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
MPAM	Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Maritime
OIG	Organisations Intergouvernementales
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PDAIRE	Plan Directeur d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau
POS & POT	Programme Oasis du Sud & Programme Oasis du Tafilalet
RRF	Cadre des Résultats et des Ressources
SAU	Superficie Agricole Utile
SBAA	Accord de Base Type en Matière d'Assistance
SNU	Système des Nations Unies
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework ou Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
UNDP	United Nations Development Programme

I. ANALYSE DE LA SITUATION

1. Diagnostic

1. Au Maroc, les observations des trois dernières décennies (1976-2006) montrent des signes annonciateurs d'impacts probables des changements climatiques attendus : fréquence et intensité des sécheresses, inondations dévastatrices inhabituelles, réduction de la durée d'enneigement des sommets du Rif et de l'Atlas, modification de la répartition spatiotemporelle des pluies et une décroissance globale nette des quantités de pluie recueillies, fortes températures estivales. Certaines de ces manifestations ont déjà beaucoup coûté au Maroc sur les plans social, économique et environnemental.

2. Le Maroc subit des sécheresses de plus en plus récurrentes et sévères conjuguées à une demande en eau de plus en plus croissante. Il a connu plus d'une quarantaine d'années de sécheresse de toute nature accompagnées de variations de températures excessives qui ont marqué le siècle passé. Rien que durant les vingt années (1980-2000), deux sécheresses de 4 années et une de 3 années consécutives ont eu lieu et ont marqué durement sa productivité agricole (chute de plus de 50% des rendements).

3. Durant les trois dernières décennies (1976-2006), on a observé qu'aux fluctuations aléatoires des précipitations (succession désordonnée d'années sèches et d'années humides) se superposait une décroissance globale nette des quantités de pluie recueillies. Cette décroissance oscillait, selon les régions, entre -3% et -30%.

4. Le Maroc a connu également les deux dernières décennies une fréquence de plus en plus élevée des phénomènes météorologiques à grands risques de crues. Des précipitations torrentielles avec des inondations ont provoqué d'énormes dégâts dans la province d'Errachidia en août 2006 (région de Merzouga), dans l'oriental en mai 2007 et plus récemment en octobre 2008 de nouveau dans la province d'Errachidia (régions de Gourrama et Boudnib) et dans le Nord du pays (Tanger, Tétouan, Nador, ...).

5. L'analyse des données climatiques du Maroc durant le quart de siècle passé met en évidence une grande variabilité du climat du pays, avec des tendances au réchauffement et au déficit pluviométrique. Globalement, la température de l'air au Maroc, toutes saisons confondues, a augmenté en moyenne de +0,6 à +1,4°C selon les régions, au cours des 40 dernières années. Cette augmentation a été surtout effective depuis les années 80 et 90 (période pendant laquelle le réchauffement s'est accentué avec la fréquence des sécheresses).

6. Les projections climatiques de la Communication Nationale Initiale du Maroc à la CCNUCC (2001) donnent, pour l'horizon 2020, une tendance nette à une augmentation de la température moyenne annuelle, comprise entre +0,6°C et +1,1°C, une tendance à la réduction moyenne du volume annuel des précipitations de l'ordre -4% par rapport à l'année 2000, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des orages frontaux et convectifs dans le nord et à l'ouest de la chaîne de l'Atlas, une augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses dans le sud et à l'est du pays, un dérèglement des précipitations saisonnières (pluies d'hiver concentrées sur une courte période), une réduction de la durée d'enneigement et un retrait du manteau neigeux (migration en altitude de l'isotherme 0°C et accélération de la fonte des neiges).

7. Ces projections sont confirmées par les premiers résultats de la Seconde Communication Nationale (en cours de finalisation) qui donnent comme projections de changements climatiques globaux pour les températures moyennes annuelles des augmentations moyennes de température de +0,6°C, +1,8°C et +3,2°C respectivement pour les horizons 2015, 2045 et 2075. Les vagues de chaleur devraient augmenter de fréquence et de gravité à travers tout le pays. Pour les moyennes annuelles de la pluviométrie, les projections

donnent une baisse de -6%, -13% et -19% respectivement pour les horizons 2015, 2045 et 2075. Les projections climatiques à l'échelle du Bassin-pilote du Souss-Massa, par réduction d'échelle spatiale (Downscaling), confirment les résultats¹ obtenus au niveau national ci-dessus et donnent des réductions des pluies des saisons humides frôlant les -30% pour la période 2020 ; en 2050, le déficit se creuse pour se situer entre -10% et -50% pour les pluies hivernales et en 2080, la réduction s'aggrave pour atteindre les -80%. La réduction d'échelle spatiale au niveau du Bassin-pilote du Souss-Massa annonce également un réchauffement climatique allant jusqu'à +0,8°C pour 2020, +1,4°C pour 2050 et +2,2°C pour 2080.

8. Bien que des projections climatiques futures à l'échelle du pays existent et fournissent une base suffisante pour la sélection d'options d'adaptation dites « sans regrets », la différence entre les deux scénarios (niveau national vs. niveau du Bassin) indique que la réduction des projections climatiques à l'échelle du bassin versant permettrait de mieux cibler la planification de politiques d'utilisation des ressources naturelles et d'aménagement des territoires en fonction des prévisions de rareté et des spécificités du milieu.

9. La récente étude prospective de l'impact des changements climatiques sur les rendements agricoles au Maroc d'ici à la fin du 21^{ème} siècle, menée par le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche Maritime (MPAM) et la Banque Mondiale (BM), en collaboration avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) confirme les projections climatiques futures sur le Maroc et indique que l'aridité va progressivement augmenter en raison de la diminution de la pluviométrie et de l'augmentation de la température. L'augmentation de l'aridité va avoir des répercussions négatives sur les rendements agricoles, surtout à partir de 2030, et ce sont les cultures pluviales (non irriguées) qui seront particulièrement affectées par les changements climatiques. Il ressort, également de cette étude, que le progrès technologique (amélioration des rendements agricoles en conditions arides et semi-arides), l'irrigation (gestion de l'eau au niveau de la parcelle agricole, du bassin versant et de la région) et l'utilisation des terres selon leur vocation agricole sont des clés importantes d'adaptation aux changements climatiques.

10. La préoccupation majeure actuelle du pays est d'arriver à prévoir, avec des marges d'incertitude scientifiquement admises, les impacts potentiels des changements climatiques sur les secteurs vitaux du pays : l'eau, l'agriculture-forêt-élevage, le littoral, la santé et de mettre en place une stratégie d'adaptation pour y faire face. La Communication Nationale Initiale du Maroc à la CCNUCC a identifié les secteurs de l'eau et de l'agriculture comme domaines prioritaires du point de vue de l'adaptation aux changements climatiques.

11. L'eau et sa gestion est l'un des grands problèmes qui conditionnent l'avenir du Maroc, et ce indépendamment des aléas climatiques. L'irrigation est un secteur stratégique au Maroc et un mode clé de mise en valeur. Le principe de base repose sur la nécessité d'une gestion optimale des ressources en eau, devant le constat qui est celui de la baisse des disponibilités et le gâchis de l'eau par des techniques de prélèvement et d'irrigation dépassées. À cet égard, la situation des oasis du Sud Marocain est aujourd'hui dramatique, en ce sens qu'elle préfigure une accélération considérable des effets de la désertification avec la dégradation, puis la perte et enfin l'abandon, d'écosystèmes productifs dont le rôle social, écologique et économique reste majeur pour la région.

12. Dans ces milieux oasiens - où le contexte climatique et hydrologique est des plus sensibles, en raison des irrégularités de disponibilité en eau dans le temps et dans l'espace - la maîtrise de l'eau revêt un caractère vital. D'autant plus en période de sécheresse qui agit comme un révélateur des faiblesses du dispositif actuel et ce, à l'échelle de tout le pays. Les oasis sont donc à la fois les premières à subir les impacts du changement climatique et la dernière défense du pays contre l'avancée du désert.

¹ Résultats obtenus en utilisant le modèle MCG simplifié MAGIC/SCENGEN.

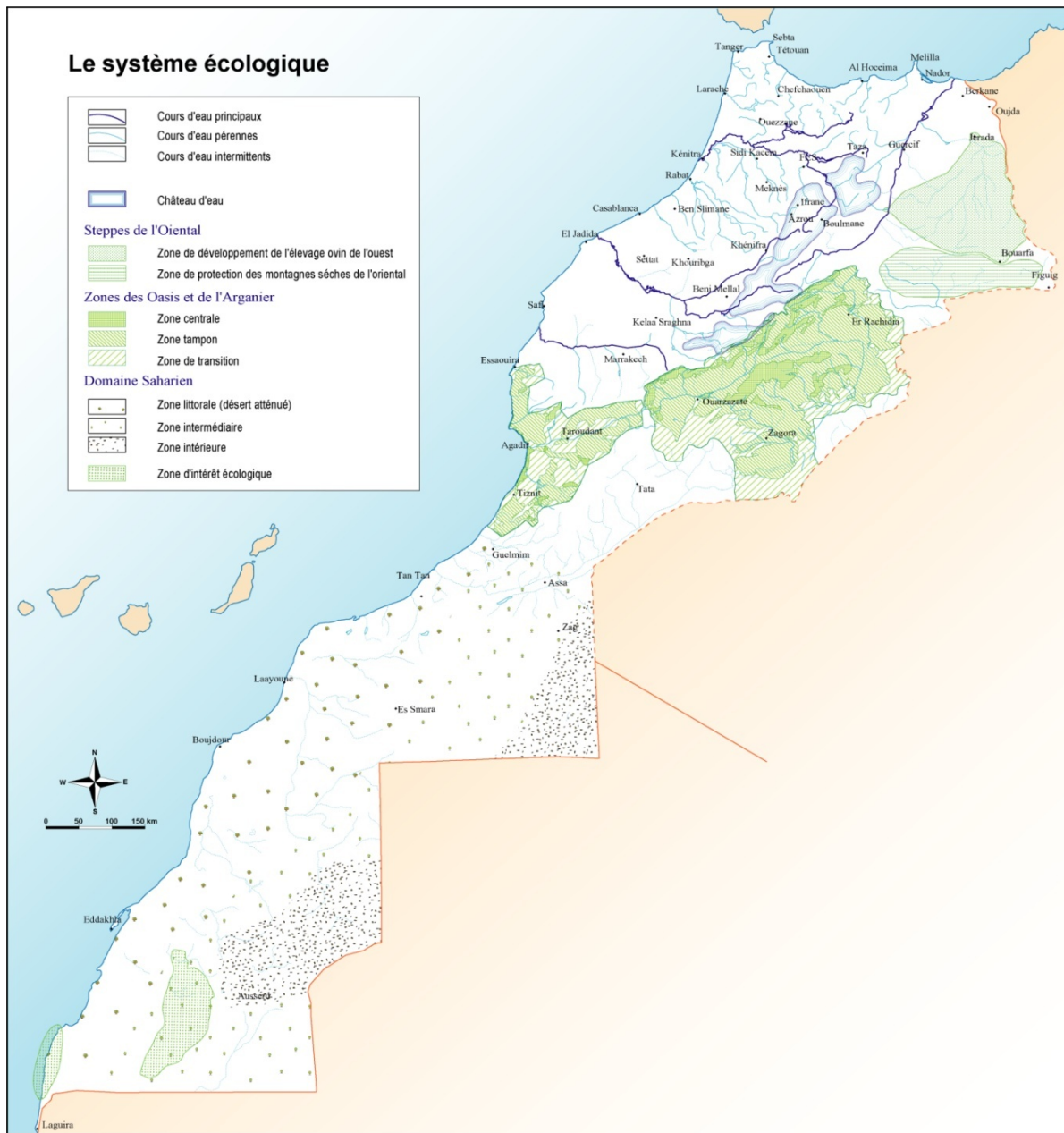
13. Conscient du problème, le gouvernement marocain a effectué un diagnostic, élaboré une stratégie et un plan d'action pour la réhabilitation et le développement des oasis, à la suite desquels se situe cette proposition de projet. La *Stratégie D'Aménagement des Oasis* représente un effort du gouvernement marocain et de ses partenaires – notamment le PNUD - de se mobiliser face à l'étouffement socio-économique des oasis, en tant que patrimoine culturel et écologique, et de mettre en place une stratégie de développement durable pour y faire face. Face à l'urgence et à l'ampleur de la problématique, qui concerne en fait non seulement la survie de tout un patrimoine unique, mais aussi la protection globale du territoire national contre la désertification et les impacts du changement climatique, il a été reconnu comme indispensable que tous les acteurs du développement se regroupent, se coordonnent et s'unifient autour du défi des Oasis.

14. En l'absence d'une stratégie d'adaptation pour faire face aux impacts attendus du changement du climat, en particulier dans les régions fragiles du pays comme les oasis qui sont caractérisées par des sécheresses intenses et une désertification et où l'agriculture reste la principale source de revenus et d'emplois, la situation de crise pourrait s'aggraver encore plus et menacer socialement, économiquement et environnementalement le Maroc.

Les Oasis

15. Situé à la lisière du Sahara, l'espace oasien regroupe les unités géographiques des «Dir» de l'Anti-Atlas, la vallée du Drâa, la vallée de l'Oued Ziz, le Tafilalet et Figuig. Il s'agit d'un immense couloir pré-désertique, formé de quatre grands ensembles :

- les oasis au sud du Souss-Massa-Drâa, au Sud de l'Anti-Atlas et celles de Tata ;
- les oasis de la Vallée du Drâa (Ouarzazate, Zagora, Foug Zguid, Agdz, Dadès) ;
- les oasis de la Vallée du Ziz (Errachidia, My Ali Cherif, Tinjdad, Goulmima) ;
- l'oasis de Figuig.



- Zones oasiennes -

15. L'espace oasien se caractérise au plan bioclimatique comme un espace semi-aride à aride, avec des précipitations très irrégulières d'une année à l'autre et avec une continentalité marquée. Les pluies sont souvent brutales et concentrées dans le temps sous forme d'orages, provoquant des crues violentes. La moyenne annuelle des précipitations n'est que de 132 mm et le nombre de jours de pluies est d'à peine vingt. Néanmoins, dans certaines vallées, on trouve des microclimats caractérisés par une atténuation de l'aridité due à la présence de la végétation et à la protection de ces vallées par des hauts reliefs.

16. La région est caractérisée par des périodes de crues très aléatoires et plus ou moins violentes, pouvant provoquer des dégâts considérables. Elles résultent d'épisodes pluvieux, orageux et localisés. Elles sont plus fréquentes au fur et à mesure que l'on se déplace d'Est en Ouest. Le risque de ces crues a été diminué par la construction des barrages réservoirs (Mansour Addahbi sur l'Oued Drâa et Hassan Addakhil sur l'Oued Ziz). L'édification de ces barrages a permis d'alimenter régulièrement les principales palmeraies du Drâa et du

Tafilelt, mais elle a limité sévèrement la recharge des nappes souterraines, en particulier les nappes phréatiques, tout le long des cours des oueds et celles des zones basses (bassin de Maïder - dépression endoréique et nappe de Fezna-Jorf).

17. Si le régime des températures est assez régulier d'une année à l'autre, celui des précipitations est très irrégulier. La variabilité inter-annuelle est très forte. Le caractère inéluctable de la succession des inondations et de la sécheresse marque les esprits. Les agriculteurs vivent à la fois dans l'attente d'une pluie bienveillante et dans la crainte des effets discontinus des crues et des sécheresses.

18. Les vents, par leur puissance, augmentent le pouvoir évaporant de l'atmosphère et activent le transport des sables qui menacent les sites de grande valeur (Ksour, routes, terrains agricoles, infrastructures d'irrigation, ...).

19. Cette situation confère à la zone les caractéristiques globales suivantes :

- aridité du climat et pauvreté des sols ;
- influences sahariennes très dures : érosion éolienne, vents de sable, sécheresse et désertification ;
- insuffisance de ressources hydriques souterraines, importance de l'évaporation et de l'évapotranspiration ;
- une remarquable diversité de la faune et de la flore, caractérisée par une dominance d'espèces endémiques.

20. La région est drainée par 5 grands oueds : il s'agit d'Ouest en Est, du Drâa, du Rheriss et Maïder, du Ziz et du Guir. D'une superficie de 115 563 km² et un débit moyen de 25 m³/s, cette région ne représente qu'environ 4% des ressources en eau superficielles du Maroc et seulement 5,7% des ressources globales. 93% des ressources sont mobilisées, ce qui veut dire que le dispositif hydraulique mis en place fonctionne à plein régime et qu'il faudrait surtout sauvegarder les équilibres existants entre accroissement de la population et utilisation des ressources. Un accroissement démographique non contrôlé ou la programmation de projets d'irrigation grands consommateurs d'eau pourraient remettre en cause cet équilibre précaire. Sur 1 102 Millions de m³ mobilisés dans l'espace oasien, 98% sont destinées à l'agriculture (les besoins sont couverts à raison de 75%) et le reste est réservé à l'eau potable. Il est clair que devant la rareté des ressources et la difficulté d'en mobiliser d'autres, des techniques d'économies d'eau particulièrement en agriculture doivent être mise en place le plus tôt possible et faire de l'économie d'eau un objectif stratégique pour la sauvegarde des espaces oasiens.

21. L'espace oasien du sud-marocain compte 1,733 million d'habitants (5,3% de la population nationale ; estimation 2002) sur une superficie de 115 563 km² (15% de la superficie nationale), soit une densité de 15 habitants au km². C'est un chiffre considérable si on considère que la superficie agricole utile (SAU) ne couvre que 2% de cet espace et que les 98% restants relèvent du désert quasi intégral. La densité par hectare de surface agricole utile dépasse largement les sept cents habitants au km². Mais le plus remarquable est certainement l'évolution de cette population qui a augmenté de moitié en vingt ans, et ce, sur une base économique qui a plutôt tendance à se dégrader. La région ne vit pas de sa base économique propre mais des revenus de transferts issus de l'émigration, qui représentent environ 60% des revenus monétaires.

22. Les populations oasiennes sont actuellement plongées dans un cycle vicieux combinant la dégradation écologique et la paupérisation. Résultat de la dégradation de l'écosystème, les oasis ne fournissent plus les moyens de subsistance suffisants, et les populations oasiennes sont forcées d'avoir recours à la migration saisonnière et à une dépendance accrue de ces revenus de migration, ce qui a pour effet négatif inattendu de mener à l'abandon de pratiques adaptées à l'espace oasien, et donc à la perte de services écologiques - et par conséquent à un appauvrissement continu. En effet, alors que cet afflux d'argent provenant de l'émigration, assure l'entretien des parcelles, la création de projets économiques, l'entretien et la construction des logements et la consolidation des budgets familiaux, il est aussi à l'origine de transformations dans la région.

Par exemple, il change les habitudes alimentaires, les standards de consommation et le mode de vie. Il a transformé les rapports sociaux et bousculé les hiérarchies traditionnelles. C'est lui qui finance la construction et qui transforme les paysages : abandon des ksour, construction à la ville ou le long des routes. C'est lui également qui pousse à l'achat de terre et à l'augmentation des prix de terrain.

23. Les oasis, de par leur diversité biologique, culturelle et architecturale, offrent des paysages exceptionnellement riches et variés, jouent de nombreuses fonctions environnementales et fournissent une multitude de biens et services de nature sociale, écologique ou économique. Elles possèdent des atouts et des potentialités qui sont à la base du développement de plusieurs activités humaines telles que l'agriculture, le parcours, le tourisme, l'artisanat et l'industrie. Cependant, ces potentialités se situent dans un contexte contraignant et un environnement fragile. Les conditions climatiques sévères, la faible capacité de résilience et la rareté de l'eau ont amené l'homme à y pratiquer un système de production traditionnel et vivrier qui a permis de développer un savoir-faire traditionnel dans la mobilisation de l'eau (khetaras, ...), dans la pratique de l'agriculture (adoption d'un système intensif à 3 étages de végétation associé à l'élevage et à l'artisanat) et dans la gestion des ressources naturelles.

24. L'augmentation rapide de la population au cours de ces dernières années et le changement radical qui s'est produit dans son mode de vie, en plus de la situation économique précaire, ont engendré une forte pression sur les ressources naturelles. Cette pression s'est traduite par une intensification de l'agriculture et un pompage excessif d'eau à partir des nappes souterraines. Le gaspillage de cette ressource rare est d'autant plus grave qu'elle est utilisée pour irriguer souvent des spéculations agricoles à très faible productivité économique et en utilisant des méthodes traditionnelles d'irrigation (gravitaire) qui sont caractérisées par un gaspillage important de la ressource. De cet état de fait résultent la dégradation du sol, le dessèchement des palmiers, le tarissement des Khetaras et la surexploitation des ressources hydriques, avec pour conséquence la perte de productivité agricole et d'agro-biodiversité. En plus de la pénurie d'eau, les attaques virales telles que le « Bayoud » constituent des menaces sérieuses pour l'avenir de tout l'écosystème oasien, barrière végétale et microclimatique naturelle contre l'avancée du désert.

25. Le patrimoine environnemental, principale richesse des activités productives dans les oasis marocaines, déjà fragilisé par l'effet des périodes récurrentes de sécheresses et soumis à l'aridité du climat et à ces modes irrationnels d'exploitation (surexploitation, surpâturage, pompage excessif de l'eau, etc.), est aujourd'hui très dégradé. Ce processus de dégradation portant atteinte à l'intégrité des écosystèmes, pourrait conduire à terme à la diminution des biens et services qui sont à l'origine des revenus de la population locale, et par la suite à la dégradation du niveau de vie et à la déstabilisation sociale et culturelle des communautés locales. Tout porte à croire qu'en l'absence d'une stratégie d'adaptation proactive pour la région, les tendances climatiques (aridification, exacerbation des extrêmes climatiques) pourraient accélérer ce processus, et exacerber le cycle d'appauvrissement des populations locales.

26. Face à cette situation qui ne cesse de s'aggraver, des politiques sectorielles de remédiation ont été entreprises à travers des projets d'aménagement, de restauration et de réhabilitation des systèmes agro-écologiques : protection du patrimoine productif, amélioration pastorale, actions de développement économique ... ; mais les efforts déployés restent de portées limitées devant l'ampleur et la complexité de la situation, complexité qui serait exacerbée par le changement climatique, plus particulièrement ses impacts sur la disponibilité de l'eau – déjà le facteur limitant le plus important du développement dans la région. Bien que ces efforts aient contribué au renforcement des capacités dans les institutions régionales, l'urgence à laquelle font face les oasis – la vulnérabilité socio-économique conjuguée à une fragilité écologique - demande la mise en place de mesures additionnelles.

27. Aujourd'hui les oasis font face au défi additionnel du changement climatique, qui risque d'apporter des contraintes plus importantes (pénurie d'eau, événements météorologiques extrêmes). Le maintien des services économiques, écologiques et sociaux fournis par l'espace oasien à ses communautés et à l'ensemble du pays (rempart contre le désert, refuge de biodiversité, régulation climatique, produits agricoles) et le

développement de pratiques d'utilisation des ressources oasiennes adaptées au CC et dites « sans regret » sont d'une importance capitale. Le soutien apporté par ce projet permettrait donc de limiter la dégradation des écosystèmes productifs oasiens, de réduire la pauvreté des populations locales en leur permettant d'acquérir des habiletés et des atouts pour un meilleur développement à long terme, et de mettre en place une stratégie d'utilisation des oasis qui maintienne les services écologiques. Avant de considérer comme une possibilité la migration massive des populations de la zone oasienne, la mise en place de stratégies de développement adaptées est une urgente nécessité.

2. Réponse proposée

28. Dans le but de faire face aux défis exposés ci-dessus, le projet visera à atteindre les objectifs suivants :

29. *L'établissement de mécanismes dynamiques et d'outils de planification à long terme pour gérer les risques inhérents aux changements climatiques.* L'établissement de mécanismes de planification passera notamment par la collecte et l'analyse d'informations sur le climat de la région oasienne, ainsi qu'une meilleure connaissance des impacts du changement climatique sur les écosystèmes et les communautés qui en dépendent. De même, les institutions décentralisées, qui bénéficient entre autre d'investissements notables de la part du gouvernement marocain en matière de capacité institutionnelle, seront outillées pour entreprendre une meilleure gestion des ressources naturelles, notamment l'eau, qui est le facteur le plus important de la vulnérabilité dans la région. Enfin, il sera crucial de créer des mécanismes techniques et institutionnels d'alerte et de réaction rapide en réponse aux événements climatiques extrêmes qui sont susceptibles d'augmenter dans les oasis (sécheresses et inondations). Aussi ce projet visera à renforcer la disponibilité d'informations climatiques décentralisées, et leur utilisation par les institutions régionales en vue d'une meilleure planification à long terme. Cet objectif entend capitaliser notamment sur les expériences réalisées au niveau de la prévision climatique (par exemple le travail de downscaling des modèles climatiques à l'échelle du Bassin du Souss-Massa) et sur les efforts de décentralisation et de développement territorial entrepris par le gouvernement Marocain depuis quelques années (par exemple, création des Agences de Bassin).

30. *Le renforcement du leadership et des cadres institutionnels régissant la gestion intégrée des risques climatiques.* Une planification adaptée au changement climatique passe entre autre par un renforcement de la capacité des acteurs à tous les niveaux à comprendre les impacts du climat sur leurs options de développement et à déterminer de manière participative les options d'adaptation leur permettant de générer des bénéfices écologiques et socio-économiques. Conformément à la politique de décentralisation et de développement territorial actuellement en vigueur, le projet fournira aux planificateurs régionaux et locaux les outils, méthodologies, informations et capacités analytiques pour inclure les options d'adaptation dans leurs plans respectifs. À ce titre, le projet pourra capitaliser sur les expériences réalisées dans le cadre du Plan Maroc Vert, par exemple, pour orienter les plans sectoriels (agriculture, tourisme, santé, aménagement du territoire, gestion des ressources en eau) vers des trajets adaptés au changement climatique, notamment à la rareté des ressources en eau, la chaleur, la sécheresse et les risques d'inondations. Ce projet accompagnera le processus de décentralisation et renforcera le rôle des Collectivités locales, notamment la région et les communes dans la prise en charge de la problématique des Changements climatiques. Il mettra un accent particulier sur le processus de planification locale stratégique à travers l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les plans communaux de développement et à travers la promotion de l'intercommunalité.

31. *La mise en place de politiques et mesures de développement adaptées dans les Oasis.* L'extrême vulnérabilité écologique et économique des oasis du Maroc demande la mise en place d'actions concrètes de développement durable dites « sans regret », pour fournir aux populations et aux écosystèmes la résilience nécessaire pour faire face aux changements anticipés. Tel que déterminé dans les études de

vulnérabilité, les Communications Nationales et les stratégies de développement des Oasis, un certain nombre d'options d'adaptation peuvent être d'ores et déjà identifiées, dont la mise en œuvre immédiate permettra de générer des bénéfices en matière de développement. Bon nombre de ces options sont actuellement mises en application dans le cadre de grands projets (Programme des Oasis du Sud (POS) et Programme des Oasis du Tafilalet (POT), projet FIDA, ...) sur lesquelles ce projet pourra se baser pour étendre aux zones du projet les approches adaptives. L'approche adoptée pour atteindre cet objectif comblera la recherche et la démonstration de technologies et d'approches de développement innovantes, notamment en vue de réduire la consommation d'eau, tout en maintenant une productivité agricole optimale et en dotant les populations locales d'une économie diversifiée pouvant faire face aux chocs climatiques.

32. *L'exploration d'options de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation.* Afin de couvrir les coûts de l'adaptation à long terme, et de répliquer les acquis du projet à d'autres territoires au Maroc, l'exploration et la démonstration de mécanismes de financement innovateurs fera également l'objet d'une attention particulière, surtout au niveau régional et local. L'atteinte de cet objectif passera par la combinaison de mécanismes « traditionnels » (financement de l'état, bailleurs de fonds internationaux) et de mécanismes « novateurs » (paiement pour services écologiques, assurances). De plus, afin de créer un effet de levier sur les politiques nationales, les administrations centrales seront dotées des informations et méthodologies nécessaires pour la conduite d'une analyse des flux d'investissements nécessaires pour l'adaptation, en vue d'internaliser les coûts d'adaptation à long terme aux politiques nationales.
33. *La genèse et dissémination des connaissances pertinentes à l'ajustement des processus de développement nationaux.* Une stratégie de mobilisation et de communication sera également mise en œuvre afin de générer et distribuer les connaissances relatives à l'adaptation, aux meilleures pratiques nationales et internationales, à tous les acteurs concernés. Cette stratégie servira de lien entre les activités mises en œuvre au niveau local et régional et les politiques nationales, dans le but de servir à la multiplication des acquis du projet au niveau national et international. Un accent sera également mis sur le partage de l'information Sud-Sud afin de bénéficier des expériences de pays partageant des conditions similaires.

3. Obstacles à la réponse proposée

34. Un certain nombre d'obstacles se posent à l'atteinte des objectifs et résultats ci-dessus. Ce projet visera donc à fournir aux acteurs pertinents les moyens de surmonter ces obstacles, tout en capitalisant sur un certain nombre d'acquis et d'efforts en cours.
35. *l'établissement de mécanismes dynamiques et d'outils de planification à long terme pour gérer les risques inhérents aux changements climatiques.* Un certain nombre de scénarios climatiques et d'analyses de vulnérabilité pour le Maroc sont disponibles, établis notamment à travers les travaux de la Première et la Seconde Communications Nationales. Cependant, ces analyses fournissent des informations d'ordre général, qui ne tiennent pas compte des particularités du milieu oasien et de son climat particulier. Certaines lacunes au niveau des infrastructures et mécanismes institutionnels de suivi et d'alerte climatique persistent, qui font obstacle à une quelconque prévision adaptée aux besoins de la région. Par exemple, le milieu oasien subit régulièrement les influences du climat de l'Afrique subsaharienne (remontées tropicales), mais l'absence de stations météo au Sud du Maroc rend la prévision et l'alerte impossible. Les communautés des régions oasiennes ne disposent par conséquent d'aucune information sur laquelle baser leur développement, ni de système d'alerte face aux chocs climatiques, ce qui les maintient dans une situation de précarité. De même, bien que les dernières années aient vu la décentralisation des administrations sectorielles et la création d'Agences de Bassin mandatées pour

promouvoir la gestion rationnelle de l'eau, ces institutions disposent en réalité de peu de moyens techniques, humains et financiers. Pour atteindre ses objectifs, ce projet devra donc outiller ces institutions en leur fournissant les infrastructures, informations, outils et capacités à entreprendre une planification tenant compte des effets du changement climatique. De même, le projet soutiendra la coordination entre les différents acteurs sectoriels autour d'une même plateforme d'alerte et de suivi climatique pour la région.

36. *Le renforcement du leadership et des cadres institutionnels régissant la gestion intégrée des risques climatiques.* Dans le cadre de la politique de décentralisation poursuivie par le gouvernement du Maroc, un certain nombre d'acteurs ont été habilités à entreprendre une planification sectorielle et multisectorielle, aux niveaux local et régional. Cependant, ces acteurs ne disposent pas des informations pertinentes leur permettant de faire des choix éclairés en matière de développement adapté. Ainsi, alors que le cadre actuellement en vigueur offre de bonnes opportunités de promouvoir un développement résilient, bon nombre de plans et politiques courent encore le risque de maladaptation. Par exemple, le choix des cultures ou les décisions en matière de mobilisation des ressources en eau ne tiennent pas compte des prévisions de rareté ou de sécheresse, et certains investissements sont faits sans tenir compte des risques climatiques. Pour aboutir à une intégration efficace des risques climatiques dans les plans et politiques de développement locaux et régionaux, il s'agira donc de fournir aux acteurs concernés (administrations, communautés, secteur privé) les connaissances nécessaires concernant les mesures d'adaptation sans regret susceptibles de générer des bénéfices de développement et de réduction de la pauvreté, ainsi que sur les avantages et désavantages des différentes options politiques en fonction du changement climatique. À travers ce renforcement des capacités des institutions régionales, le projet visera également le renforcement des mécanismes institutionnels de coordination, de consultation et de partenariat régissant le développement des politiques d'adaptation au niveau central et décentralisé.
37. *La mise en place de politiques et mesures de développement adaptées.* La mise en application urgente d'actions d'adaptation en milieu oasien passe entre autre par une exploration systématique et rationnelle des différentes options d'adaptation. Bien qu'un travail ait déjà été effectué, notamment par l'INRA en matière de cultivars adaptés, et qu'un certain nombre de mesures aient été mises en œuvre par les différents projets en cours, un risque de maladaptation persiste, puisque la totalité des facteurs de risque climatique ne sont toujours pas pris en compte dans le développement local. Aussi, certaines lacunes en matière de recherche et de technologie subsistent, par exemple en ce qui concerne l'assainissement et la réutilisation des eaux épurées comme moyen de limiter l'extraction d'eau souterraine. Toutefois, la réalisation de cet objectif pourra capitaliser sur un bon nombre d'acquis dans la région, y compris les leçons des projets POS et POT et du projet CBA, des projets mis en œuvre par les différents partenaires, et des efforts de recherche conduits au niveau national et décentralisé. Parmi les mesures envisagées, le projet se basera sur les leçons générées par le projet POS-POT et CBA pour répliquer et adapter au contexte oasien des meilleures pratiques de gestion de l'eau et de l'agriculture.
38. *L'exploration d'options de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation.* L'intégration des coûts de l'adaptation aux mécanismes financiers nationaux demande notamment une connaissance et une capacité analytique parmi les planificateurs financiers, qui fait lacune pour l'instant. Au niveau décentralisé et local, les acteurs du développement restent souvent à l'écart des efforts de financement, alors que la région oasienne pourrait bénéficier d'un certain nombre d'opportunités de financement novatrices, telles que les paiements pour services écosystémiques, les mécanismes d'assurance ou de garantie d'emploi. La réalisation de cet objectif pourra capitaliser sur un certain nombre d'acquis au niveau national et international, comme par exemple l'étude sur les services écosystémiques des Oasis réalisée avec l'appui du PNUE, ou bien l'émergence de mécanismes de financement internationaux adaptés aux besoins locaux.

39. *La genèse et dissémination des connaissances pertinentes à l'ajustement des processus de développement nationaux.* Bien qu'il existe un certain niveau de sensibilisation parmi les acteurs de la région et les administrations centrales, il persiste une dispersion des informations sur le climat et l'adaptation qui fait obstacle à une bonne coordination et un développement basé sur les meilleures pratiques. De même, il est difficile d'obtenir une vue d'ensemble sur la situation des oasis et sur les pratiques d'adaptation oasiennes pertinentes. Si la plupart des initiatives de développement peuvent inclure des mesures d'adaptation, les politiques nationales ne capitalisent pas toujours sur les leçons retenues. Ce projet visera donc à rassembler et distribuer l'information pertinente, tout en créant un lien entre les Oasis et les autres territoires marocains, en vue de créer un effet de levier sur les politiques nationales.

II. STRATEGIE

40. Le projet adoptera une approche intégrée et multisectorielle axée sur les dimensions régionales et locales, que ce soit en matière de renforcement des capacités institutionnelles ou en matière de démonstration des options d'adaptation. Cette approche est entreprise afin de renforcer les grandes orientations du Maroc en matière de décentralisation et de mise en valeur de la région et servir d'exemple pour le lancement de projets similaires pour d'autres régions ou zones fragiles comme les zones de montagne et les zones littorales.
41. Cette initiative est basée sur le constat que la mise en œuvre de politiques d'adaptation nécessaires en vue de faire face aux défis que pose le changement climatique ne pourra se faire sans la participation et l'engagement actif à tous les niveaux de prise de décision. Il est par conséquent nécessaire d'appliquer le principe de subsidiarité, qui reconnaît l'importance et la complémentarité de chaque niveau – local, provincial ou national – et qui facilite l'identification des mesures les plus appropriées selon le niveau. Les territoires et autorités sub-nationales sont un maillon indispensable dans la mise en œuvre de mesures et de politiques d'adaptation, puisqu'elles ont des responsabilités à la fois dans le développement des politiques et la mise en œuvre de projets d'investissement, surtout dans les contextes où la décentralisation est un aspect clé de la réforme des politiques publiques. En fin de compte, l'adaptation est une activité contextuelle, où la planification et la mise en œuvre de mesures d'adaptation doit répondre à des circonstances et capacités uniques à différentes échelles. Par conséquent, le niveau régional se trouve être le niveau le plus approprié pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation telles que la gestion des ressources en eau, la conservation de la biodiversité, la planification des infrastructures et l'aménagement du territoire.
42. De plus, ce projet entend capitaliser sur les acquis des autres projets et programmes, qui fournissent un ensemble de conditions favorables à l'établissement de nouvelles pratiques adaptées. En effet, bon nombre d'initiatives reliées à l'adaptation ou à la vulnérabilité sont en cours de mise en œuvre ou de planification dans la région concernée, qui peuvent livrer des connaissances et des apports importants à ces projets, y compris la mobilisation des acteurs locaux du développement et les administrations décentralisées, ainsi que les bailleurs principaux (SNU, MCA, coopérations bilatérales y compris avec le Japon).
43. Plus particulièrement, la mise en œuvre de ce projet sera également étroitement articulée aux programmes de développement des Oasis (PNUD POS-POT) y compris en leur fournissant des outils visant à assurer la résilience de leurs activités face aux changements climatiques. Ces deux programmes, en cours d'exécution dans deux localités de la zone oasienne, sont des outils de mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Aménagement des Oasis, et ont pour objectif le développement

durable et la réduction de la pauvreté. L'approche adoptée par les programmes POS et POT est une approche intégrée au développement, combinant des activités de renforcement des capacités locales et institutionnelles avec la mise en pratique de filières économiques (notamment, agricoles). Le programme des Oasis mis en œuvre par le PNUD bénéficie notamment de l'appui de toutes les institutions gouvernementales, privées et associatives des régions concernées, ainsi que d'un financement important du gouvernement du Maroc et des divers partenaires. Plus spécifiquement, les activités du POS et du POT représentent la base sur laquelle tester et construire une véritable stratégie d'adaptation dans le secteur de l'eau et de l'agriculture, puisque ces deux programmes incluent le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des acteurs locaux à mettre en place un développement durable, et notamment dans le domaine agricole. Ce projet permettrait donc de rajouter aux activités déjà mises en œuvre une dimension de résilience face aux changements climatiques attendus.

44. De même, le projet établira des liens avec le projet d'adaptation communautaire (CBA), également mis en œuvre à travers un soutien du PNUD afin de générer un partage des connaissances sur l'applicabilité de meilleures pratiques culturelles et de gestion des ressources naturelles au niveau local. Ce projet est mis en œuvre dans trois zones écologiques du Maroc, soit la côte, les oasis (Tarmguist et Iguiwaz) et la forêt, et touche également à la vulnérabilité dans les secteurs de l'eau et l'agriculture. Parmi les activités prévues dans les oasis, le projet CBA vise la mise en place de mesures de reforestation et de renforcement des capacités à mettre en œuvre des pratiques d'agriculture durables et résilientes. Dans la zone des oasis, le projet CBA fait également la promotion de mesures reliées à l'établissement de mécanismes financiers qui pourraient être répliquées dans la zone du projet (Adaptation Revolving Fund).
45. Les contributions des projets POS et POT en matière de développement local (développement des filières agricoles, irrigation, etc.) ainsi que les leçons retenues des projets d'adaptation en milieu communautaire dans les oasis (CBA) sont rapportées au titre du co-financement dans le cadre des activités de ce projet. Les ministères partenaires, ainsi que les organisations décentralisées, fourniront également des contributions de contrepartie en nature, incluant l'acquisition et l'installation d'un radar météorologique dans la région du Sud-Atlas par la Direction de la Météorologie Nationale (au coût de 1 million US\$), qui viendra pallier au manque d'information climatique rapide pour l'alerte précoce.
46. Cette coordination active justifierait donc la mise en place d'un comité de coordination entre tous les programmes en cours d'exécution et les partenaires actifs en matière d'adaptation dans la région afin d'atteindre un meilleur partage des tâches, éviter les double-emplois et créer des synergies et des bénéfices pour les populations locales. Ce comité de coordination serait placé sous la responsabilité des autorités régionales, dans le but de renforcer le leadership au niveau décentralisé et de soutenir la création de partenariats durables en matière d'adaptation.

1. Outputs et Résultats

Output 1: Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place

47. Résultat 1.1 : Les informations sur le climat régional et ses impacts sont disponibles

Le but de cette activité est de fournir aux institutions les outils, informations et habiletés à acquérir et analyser les informations climatiques à un niveau décentralisé. Elle est motivée par le besoin de mieux comprendre les effets du changement climatique sur l'écosystème oasien et ses populations, et de pouvoir faire face aux événements climatiques extrêmes susceptibles d'augmenter dans la région.

Action 1.1.1 Rassembler les informations existantes sur les risques et la vulnérabilité au Maroc et dans les oasis et compléter les analyses de vulnérabilité par une analyse de la perception des risques par les communautés. Le but de cette action est de fournir un complément d'information quant aux risques et à la vulnérabilité des oasis, plus particulièrement tels qu'ils sont perçus par les acteurs du développement local. Cette analyse sera effectuée sur la base des informations existantes, et en utilisant les structures et associations locales.

Action 1.1.2 Effectuer un downscaling des modèles climatiques pour la zone oasienne. Cette action sera confiée à la Direction de la Météorologie Nationale et sera conduite selon la méthodologie déjà testée pour le bassin versant du Souss-Massa, dans le but de fournir aux autorités et aux communautés un scénario plus précis sur les effets et impacts du CC attendus au niveau des oasis.

Action 1.1.3 Renforcer les infrastructures de suivi climatique et d'alerte précoce par l'installation de stations météorologiques dans la région oasienne. Cette activité est entreprise dans le but de renforcer les capacités de prédiction et d'alerte précoce ; elle sera entreprise à travers l'installation de stations synoptiques sur l'ensemble de la région oasienne, et viendra compléter l'installation prévue par le gouvernement d'un radar météorologique pour la région.

Action 1.1.4 Compléter ou approfondir les études sur les impacts sectoriels des changements climatiques dans le domaine de la santé, des infrastructures, du tourisme et de la biodiversité dans les zones oasiennes, y compris la quantification des impacts en termes économiques et sociaux. Bien que les autorités décentralisées sectorielles disposent d'éléments de base sur la vulnérabilité au changement climatique, il n'existe que peu de données sur les impacts du changement climatique sur les secteurs mentionnés, qui représentent tous des éléments clés de l'économie et de la vie oasienne. Ces études fourniront des moyens de dégager des pistes d'adaptation proactive et réactive qui seront par la suite intégrées aux plans sectoriels régionaux (voir activité 2.1) et dont les coûts et bénéfices seront clairement compris par les planificateurs.

Action	Indicateur	État de référence	Cible
Action 1.1.1 Rassembler les informations existantes sur les risques et la vulnérabilité au Maroc et dans les oasis et compléter les analyses de vulnérabilité par une analyse de la perception des risques par les communautés	1. les autorités régionales disposent d'informations sur la perception des risques climatiques dans les communautés ciblées	1. l'information existe au niveau anecdotique	1. au moins deux analyses participatives de la perception des risques
Action 1.1.2 Effectuer un downscaling des modèles climatiques pour la zone oasienne	2. Existence de modèles climatiques pour la zone oasienne	2. pas de modèles pour la zone; il existe un modèle pour un autre bassin sur lequel se baser	2. 2 modèles climatiques
Action 1.1.3 Renforcer les infrastructures de suivi climatique et d'alerte précoce par l'installation de stations météorologiques dans la région oasienne (installation d'un radar météo pour la région à travers le co-financement national)	3. disponibilité d'informations climatiques	3. il n'y a pas d'infrastructure de mesure climatique dans la région	3. 5 stations sont opérationnelles

Action 1.1.4 Compléter ou approfondir les études sur les impacts sectoriels des changements climatiques dans le domaine de la santé, des infrastructures, du tourisme et de la biodiversité dans les zones oasiennes, y compris la quantification des impacts en termes économiques et sociaux	4. existence d'études sectorielles sur les impacts des CC	4. il existe des études sommaires ou partielles sur les changements climatiques et leurs impacts dans la région	4. au moins 4 études sectorielles sont complétées
--	---	---	---

48. Résultat 1.2 : Les institutions nationales et régionales disposent d'outils de gestion des ressources en eau pour faire face aux changements climatiques

Le but de cette activité est de fournir aux institutions régionales de planification des ressources en eau, dont la rareté constitue le fondement de la vulnérabilité des oasis, des outils de planification à long-terme qui tiennent compte des prédictions climatiques. Les Agences de Bassin, qui sont habilitées à entreprendre la mobilisation et la gestion de l'eau, ont notamment un besoin de ressources techniques et analytiques afin de prendre des décisions qui assurent la durabilité de la ressource en eau. Ceci inclut également l'utilisation de nouveaux mécanismes de gestion concertée, qui tiennent compte des multiples usages des ressources en eau.

Action 1.2.1 Doter les ABH des moyens techniques et humains pour effectuer une modélisation des ressources en eau intégrant les données des projections climatiques à travers la formation et l'acquisition d'outils de modélisation. Cette action consiste à fournir aux ABH les outils techniques, notamment informatiques, ainsi que la formation s'y rattachant, afin de leur permettre d'entreprendre une modélisation des ressources en eau sur la base des données climatiques et de leur évolution.

Action 1.2.2 Fournir aux Agences de Bassin les moyens techniques et humains pour modifier les normes de gestion des ressources en eau, mettre en place des mécanismes novateurs de gestion concertée des ressources en eau, évaluer le financement et la tarification et appliquer les instruments législatifs sur l'eau. Cette action consiste à permettre aux agences de bassin, notamment à travers la formation, l'acquisition de ressources humaines et un soutien aux processus consultatifs, d'entreprendre des négociations sur la mise en place de nouveaux outils de gestion de l'eau, y compris des contrats de nappe et des nouvelles normes de tarification.

Action 1.2.3 Réaliser un modèle ou scénario de bilan hydrique basé sur les changements climatiques et tester l'application des données générées dans le développement des PDAIRE locaux.

Action	Indicateur	État de référence	Cible
Action 1.2.1 Doter les ABH des moyens techniques et humains pour effectuer une modélisation des ressources en eau intégrant les données des projections climatiques à travers la formation et l'acquisition d'outils de modélisation	1. acquisition d'outils informatiques de modélisation et formation attenante	1. les ABH n'ont pas les moyens techniques pour une modélisation efficace	1. Nombre de personnes formées et outils acquis

Action 1.2.2 Fournir aux Agences de Bassin les moyens techniques et humains pour modifier les normes de gestion des ressources en eau, mettre en place des mécanismes novateurs de gestion concertée des ressources en eau, évaluer le financement et la tarification et appliquer les instruments législatifs sur l'eau	2. existence de contrat de nappe fonctionnel pour la zone oasienne	2. pas de contrat de nappe fonctionnel pour la zone oasienne	2. au moins un contrat de nappe par agence de bassin
Action 1.2.3 Réaliser un modèle ou scénario de bilan hydrique basé sur les changements climatiques et tester l'application des données générées dans le développement des PDAIRE locaux	3. existence d'un modèle des ressources en eau tenant compte des CC	3. pas de modèle des ressources en eau tenant compte des CC	au moins un modèle par agence de bassin

49. Résultat 1.3: Les mécanismes de veille, de suivi et d'alerte face aux changements climatiques et leurs impacts sont renforcés dans la zone oasienne

Le but de cette activité est de mettre en place un système de suivi des impacts climatiques afin de fournir aux autorités décentralisées et nationales de meilleurs outils de planification et d'utilisation du territoire. Cette fonction de veille servira également de mécanisme de réduction des risques et incertitudes relatives aux changements climatiques, notamment en matière d'évolution des risques sanitaires dus à l'évolution des vecteurs de maladie.

Action 1.3.1 Fournir aux autorités territoriales décentralisées les outils, l'expertise, l'information et les méthodologies nécessaires à la mise en place d'un système de veille sanitaire (animal, végétal, humain) (lié à 1.1.3). Cette activité fait suite au développement des études de vulnérabilité (1.1) et des études sectorielles, et sera basée sur les systèmes de surveillance sanitaires existants, qui se penchent seulement pour l'instant sur les questions épidémiologiques liées aux pathologies connues. Compte tenu de l'évolution possible des pathologies humaines, animales et végétales en raison de l'évolution des paramètres climatiques, une veille préventive sera instaurée pour prévenir la propagation de nouvelles maladies.

Action 1.3.2 Coordonner et renforcer les systèmes d'information géographiques existants pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil d'aide à la décision décentralisée. Cette action sera basée sur la coordination des SIG déjà utilisés par les différents services techniques et observatoires régionaux ; les données produites seront harmonisées et les cartes de vulnérabilité seront distribuées aux planificateurs, notamment en matière d'aménagement du territoire.

Action 1.3.3 Coordonner et renforcer les observatoires régionaux pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil de veille et d'alerte. Il s'agit ici de mettre les différents observatoires présents dans la région en réseau, afin de mieux coordonner les activités et de permettre une observation plus systématique de l'évolution du changement climatique et de ses impacts pour la région oasienne.

Action 1.3.4 Mettre en place un système d'alerte précoce (système de communication) et d'atténuation des risques climatiques pour les oasis, à travers le renforcement des actions préventives menées par les ABH (1.2.1), la coordination entre les différents partenaires (1.3.3) et les informations climatiques (1.1.1). La coordination, l'acquisition de données et les fonctions de veille mis en place par les actions précédentes fourniront la base de l'établissement d'un système d'alerte précoce. Ce système sera constitué à travers la

mise en réseau des différents intervenants au niveau régional et local, et sera accompagné par la création de protocoles de déclaration d'urgence et de mécanismes de communication pour atteindre les populations des oasis.

<i>Action</i>	<i>Indicateur</i>	<i>État de référence</i>	<i>Cible</i>
Action 1.3.1 Fournir aux autorités territoriales décentralisées les outils, l'expertise, l'information et les méthodologies nécessaires à la mise en place d'un système de veille sanitaire (animal, végétal, humain) (lié à 1.1.3)	1. existence d'informations sur la possibilité d'émergence de nouvelles pathologies liées au CC	1. il n'existe aucune information sur les nouvelles pathologies; un système de veille sanitaire pour les maladies existantes existe	1. au moins 1 administration décentralisée effectue une veille sur l'émergence de nouvelles pathologies
Action 1.3.2 Coordonner et renforcer les systèmes d'information géographiques existants pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil d'aide à la décision décentralisée	2. Existence de systèmes d'information géographiques intégrant les dimensions du changement climatique	2. il existe différentes applications et utilisation des SIG dans la région, qui n'utilisent pas la donnée climatique	
Action 1.3.3 Coordonner et renforcer les observatoires régionaux pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil de veille et d'alerte	3. Existence d'un réseau d'observatoires régionaux intégrant les dimensions du changement climatique		3. un réseau d'observatoires régionaux se charge de la veille climatique
Action 1.3.4 Mettre en place un système d'alerte précoce (système de communication) et d'atténuation des risques climatiques pour les oasis, à travers le renforcement des actions préventives menées par les ABH (1.2.1), la coordination entre les différents partenaires (1.3.3) et les informations climatiques	4. existence d'un système d'alerte précoce	4. il n'y a pas de SAP fonctionnel pour la région oasienne	4. d'ici la fin du projet le SAP est opérationnel

(1.1.1)			
---------	--	--	--

Output 2: Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés

50. Résultat 2.1 Les changements climatiques sont intégrés à la planification régionale décentralisée

Le but de cette activité est d'intégrer les nouvelles informations relatives aux changements climatiques aux cadres de planification sectoriels et territoriaux, en vue d'améliorer la résilience de la planification. Ceci se fera principalement par le renforcement des compétences techniques et analytique des institutions responsables du développement, de la révision et du suivi des cadres de planification, de même que par le développement de produits analytiques axés vers les leaders sectoriels.

Action 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux, tels que les Plans Vert Régionaux, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire, les Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau, les Pays d'Accueil Touristiques, les Visions Territoriales et la Stratégie Nationale des Oasis

Action 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées. Ces activités seront entreprises de concert avec les révisions périodiques prévues des plans régionaux, dans le cadre des activités de planification des ministères décentralisés. Elles seront également basées sur les activités entreprises par d'autres partenaires (par exemple, la Banque Mondiale), notamment pour inclure les données relatives au changement climatique, aux plans sectoriels du niveau national.

Action	Indicateur	État de référence	cible
Action 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux, tels que les Plans Vert Régionaux, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire, les Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau, les Pays d'Accueil Touristiques, les Visions Territoriales et la Stratégie Nationale des Oasis	1. Nombre de personnes formées	1. 0 personnes formées	1. au moins 50 personnes formées
Action 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées	2. nombre de plans révisés	2. aucun plan révisé	2. au moins 3 plans révisés

51. Résultat 2.2 Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques

Action 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes. Cette action vise à transférer des connaissances sur la gestion des risques climatiques au niveau local, en s'assurant que les acteurs locaux développent une compréhension des mesures d'adaptation possible. La formation inclura également des aspects relatifs à la planification et au système d'alerte précoce.

Action 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement (PCD) à travers la vulgarisation de l'information climatique mise à l'échelle communale et l'analyse de la résilience des plans existants. Les projets POS et POT ont déjà entrepris de faciliter le développement de PCD, une innovation dans la région ; lorsque des PCD existent, le projet facilitera leur révision en vue d'y intégrer le changement climatique, et dans le cas où les PCD n'ont pas encore été développés, le projet facilitera également le processus consultatif devant y mener.

Action 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l'adaptation aux changements climatiques. Dans le cas où les PCD ont été développés, le projet fournira des appuis financiers à la mise en œuvre des mesures d'adaptation prioritaires contenues dans les plans.

Action	Indicateur	État de référence	Cible
Action 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes	1. Nombre de personnes formées	1. 0	1. au moins 100 personnes
Action 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement à travers la vulgarisation de l'information climatique mise à l'échelle communale et l'analyse de la résilience des plans existants	2. nombre de PCD intégrant la donnée climatique	2. aucun PCD n'intègre la donnée climatique	5 PCD intègrent les données des changements climatiques
Action 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l'adaptation aux changements climatiques	3. Nombre d'actions Adaptation Changements Climatique initiées dans le cadre des PCDs.	2. aucune	3. au moins 3

Output 3: Des politiques et mesures de développement adaptées sont mises en œuvre

52. Résultat 3.1 Des modèles de développement local adaptés sont développés

Le but de cette activité est de faire la promotion d'un développement socio-économique local résilient aux impacts du changement climatique, notamment la rareté des ressources en eau. Cette activité impliquera la participation active des communautés visées, particulièrement en matière d'identification de filières de développement moins dépendantes de l'eau

Action 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les maladaptations. Cette action se basera sur les travaux déjà engagés dans le cadre des projets POS-POT, qui a notamment fait la promotion de la recherche agricole, sans toutefois avoir toujours tenu compte des facteurs

du changement climatique. Les mesures d'adaptation testées par les projets POS et POT seront également testées en vertu des modèles climatiques pour la zone oasienne en vue de déterminer le risque de maladaptation.

Action 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes. Cette action sera entreprise à travers un investissement des communautés concernées, dans le but de lutter contre la dégradation des oasis et de mettre en place des mesures de sauvegarde, particulièrement en ce qui concerne les oasis réhabilitées. Ceci sera entrepris en étroite collaboration avec le projet soutenu par le FIDA et le projet CBA, qui vise la gestion des zones de montagnes, lorsque les activités seront prévues dans les mêmes sites.

Action 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement). Cette action vise le renforcement des activités entreprises par les autres projets de développement dans la région, qui se concentrent sur les dimensions socio-économiques du développement rural.

Action 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau, y compris lorsque pertinent, pour la recharge des nappes aquifères.

Action 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau. Cette action sera également entreprise en lien étroit avec les activités du projet POS et POT (qui prévoient faire la promotion de l'éco-tourisme mais n'ont pas nécessairement tous les moyens nécessaires), dans le but de fournir aux communautés des outils de développement plus variés et de réduire leur vulnérabilité au changement climatique. Les filières économiques exploitées seront sélectionnées selon un processus participatif, et la priorité sera accordée aux activités et technologies les moins consommatrices d'eau.

<i>Action</i>	<i>Indicateur</i>	<i>État de référence</i>	<i>Cible</i>
Action 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les maladaptations	1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	2. non disponible	1. 15% de diminution d'utilisation des ressources en eau
Action 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes	2. nombre de kilomètres sous protection	2. non disponible	2. au moins 100 km

Action 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement)	1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	2. non disponible	1. 15% de diminution d'utilisation des ressources en eau
Action 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau	1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	2. non disponible	1. 15% de diminution d'utilisation des ressources en eau
Action 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau.	1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	2. non disponible	1. 15% de diminution d'utilisation des ressources en eau

Output 4: Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place

51. Résultat 4.1: Des mécanismes de financement pour l'adaptation au niveau local, régional et national sont identifiés et mis en place

Le but de cette activité est d'explorer et de tester les mécanismes financiers permettant de générer et de diriger des ressources vers l'adaptation, y compris à travers l'internalisation des coûts de l'adaptation aux budgets de l'état et des communautés. Les études de faisabilité serviront à sélectionner et développer les activités en fonction de leur applicabilité à la région et aux circonstances particulières des oasis ; dans le cas où les études de faisabilité trouveraient certaines activités inefficaces, l'activité ne serait pas mise en place.

Action 4.1.1 Faire une étude de faisabilité et une application pilote d'un régime d'assurances basé sur les indices. De concert avec les autorités et services financiers agricoles de la région, un régime d'assurances basé sur les indices de sécheresse sera mis sur pied à titre d'expérience, afin de vérifier son applicabilité à l'agriculture oasienne. L'étude de faisabilité déterminera avec précision le type d'indice, les seuils et mesures de compensation applicables à la région.

Action 4.1.2 Analyse des flux d'investissement (IFF) et mise en place de mécanismes d'ajustement économiques et financiers pour internaliser les coûts de l'adaptation au niveau national. Cette action fournira aux autorités centrales sectorielles et de planification économique une formation et un soutien analytique lors de l'analyse des flux d'investissements nécessaires à l'intégration des coûts de l'adaptation aux budgets nationaux. Cette action sera également nourrie par les publications, études sectorielles et autres informations générées par ce projet et les autres projets en cours.

Action 4.1.3 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux. Cette action vise principalement le développement d'une courte étude sur le potentiel de joindre les actions éligibles au financement relié à l'adaptation avec celles des mécanismes financiers relatifs au marché du carbone. L'étude sera présentée au ministère de l'environnement afin de

nourrir le développement d'une stratégie nationale sur les changements climatiques qui allie adaptation et atténuation.

Action 4.1.4. Tester la mise en place d'un système de garantie d'emploi dans le but de soutenir la réhabilitation des services écologiques dégradés tout en fournissant un soutien économique à la population vulnérable. Cette action sera entreprise de concert avec les activités visant la mise en place de barrières anti-ensablement et de reforestation entreprises dans le cadre de ce projet et des programmes POS-POT ; elle permettra de tester des mécanismes de réintégration sociale des migrants rentrants tout en fournissant des emplois reliés au maintien des services écologiques qui sont à la base du développement des oasis. Ceci permettra en outre de vérifier si l'apport d'opportunités économiques permet de réduire la dépendances des flux financiers provenant de l'étranger.

Action	Indicateur	État de référence	Cible
Action 4.1.1 Faire une étude de faisabilité et une application pilote d'un régime d'assurances basé sur les indices	1. nombre de fermiers bénéficiant d'un régime d'assurance basé sur les indices	1. 0	2. au moins 10
Action 4.1.2 Analyse des flux d'investissement (IFF) et mise en place de mécanismes d'ajustement économiques et financiers pour internaliser les coûts de l'adaptation au niveau national	2. degré d'internalisation des coûts de l'adaptation aux instruments financiers nationaux	2. les coûts de l'adaptation ne sont pas explicitement intégrés	3. d'ici la fin du projet des mécanismes sont en place en vue de l'intégration des coûts de l'adaptation
Action 4.1.3 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux	1. quantité de financement généré pour l'adaptation	1. 0	1. au moins 100,000\$
Action 4.1.4. Tester la mise en place d'un système de garantie d'emploi dans le but de soutenir la réhabilitation des services écologiques dégradés tout en fournissant un soutien économique à la population vulnérable	4. nombre de personnes bénéficiant du système de garantie d'emploi employées dans la réhabilitation des oasis	4. 0	4. au moins 15

Output 5: Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées

52. Résultat 5.1 Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en oeuvre

Le but de cette activité est de mettre en place des activités de dissémination des connaissances relatives à l'adaptation à tous les partenaires du développement. Cette activité servira également de pont entre les activités au niveau décentralisé et le niveau des politiques nationales, en assurant un partage des leçons du projet avec les planificateurs nationaux, de manière à générer un effet de levier sur les politiques nationales et informer le développement d'une vision nationale de l'adaptation.

Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb. Bien qu'il existe bon nombre d'informations sur l'adaptation et les

projets en cours, les autorités locales, régionales et centrales ont souvent du mal à capitaliser sur les différents projets en cours ; de même certaines opportunités d'apprentissage pourraient être saisies en comparant les initiatives d'adaptation des oasis dans différents pays.

Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplication dans d'autres territoires du Maroc. Les connaissances traditionnelles relatives à l'adaptation en milieu oasien sont en passe de disparaître en raison des modifications accélérées du système et des sociétés oasiennes ; cependant, ces connaissances pourraient permettre de déterminer de meilleures manières d'utilisations des ressources oasiennes, et pourraient être réintégréées dans les stratégies de développement. De même, les oasis présentant des conditions susceptibles de s'étendre au reste du pays, la dissémination de ces connaissances et pratiques pourrait permettre une meilleure adaptation ailleurs au pays.

Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de réplication à d'autres territoires du Maroc.

Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes et le diffuser auprès des collectivités locales (en lien avec 2.2.1)

Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce

Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet

Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude, y compris pour les représentants des communautés locales.

Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis. Un processus de consultation sera lancé avec les universités et écoles dans le but de faire la promotion des études reliées à l'adaptation et aux oasis, particulièrement en matière d'agriculture, de gestion de l'eau et des infrastructures, et de développement local.

Action	Indicateur	État de référence	Cible
Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb	1. nombre de produits d'information	1. 0	1. au moins 5 produits d'information
Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplication dans d'autres territoires du Maroc			
Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de réplication à d'autres territoires du Maroc			
Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes			

Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce			
Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet			
Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude	2. nombre d'ateliers internationaux		2. Au moins 2 ateliers de partage Sud-Sud
Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis.	3. Nombre de nouveaux programmes d'étude		3. au moins 3 nouveaux programmes d'étude

Avantage Comparatif

53. L'avantage comparatif du PNUD dans la mise en œuvre de ce projet réside principalement dans sa forte présence dans la zone oasienne, notamment à travers la mise en œuvre du Programme de développement des Oasis – Projets des Oasis du Sud et du Tafilalet, ainsi que la mise en œuvre du projet d'adaptation communautaire dans les Oasis du Tarmkiste et Iguiwaz. Le PNUD dispose également de bonnes relations avec le gouvernement du Maroc, à la fois au niveau des autorités centrales et des autorités décentralisées, ainsi que de nombreux acquis en matière de renforcement des capacités locales et de réduction de la pauvreté.

III. CADRE DES RESULTATS ET RESSOURCES

Intended Outcome as stated in the Country Programme Results and Resource Framework: <i>Assign a number to each outcome in the country programme (1, 2,...).</i>
Outcome indicateurs as stated in the Country Programme Results and Resources Framework, including baseline and targets:
Applicable Key Result Area (from 2008-11 Strategic Plan): Promote climate change adaptation
Partnership Strategy
Project title and ID (ATLAS Award ID): MAR 10 Award 58671, Project 72995
Applicable Key Result Area (from 2008-11 Strategic Plan): Promote climate change adaptation

Projet: Adaptation aux changements climatiques au Maroc - Vers des Oasis Résilientes									
INTENDED OUTPUTS	OUTPUT TARGETS	INDICATIVE ACTIVITIES	MEANS OF VERIFICATION				RESPONSIBLE PARTIES	INPUTS/Description budget	Costs
			Indicators	quality criteria	quality method	period of assessment			
	Baseline								
Output 1: Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place		Résultat 1.1 : Les informations sur le climat régional et ses impacts sont disponibles							
		<i>Le but de cette activité est de fournir aux institutions les outils, informations et habiletés à acquérir et analyser les informations climatiques à un niveau décentralisé. Elle est motivée par le besoin de mieux comprendre les effets du changement climatique sur l'écosystème oasien et ses populations, et de pouvoir faire face aux événements climatiques extrêmes susceptibles d'augmenter dans la région.</i>					Consultants Nationaux; Équipements et Matériel		400,000
	1. au moins deux analyses participatives de la	Action 1.1.1 Rassembler les informations existantes sur les risques et la vulnérabilité au Maroc et dans les oasis et compléter les analyses de vulnérabilité par une analyse de la	1. les autorités régionales disposent d'informations sur la perception des	les analyses de vulnérabilité sont entreprises de manière	rapports du projet	après 6 mois	SEE		

	perception des risques	perception des risques par les communautés	risques climatiques dans les communautés ciblées	participative					
	2. 2 modèles climatiques	Action 1.1.2 Effectuer un downscaling des modèles climatiques pour la zone oasienne	2. Existence de modèles climatiques pour la zone oasienne	modèles basés sur les meilleures données disponibles	rappports du projet	après 18 mois	DMN		
	3. 5 stations sont opérationnelles	Action 1.1.3 Renforcer les infrastructures de suivi climatique et d'alerte précoce par l'installation de stations météorologiques dans la région oasienne (installation d'un radar météo pour la région à travers le co-financement national)	3. disponibilité d'informations climatiques	5 stations synoptiques, sous la responsabilité de la DMN	observation directe, rapports du projet	après 2 ans	DMN		
	4. au moins 4 études sectorielles sont complétées	Action 1.1.4 Compléter ou approfondir les études sur les impacts sectoriels des changements climatiques dans le domaine de la santé, des infrastructures, du tourisme et de la biodiversité dans les zones oasiennes, y compris la quantification des impacts en termes économiques et sociaux	4. existence d'études sectorielles sur les impacts des CC	les études sont publiées et distribuées auprès des instances politiques	publications	annuellement	Santé, Equipement, Tourisme, SEE		
		Résultat 1.2 : Les institutions nationales et régionales disposent d'outils de gestion des ressources en eau pour faire face aux changements climatiques							
		<i>Le but de cette activité est de fournir aux institutions régionales de planification des ressources en eau, dont la rareté constitue le fondement de la vulnérabilité des oasis, des outils de planification à long-terme qui tiennent compte des prédictions climatiques. Les Agences de Bassin, qui sont habilitées à entreprendre la mobilisation et la gestion de l'eau, ont notamment un besoin de ressources techniques et analytiques afin de prendre des décisions qui assurent la durabilité de la ressource en eau. Ceci inclut également l'utilisation de nouveaux mécanismes de gestion concertée, qui tiennent compte des multiples usages des ressources en eau.</i>						Consultants Nationaux; Consultants Internationaux; Réunions et Ateliers; Fournitures; Voyages et DSA	180,000

	1. Nombre de personnes formées et outils acquis	Action 1.2.1 Doter les ABH des moyens techniques et humains pour effectuer une modélisation des ressources en eau intégrant les données des projections climatiques à travers la formation et l'acquisition d'outils de modélisation	1. acquisition d'outils informatiques de modélisation et formation attenante	modèle basé sur les données des projections climatiques	rappports du projet	apres 2 ans	Agence de Bassin	
	2. au moins un contrat de nappe par agence de bassin	Action 1.2.2 Fournir aux Agences de Bassin les moyens techniques et humains pour modifier les normes de gestion des ressources en eau, mettre en place des mécanismes novateurs de gestion concertée des ressources en eau, évaluer le financement et la tarification et appliquer les instruments législatifs sur l'eau	2. existence de contrat de nappe fonctionnel pour la zone oasienne	le contrat de nappe devra être développé avec la pleine participation des acteurs locaux	rappports du projet, documents législatifs, rapports de consultation	annuellement	Agence de Bassin	
	au moins un modèle par agence de bassin	Action 1.2.3 Réaliser un modèle ou scénario de bilan hydrique basé sur les changements climatiques et tester l'application des données générées dans le développement des PDAIRE locaux	3. existence d'un modèle des ressources en eau				Agence de Bassin	
Résultat 1.3: Les mécanismes de veille, de suivi et d'alerte face aux changements climatiques et leurs impacts sont renforcés dans la zone oasienne								
	<i>Le but de cette activité est de mettre en place un système de suivi des impacts climatiques afin de fournir aux autorités décentralisées et nationales de meilleurs outils de planification et d'utilisation du territoire. Cette fonction de veille servira également de mécanisme de réduction des risques et incertitudes relatives aux changements climatiques, notamment en matière d'évolution des risques sanitaires dus à l'évolution des vecteurs de maladie.</i>						Équipements et matériel; Consultants Nationaux; Fournitures	200,000
	1. au moins 1 administration décentralisée effectuée	Action 1.3.1 Fournir aux autorités territoriales décentralisées les outils, l'expertise, l'information et les méthodologies nécessaires à la mise en place d'un système de veille sanitaire (animal, végétal, humain) (lié à 1.1.3)	1. existence d'informations sur la possibilité d'émergence de nouvelles pathologies	informations basées sur les projections climatiques pour la zone oasienne	rappports et études	annuellement	Agriculture, INRA, Santé	

		une veille sur l'émergence de nouvelles pathologies		liées au CC					
			Action 1.3.2 Coordonner et renforcer les systèmes d'information géographiques existants pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil d'aide à la décision décentralisée	2. Existence de systèmes d'information géographiques intégrant les dimensions du changement climatique	SIG basé sur les données des projections climatiques	cartes	a la fin du projet	Tous les départements ministériels	
		3. un réseau d'observatoires régionaux se charge de la veille climatique	Action 1.3.3 Coordonner et renforcer les observatoires régionaux pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil de veille et d'alerte	3. Existence d'un réseau d'observatoires régionaux intégrant les dimensions du changement climatique	données issues des projections climatiques pour la zone oasienne	rapports annuels de projet	annuellement	Tous les observatoires régionaux	
		4. d'ici la fin du projet le SAP est opérationnel	Action 1.3.4 Mettre en place un système d'alerte précoce (système de communication) et d'atténuation des risques climatiques pour les oasis, à travers le renforcement des actions préventives menées par les ABH (1.2.1), la coordination entre les différents partenaires (1.3.3) et les informations climatiques (1.1.1)	4. existence d'un système d'alerte précoce	tous les services déconcentrés participent au SAP	rapports annuels de projet	annuellement	DMN, Intérieur, SEE, Agriculture, Santé, Equipement, Tourisme, Habitat	
Output 2: Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés			Résultat 2.1 Les changements climatiques sont intégrés à la planification régionale décentralisée						
			<i>Le but de cette activité est d'intégrer les nouvelles informations relatives aux changements climatiques aux cadres de planification sectoriels et territoriaux, en vue d'améliorer la résilience de la planification. Ceci se fera principalement par le renforcement des</i>				Consultants Nationaux; Consultants	200,000	

		<i>compétences techniques et analytique des institutions responsables du développement, de la révision et du suivi des cadres de planification, de même que par le développement de produits analytiques axés vers les leaders sectoriels.</i>					Internationaux; Voyages et DSA; Réunions et ateliers	
	1. au moins 50 personnes formées	Action 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux, tels que les Plans Vert Régionaux, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire, les Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau, les Pays d'Accueil Touristiques, les Visions Territoriales et la Stratégie Nationale des Oasis	1. Nombre de personnes formées	les personnes formées font partie des administrations décentralisées chargées de mandats de planification	rappports annuels de projet	annuellement	Toutes les administrations déconcentrées (Agriculture, DAT, SEEE, Tourisme)	
	2. au moins 3 plans révisés	Action 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées	2. nombre de plans révisés		rappports annuels de projet, plans régionaux	annuellement	Toutes les administrations déconcentrées (Agriculture, DAT, SEEE, Tourisme)	
Résultat 2.2 Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques								
		Le but de cette activité est de fournir aux acteurs locaux du développement, soit les communautés, les associations locales, le secteur privé et les services déconcentrés, les informations et capacités nécessaires au développement d'une vision locale du développement résilient. Le développement des Plans Communaux de Développement fournira une plateforme idéale à cette activité et des efforts seront menés pour que l'intégration des changements climatiques dans les PCD fasse partie des « conditions » d'obtention du financement de l'État. Cette activité sera également reliée à la mise en place du Système d'Alerte Précoce pour les oasis, afin que les partenaires locaux puissent eux-même gérer les risques climatiques.					Consultants Nationaux; Réunions et Ateliers	110,000
		Action 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes	1. Nombre de personnes formées	les personnes formées sont des acteurs du développement local	rappports du projet	après 18 mois	DGCL, SEE	
	5 PCD intègrent les	Action 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de	2. nombre de PCD intégrant la donnée climatique		PCD, rappports du projet	annuellement	DGCL, SEE	

		données des changements climatiques	Développement à travers la vulgarisation de l'information climatique mise à l'échelle communale et l'analyse de la résilience des plans existants						
			Action 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l'adaptation aux changements climatiques	3. Nombre d'actions Adaptation Changements Climatique initiées dans le cadre des PCDs.					
Output 3: Des politiques et mesures de développement adaptées sont mises en oeuvre		Résultat 3.1 Des modèles de développement local adapté sont développés							
			<i>Le but de cette activité est de faire la promotion d'un développement socio-économique local résilient aux impacts du changement climatique, notamment la rareté des ressources en eau. Cette activité impliquera la participation active des communautés visées, particulièrement en matière d'identification de filières de développement moins dépendantes de l'eau</i>					Consultants Nationaux; Consultants Internationaux; Voyages et DSA; Équipements et Matériel; Fournitures; Réunions et ateliers	485,000
	1. 15% de diminution d'utilisation des ressources en eau	Action 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les maladaptations	1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	recensement de l'utilisation de l'eau	au commencement, à mi-terme et à la fin du projet	INRA, SEE, Agences de Bassin, DGCL			
		Action 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes							

			Action 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement)						
			Action 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau						
			Action 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau.						
Output 4: Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place			Résultat 4.1: Des mécanismes de financement pour l'adaptation au niveau local, régional et national sont identifiés et mis en place						
			<i>Le but de cette activité est d'explorer et de tester les mécanismes financiers permettant de générer et de diriger des ressources vers l'adaptation, y compris à travers l'internalisation des coûts de l'adaptation aux budgets de l'état et des communautés</i>					Consultants Nationaux; Consultants internationaux; réunions et ateliers; fournitures	320,000
	1. au moins 100,000\$	Action 4.1.1 Faire une étude de faisabilité et une application pilote d'un régime d'assurances basé sur les indices	1. quantité de financement généré pour l'adaptation	rapports du projet	a mi-terme et à la fin du projet	SEE			
		Action 4.1.2 Faire une étude de faisabilité et une application pilote des mécanismes de paiements pour services écologiques autour des oasis							
		Action 4.1.3 Analyse des flux d'investissement (IFF) et mise en place de mécanismes d'ajustement économiques et financiers pour internaliser les coûts de l'adaptation au niveau national							
		Action 4.1.4 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux							
		Action 4.1.5. Tester la mise en place d'un système de garantie d'emploi dans le but de soutenir la réhabilitation des services écologiques dégradés tout en fournissant un soutien économique à la population vulnérable							
Output 5: Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées			Résultat 5.1 Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en oeuvre						

		<i>Le but de cette activité est de mettre en place des activités de dissémination des connaissances relatives à l'adaptation à tous les partenaires du développement. Cette activité servira également de pont entre les activités au niveau décentralisé et le niveau des politiques nationales, en assurant un partage des leçons du projet avec les planificateurs nationaux, de manière à générer un effet de levier sur les politiques nationales et informer le développement d'une vision nationale de l'adaptation.</i>					Consultants nationaux; Consultants internationaux; publications et impression; fournitures; réunions et ateliers; voyages et DSA	555,000
	1. au moins 5 produits d'information	Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb	1. nombre de produits d'information	rapports du projet	annuellement	SEE		
		Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplique dans d'autres territoires du Maroc						
		Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de réplique à d'autres territoires du Maroc						
		Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes						
		Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce						
		Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet						
	2. Au moins 2 ateliers de partage Sud-Sud	Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude	2. nombre d'ateliers internationaux					
	3. au moins 3 nouveaux programmes d'étude	Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis.	3. Nombre de nouveaux programmes d'étude			Universités		
GESTION DU PROJET		Coordonateur national						525,000
		Animateur POS						
		Animateur POT						
		Véhicule et entretien						
		Frais locaux de fonctionnement						

			Frais de transport							
									TOTAL	2,975,00 0

IV. PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Combined Annual Workplans - October 2009-December 2011

OUTPUTS		PLANNED ACTIVITIES										PLANNED BUDGET							
indicateurs	État référence	Cible	Résultats et Action	TIMEFRAME									RESPONSIBLE PARTY	Funding Source	Budget Description	Amount Year 1 (Q1)	Amount Year 2 (Q2-Q5)	Amount Year 3 (Q6-Q9)	total
				Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 5	Q 6	Q 7	Q 8	Q 9							
				Output 1: Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place <i>Résultat 1.1 : Les informations sur le climat régional et ses impacts sont disponibles</i>															
1. les autorités régionales disposent d'informations sur la perception des risques climatiques dans les communautés ciblées		1. au moins deux analyses participatives de la perception des risques	Action 1.1.1 Rassembler les informations existantes sur les risques et la vulnérabilité au Maroc et dans les oasis et compléter les analyses de vulnérabilité par une analyse de la perception des risques par les communautés										SEE	Consultants Locaux (71300)	50,000	100,000		150,000	
2. Existence de modèles climatiques pour la zone oasienne		2. 2 modèles climatiques	Action 1.1.2 Effectuer un downscaling des modèles climatiques pour la zone oasienne										DMN					-	
3. disponibilité d'informations climatiques		3. 5 stations sont opérationnelles	Action 1.1.3 Renforcer les infrastructures de suivi climatique et d'alerte précoce par l'installation de stations météorologiques dans la région oasienne (installation d'un radar météo pour la région à travers le co-financement national)										DMN	Équipements et matériel		250,000		250,000	

4. existence d'études sectorielles sur les impacts des CC	4. au moins 4 études sectorielles sont complétées	Action 1.1.4 Compléter ou approfondir les études sur les impacts sectoriels des changements climatiques dans le domaine de la santé, des infrastructures, du tourisme et de la biodiversité dans les zones oasiennes, y compris la quantification des impacts en termes économiques et sociaux		Santé, Equipement, Tourisme, SEE	-
---	---	--	--	----------------------------------	---

SOUS TOTAL ARI.1					50,000	350,000	-	400,000
-------------------------	--	--	--	--	---------------	----------------	----------	----------------

Résultat 1.2 : Les institutions nationales et régionales disposent d'outils de gestion des ressources en eau pour faire face aux changements climatiques

1. acquisition d'outils informatiques de modélisation et formation attenante	1. Nombre de personnes formées et outils acquis	Action 1.2.1 Doter les ABH des moyens techniques et humains pour effectuer une modélisation des ressources en eau intégrant les données des projections climatiques à travers la formation et l'acquisition d'outils de modélisation		Agence de Bassin	Consultants Locaux (71300)	20,000		50,000	70,000
2. existence de contrat de nappe fonctionnel pour la zone oasienne	2. au moins un contrat de nappe par agence de bassin	Action 1.2.2 Fournir aux Agences de Bassin les moyens techniques et humains pour modifier les normes de gestion des ressources en eau, mettre en place des mécanismes novateurs de gestion concertée des ressources en eau, évaluer le financement et la tarification et appliquer les instruments législatifs sur l'eau		Agence de Bassin	Consultants Internationaux (71200)		50,000		50,000
3. existence d'un modèle des ressources en eau	au moins un modèle par agence de bassin	Action 1.2.3 Réaliser un modèle ou scénario de bilan hydrique basé sur les changements climatiques et tester l'application des données générées dans le développement des PDAIRE locaux		Agence de Bassin	réunions et ateliers	10,000	10,000	10,000	30,000
					Fournitures (72500) Voyages (71600)	10,000	10,000		20,000
							10,000		10,000

SOUS TOTAL AR 1.2	TOTAL				SOUS TOTAL AR 1.2	40,000	80,000	60,000	180,000
<i>Résultat 1.3: Les mécanismes de veille, de suivi et d'alerte face aux changements climatiques et leurs impacts sont renforcés dans la zone oasienne</i>									
1. existence d'informations sur la possibilité d'émergence de nouvelles pathologies liées au CC	1. au moins 1 administration décentralisée effectue une veille sur l'émergence de nouvelles pathologies	Action 1.3.1 Fournir aux autorités territoriales décentralisées les outils, l'expertise, l'information et les méthodologies nécessaires à la mise en place d'un système de veille sanitaire (animal, végétal, humain) (lié à 1.1.3)			Agriculture, INRA, Santé	équipement et matériel (72200)	50,000	50,000	100,000
2. Existence de systèmes d'information géographiques intégrant les dimensions du changement climatique	0	Action 1.3.2 Coordonner et renforcer les systèmes d'information géographiques existants pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil d'aide à la décision décentralisée			Tous les départements ministériels	Consultants Locaux (71300)	40,000	40,000	80,000
3. Existence d'un réseau d'observatoires régionaux intégrant les dimensions du changement climatique	3. un réseau d'observatoires régionaux se charge de la veille climatique	Action 1.3.3 Coordonner et renforcer les observatoires régionaux pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil de veille et d'alerte			Tous les observatoires régionaux	Fournitures (72500)	10,000	10,000	20,000
4. existence d'un système d'alerte précoce	4. d'ici la fin du projet le SAP est opérationnel	Action 1.3.4 Mettre en place un système d'alerte précoce (système de communication) et d'atténuation des risques climatiques pour les oasis, à travers le renforcement des actions préventives menées par les ABH (1.2.1), la coordination entre les différents partenaires (1.3.3) et les informations climatiques (1.1.1)			DMN, Intérieur, SEE, Agriculture, Santé, Equipement, Tourisme, Habitat				-
SOUS TOTAL AR 1.3	TOTAL				SOUS-TOTAL AR 1.3	-	100,000	100,000	200,000

Output 2 Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities in an integrated manner at the local and national levels built

Résultat 2.1 Les changements climatiques sont intégrés à la planification régionale décentralisée

1. Nombre de personnes formées	1. au moins 50 personnes formées	Action 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux, tels que les Plans Vert Régionaux, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire, les Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau, les Pays d'Accueil Touristiques, les Visions Territoriales et la Stratégie Nationale des Oasis		Toutes les administrations déconcentrées (Agriculture, DAT, SEEE, Tourisme)	Consultants Internationaux (71200)	50,000	30,000	80,000
2. nombre de plans révisés	2. au moins 3 plans révisés	Action 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées		Toutes les administrations déconcentrées (Agriculture, DAT, SEEE, Tourisme)	Consultants Locaux (71300)	40,000	50,000	90,000
					voyages (71600)	10,000		10,000
					réunions et ateliers (75705)	10,000	10,000	20,000
SOUS AR2.1	TOTAL				SOUS TOTAL AR 2.1	110,000	90,000	200,000
<i>Résultat 2.2 Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques</i>								
0	1. au moins 50 personnes formées	Action 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes		DGCL, SEE	Consultants Locaux (71300)	35,000	35,000	70,000
5 PCD intègrent les données des changements climatiques	0	Action 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement à travers la vulgarisation de l'information climatique mise à l'échelle communale et l'analyse de la résilience des plans existants		DGCL, SEE	réunions et ateliers (75705)	20,000	20,000	40,000

3. Nombre d'actions
Adaptation
Changements
Climatique initiées
dans le cadre des
PCDs.

Action 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l'adaptation aux changements climatiques

DGCL,
SEE

SOUS TOTAL
AR2.2

SOUS
TOTAL
AR 2.2

- 55,000 55,000 110,000

Output 3 Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors

Résultat 3.1 Des modèles de développement local adapté sont développés

1. pourcentage de
diminution de
l'utilisation des
ressources en eau

1. 15% de
diminution des
d'utilisation des
ressources en eau

Action 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les maladaptations

INRA,
SEE,
Agences
de Bassin,
DGCL

Consulta
nts
Locaux
(71300)

20,000 60,000 80,000

0

0

Action 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes

Consulta
nts
Internatio
naux
(71200)

25,000 50,000 75,000

0

0

Action 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement)

Voyages
(71600)

10,000 10,000 20,000

0	0	Action 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau		équipements et matériel (72200)	100,000	150,000	250,000
0	0	Action 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau.		Fournitures (72500)	15,000	15,000	30,000
				réunions et ateliers	10,000	20,000	30,000
SOUS AR3.1	TOTAL			SOUS TOTAL AR 3.1	180,000	305,000	485,000

Output 4 Financing options to meet national adaptation costs expanded at the local, national, sub-regional and regional levels

Résultat 4.1: Des mécanismes de financement pour l'adaptation au niveau local, régional et national sont identifiés et mis en place

1. quantité de financement généré pour l'adaptation	1. au moins 100,000\$	Action 4.1.1 Faire une étude de faisabilité et une application pilote d'un régime d'assurances basé sur les indices		SEE	Consultants Locaux (71300)	25,000	75,000	100,000
0	0				Consultants Internationaux (71200)	75,000	75,000	150,000
0	0	Action 4.1.3 Analyse des flux d'investissement (IFF) et mise en place de mécanismes d'ajustement économiques et financiers pour internaliser les coûts de l'adaptation au niveau national			réunions et ateliers (75705)	20,000	20,000	40,000

0	0	Action 4.1.4 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux		Fournitures (72500)	15,000	15,000	30,000	
SOUS TOTAL AR 4.1				SOUS TOTAL AR 4.1	-	135,000	185,000	320,000

Output 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared across all levels

Résultat 5.1 Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en oeuvre

1. nombre de produits d'information	1. au moins 5 produits d'information	Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb	SEE	Consultants Locaux (71300)	45,000	50,000	50,000	145,000
0	0	Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur répliation dans d'autres territoires du Maroc		Consultants Internationaux (71200)	50,000	50,000	50,000	150,000
0	0	Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de répliation à d'autres territoires du Maroc		publications et impression (72400)		50,000	50,000	100,000
0	0	Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes		Fournitures (72500)		15,000	15,000	30,000
0	0	Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce		réunions et ateliers (75705)	10,000	10,000	10,000	30,000
0	0	Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet		Voyages (71600)	20,000	40,000	40,000	100,000
2. nombre d'ateliers internationaux	2. Au moins 2 ateliers de partage Sud-Sud	Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude						

3. Nombre de nouveaux programmes d'étude

3. au moins 3 nouveaux programmes d'étude

Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis.



Universités

SOUS AR.5.1	TOTAL				SOUS TOTAL AR 5.1	125,000	215,000	215,000	555,000
GESTION DU PROJET									
				PNUD-SEE		10,000	60,000	60,000	130,000
		Coordonateur national		AAP					
		Animateur POS				7,000	42,000	30,000	79,000
		Animateur POT				7,000	42,000	30,000	79,000
		Véhicule et entretien				40,000			40,000
		Frais locaux de fonctionnement				7,000	30,000	30,000	67,000
		Frais de transport				10,000	60,000	60,000	130,000
		TOTAL GESTION							525,000
TOTAL					GRAND TOTAL	296,000	1,459,000	1,220,000	2,975,000

V. MECANISMES DE GESTION

L'Agence Nationale d'Exécution du Projet sera le Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Secrétariat d'État chargé de l'eau et de l'environnement), qui sera responsable de coordonner la participation des autres ministères, en particulier les ministères sectoriels en charge de l'eau, l'agriculture et des collectivités locales. La mise en œuvre sera suivie par le PNUD.

Un comité de pilotage au niveau national sera constitué, compris des principales administrations et partenaires et co-présidé par la Direction Générale des Collectivités Locales du Ministère de l'Intérieur. Au niveau décentralisé, un comité similaire sera constitué sur le(s) site du projet ; seront invités à y participer les représentants des différents programmes et projets déjà mis en œuvre sur le terrain (en particulier POS, POT, et CBA).

Les modalités de gestion des projets visent à promouvoir le développement d'un climat de coopération entre les divers secteurs de l'administration, ainsi qu'avec la société civile et secteur privé. Il est prévu que les diverses organisations et institutions devront assumer la responsabilité pour des parties bien déterminées du projet, permettant une autonomie suffisante, mais s'articulant autour d'une stratégie commune.

Diverses activités du projet seront mises en œuvre en collaboration avec d'autres structures administratives, notamment les observatoires nationaux et régionaux, les ministères sectoriels (e.g. Agriculture, Santé) ainsi que les administrations régionales et municipales dans les sites pilotes, et les partenaires non gouvernementaux.

Le projet se concrétisera notamment à travers un ancrage étroit aux programmes POS et POT mis en œuvre dans les oasis, y compris à travers le recrutement d'animateurs du projet AAP résidants dans les structures du POS et du POT, afin de renforcer les liens entre la gestion des projets et le partage des leçons. En outre, l'Agence du Sud – responsable du projet POS – et la Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) – responsable du projet POT – seront étroitement associées aux arrangements d'exécution du projet avec le Secrétariat d'État à l'Environnement.

La composition du conseil et comité du projet sera la suivante:

Co-président : Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Secrétariat d'État chargé de l'eau et de l'environnement)

Co-président : Ministère de l'Intérieur (Direction Générale des Collectivités Locales)

PNUD-Maroc : Représentant résident

Membres :

Agence du Sud

Direction de l'Aménagement du Territoire

Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération

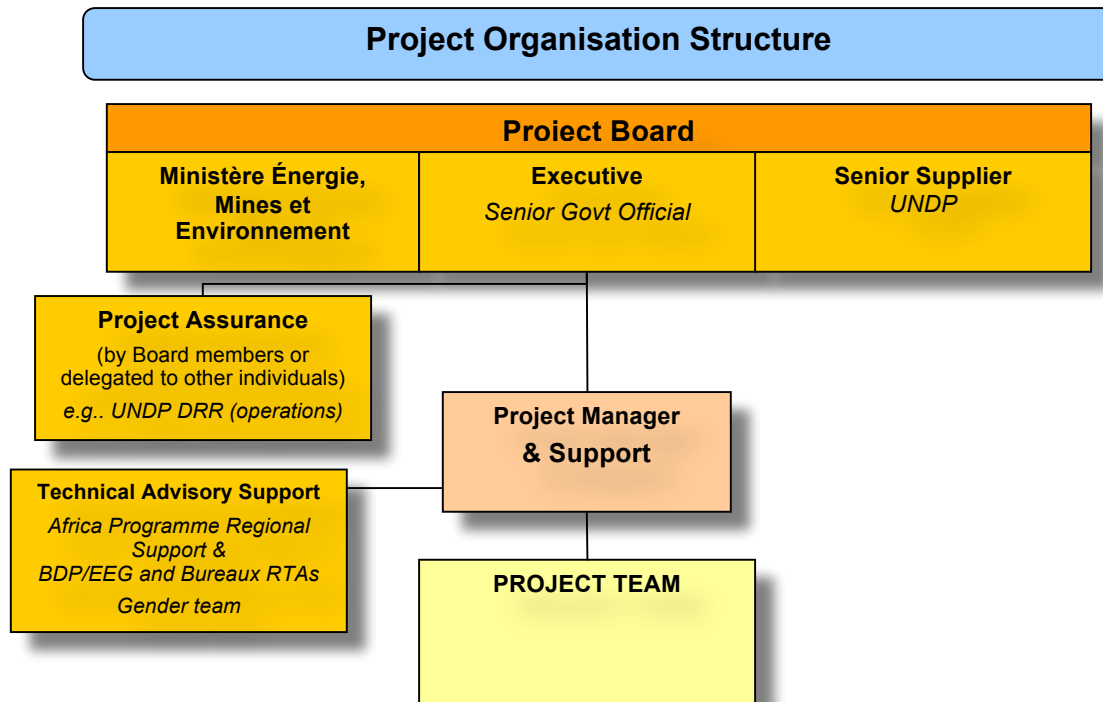
Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes

Ministère de la Santé

Ministère du Tourisme et de l'Artisanat

Ministère du Développement Social

Les Termes de référence pour le Comité de projet sont inclus dans l'annexe 2.



VI. CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Niveaux Global/Régional

Ce projet fait partie d'un groupe de projets nationaux soutenus par le PNUD sous l'égide d'un programme de soutien « Programme d'Adaptation pour l'Afrique » (AAP). A ce titre, le suivi et l'évaluation du projet sera entrepris dans le cadre de l'apprentissage et la création d'une plateforme régionale et globale pour le partage des expériences. En particulier, l'accent sera mis sur le partage des expériences sur un axe Sud-Sud.

Niveau National - Modalités de suivi axées sur les résultats

En accord avec les règles et procédures du Guide de l'utilisateur du PNUD², le projet devra être suivi selon les modalités suivantes:

² <http://content.undp.org/go/userguide/results/>

1.1 - Rapports obligatoires soumis par le/la Chef de projet

- Un rapport trimestriel élaboré sur la base d'une revue trimestrielle permettra d'enregistrer les progrès du projet en vue de la réalisation des résultats attendus. Cette revue s'effectuera selon les critères et les méthodes de qualité prévus dans le format de Gestion de la Qualité ci-dessous.
- Un rapport de revue annuelle devra être élaboré par le/a Chef de projet et partagé avec le Comité de projet et les Comités des Résultats. Le rapport annuel devra être préparé sur la base des différents rapports trimestriels combinés et analyser la contribution annuelle du projet aux résultats attendus.

1.2 - Outils de suivi à disposition du/de la Chef de projet

- Un Journal des Problèmes devra être élaboré et mis à jour par le/la Chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes éventuels, ou de toute action de contrôle du changement.
- Sur la base de l'analyse de risque initiale un journal des risques devra être élaboré et mis à jour régulièrement suite à la revue de l'environnement externe dont certains changements pourraient affecter la mise en œuvre du projet.
- Un Journal des enseignements tirés devra aussi être élaboré et mis à jour régulièrement en vue d'assurer un apprentissage continu et d'encourager les adaptations nécessaires au sein du projet, et afin de faciliter l'élaboration du rapport des Enseignements tirés en fin de projet.

1.3 - Suivi effectué par l'Assurance du projet

- Les journaux des risques et problèmes devront être mis à jours dans Atlas par l'Assurance du projet sur une base trimestrielle
- Les informations contenues dans le rapport trimestriel soumis par le Chef de projet devront être saisies dans Atlas à la fin de chaque trimestre
- Sur la base des informations saisies dans Atlas, un rapport trimestriel sera présenté au Comité du projet par l'Assurance du projet.
- Le Plan de suivi devra être mis à jour régulièrement dans Atlas afin d'enregistrer les actions de suivi majeures.

1.4 - Suivi effectué par le Comité de projet

Revue Annuelle : sur la base du rapport annuel mentionné ci-dessus, une revue annuelle doit avoir lieu. Elle doit être menée par le Comité de Projet et les principales parties prenantes du projet doivent y participer. Elle s'attachera à évaluer les progrès du projet et sa contribution aux produits prévus, tout en assurant que cet avancement permet au projet de rester dans les résultats plus généraux de développement du CPAP.

Cette revue doit être organisée par le/la Chef de projet pendant le 4^{ème} trimestre de l'année, ou juste après, afin de mesurer la performance du projet et discuter du Plan de Travail Annuel pour l'année suivante. Dans la dernière année du projet, cette revue devra constituer une évaluation finale.

Le Comité de projet peut aussi être sollicité pour tout dépassement du seuil de tolérance par rapport au plan du projet (budget, activités, produits, autres), aggravation d'un risque ou émergence d'un problème majeur.

LEARNING AND KNOWLEDGE SHARING

Les résultats du projet seront disséminés dans et à l'extérieur de la zone d'intervention à travers les réseaux d'échange existants. De plus :

- i. Le projet participera, lorsque pertinent et approprié, dans les réseaux parrainés par le PNUD-FEM. Le Mécanisme d'Apprentissage sur l'Adaptation (ALM) fera fonction de plateforme clé pour capturer et disséminer les leçons et impacts générés par le projet. Le format de transmission des leçons de ALM sera adapté pour utilisation par le projet.
- ii. Le projet identifiera et participera aux réseaux scientifiques, politiques ou autres, qui pourraient porter un bénéfice pour le projet.
- iii. Le projet identifiera, analysera et partagera les leçons retenues qui pourraient être utiles dans la conception et la mise en œuvre de projets similaires futurs. La capture des leçons devraient constituer un aspect fondamental du projet, à compléter idéalement tous les 12 mois. Le PNUD-FEM fournira les formats et l'assistance nécessaires.

Annuellement

- *Un Rapport de Suivi Annuel* sera préparé par le gestionnaire de projet et partagé avec les comités de projet et le directeur national de projet. Au minimum, ce rapport annuel devrait être constitué du format standard Atlas du rapport trimestriel de progrès, couvrant l'année entière avec un résumé des résultats atteints selon les cibles fixées.
- *Une Évaluation Annuelle du Projet* sera complétée durant le 4^e trimestre de chaque année afin de mesurer la performance du projet et réévaluer le Plan Annuel de Travail pour l'année suivante. Dans la dernière année du projet, l'Évaluation constituera l'Évaluation Finale. L'Évaluation est mandatée par le Comité de Pilotage.

Gestion de la Qualité

Output 1: Des mécanismes et outils de planification intégrée permettant de faire face aux risques climatiques sont mis en place		
Résultat d'Activité	<i>Résultat 1.1 : Les informations sur le climat régional et ses impacts sont disponibles</i>	Date début: Q1 (2009)
(Atlas Activity ID)		Date fin: Q4 (2010)
Objectif	Le but de cette activité est de fournir aux institutions les outils, informations et habiletés à acquérir et analyser les informations climatiques à un niveau décentralisé. Elle est motivée par le besoin de mieux comprendre les effets du changement climatique sur l'écosystème oasien et ses populations, et de pouvoir faire face aux événements climatiques extrêmes susceptibles d'augmenter dans la région.	
Description	<i>Actions.</i>	
	<i>Action 1.1.1 Rassembler les informations existantes sur les risques et la vulnérabilité au Maroc et dans les oasis et compléter les analyses de vulnérabilité par une analyse de la perception des risques par les communautés</i>	
	<i>Action 1.1.2 Effectuer un downscaling des modèles climatiques pour la zone oasienne</i>	

	<i>Action 1.1.3 Renforcer les infrastructures de suivi climatique et d'alerte précoce par l'installation de stations météorologiques dans la région oasienne (installation d'un radar météo pour la région à travers le co-financement national)</i>		
	<i>Action 1.1.4 Compléter ou approfondir les études sur les impacts sectoriels des changements climatiques dans le domaine de la santé, des infrastructures, du tourisme et de la biodiversité dans les zones oasiennes, y compris la quantification des impacts en termes économiques et sociaux</i>		
Indicateurs		Moyens de vérification	Date de vérification
1. les autorités régionales disposent d'informations sur la perception des risques climatiques dans les communautés ciblées		rapports du projet	après 6 mois
2. Existence de modèles climatiques pour la zone oasienne		rapports du projet	2010
3. disponibilité d'informations climatiques		observation directe, rapports du projet	à mi-terme
4. existence d'études sectorielles sur les impacts des CC		publications	annuellement
Résultat d'Activité	<i>Résultat 1.2 : Les institutions nationales et régionales disposent d'outils de gestion des ressources en eau pour faire face aux changements climatiques</i>		Date début: Q2 (2010)
(Atlas Activity ID)			Date fin:2011
Objectif	Le but de cette activité est de fournir aux institutions régionales de planification des ressources en eau, dont la rareté constitue le fondement de la vulnérabilité des oasis, des outils de planification à long-terme qui tiennent compte des prédictions climatiques. Les Agences de Bassin, qui sont habilitées à entreprendre la mobilisation et la gestion de l'eau, ont notamment un besoin de ressources techniques et analytiques afin de prendre des décisions qui assurent la durabilité de la ressource en eau. Ceci inclut également l'utilisation de nouveaux mécanismes de gestion concertée, qui tiennent compte des multiples usages des ressources en eau.		
Description	<i>Actions.</i>		
	<i>Action 1.2.1 Doter les ABH des moyens techniques et humains pour effectuer une modélisation des ressources en eau intégrant les données des projections climatiques à travers la formation et l'acquisition d'outils de modélisation</i>		
	<i>Action 1.2.2 Fournir aux Agences de Bassin les moyens techniques et humains pour modifier les normes de gestion des ressources en eau, mettre en place des mécanismes novateurs de gestion concertée des ressources en eau, évaluer le financement et la tarification et appliquer les instruments législatifs sur l'eau</i>		
	<i>Action 1.2.3 Réaliser un modèle ou scénario de bilan hydrique basé sur les changements climatiques et tester l'application des données générées dans</i>		

	<i>le développement des PDAIRE locaux</i>		
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification	
1. acquisition d'outils informatiques de modélisation et formation attenante	rapports du projet	fin du projet	
2. existence de contrat de nappe fonctionnel pour la zone oasienne	rapports du projet, documents législatifs, rapports de consultation	fin du projet	
3. existence d'un modèle des ressources en eau			
Output 2: Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés			
Résultat d'Activité	<i>Résultat 1.3: Les mécanismes de veille, de suivi et d'alerte face aux changements climatiques et leurs impacts sont renforcés dans la zone oasienne</i>	Date début: 2010	
(Atlas Activity ID)		Date fin: 2011	
Objectif	Le but de cette activité est de mettre en place un système de suivi des impacts climatiques afin de fournir aux autorités décentralisées et nationales de meilleurs outils de planification et d'utilisation du territoire. Cette fonction de veille servira également de mécanisme de réduction des risques et incertitudes relatives aux changements climatiques, notamment en matière d'évolution des risques sanitaires dus à l'évolution des vecteurs de maladie.		
Description	<i>Actions.</i>		
	<i>Action 1.3.1 Fournir aux autorités territoriales décentralisées les outils, l'expertise, l'information et les méthodologies nécessaires à la mise en place d'un système de veille sanitaire (animal, végétal, humain) (lié à 1.1.3)</i>		
	<i>Action 1.3.2 Coordonner et renforcer les systèmes d'information géographiques existants pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil d'aide à la décision décentralisée</i>		
	<i>Action 1.3.3 Coordonner et renforcer les observatoires régionaux pour la zone oasienne en vue d'y intégrer les dimensions du changement climatique et de servir d'outil de veille et d'alerte</i>		
	<i>Action 1.3.4 Mettre en place un système d'alerte précoce (système de communication) et d'atténuation des risques climatiques pour les oasis, à travers le renforcement des actions préventives menées par les ABH (1.2.1), la coordination entre les différents partenaires (1.3.3) et les informations climatiques (1.1.1)</i>		
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification	

1. existence d'informations sur la possibilité d'émergence de nouvelles pathologies liées au CC	rapports et études	annuellement
2. Existence de systèmes d'information géographiques intégrant les dimensions du changement climatique	cartes	a la fin du projet
3. Existence d'un réseau d'observatoires régionaux intégrant les dimensions du changement climatique	rapports annuels du projet	annuellement
Output 2: Le leadership et les cadres institutionnels pour la gestion intégrée des risques climatiques sont renforcés		
Résultat d'Activité	<i>Résultat 2.1 Les changements climatiques sont intégrés à la planification régionale décentralisée</i>	Date début: 2010
(Atlas Activity ID)		Date fin: 2011
Objectif	Le but de cette activité est d'intégrer les nouvelles informations relatives aux changements climatiques aux cadres de planification sectoriels et territoriaux, en vue d'améliorer la résilience de la planification. Ceci se fera principalement par le renforcement des compétences techniques et analytique des institutions responsables du développement, de la révision et du suivi des cadres de planification, de même que par le développement de produits analytiques axés vers les leaders sectoriels.	
Description	<i>Actions.</i>	
	<i>Action 2.1.1 Formation sur la gestion des risques climatiques en vue de l'intégration des changements climatiques aux plans régionaux, tels que les Plans Vert Régionaux, les Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire, les Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau, les Pays d'Accueil Touristiques, les Visions Territoriales et la Stratégie Nationale des Oasis</i>	
	<i>Action 2.1.2 Révision des plans régionaux (2.1.1) pour intégrer la gestion des risques climatiques, y compris à travers des études et analyses ciblées</i>	
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification
1. Nombre de personnes formées	rapports annuels du projet	
2. nombre de plans révisés	rapports annuels du projet, plans régionaux	

Résultat d'Activité	<i>Résultat 2.2 Les acteurs locaux développent des capacités à composer avec les changements climatiques</i>		Date début:2010
(Atlas Activity ID)			Date fin: 2011
Objectif	Le but de cette activité est de fournir aux acteurs locaux du développement, soit les communautés, les associations locales, le secteur privé et les services déconcentrés, les informations et capacités nécessaires au développement d'une vision locale du développement résilient. Le développement des Plans Communaux de Développement fournira une plateforme idéale à cette activité et des efforts seront menés pour que l'intégration des changements climatiques dans les PCD fasse partie des « conditions » d'obtention du financement de l'État. Cette activité sera également reliée à la mise en place du Système d'Alerte Précoce pour les oasis, afin que les partenaires locaux puissent eux-même gérer les risques climatiques.		
Description	<i>Actions.</i>		
	<i>Action 2.2.1 Formation des acteurs locaux, des services déconcentrés, du secteur privé et des associations locales sur les changements climatiques, l'adaptation, la gestion des risques et des catastrophes</i>		
	<i>Action 2.2.2 Intégration des problématiques relatives aux CC aux Plans Communaux de Développement à travers la vulgarisation de l'information climatique mise à l'échelle communale et l'analyse de la résilience des plans existants</i>		
	<i>Action 2.2.3 Appui à la mise en œuvre des actions stratégiques des Plans de développement Communaux en lien avec l'adaptation aux changements climatiques</i>		
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification	
5 PCD intègrent les données des changements climatiques	Plans communaux de développement	fin du projet	
3. Nombre d'actions Adaptation Changements Climatique initiées dans le cadre des PCDs.	rapports du projet	fin du projet	
Output 3: Des politiques et mesures de développement adaptées sont mises en oeuvre			
Résultat d'Activité	<i>Résultat 3.1 Des modèles de développement local adapté sont développés</i>		Date début:2009
(Atlas Activity ID)			Date fin:2011
Objectif	Le but de cette activité est de faire la promotion d'un développement socio-		

	économique local résilient aux impacts du changement climatique, notamment la rareté des ressources en eau. Cette activité impliquera la participation active des communautés visées, particulièrement en matière d'identification de filières de développement moins dépendantes de l'eau	
Description	<i>Actions.</i>	
	<i>Action 3.1.1 Rechercher et mettre en place des initiatives de développement durable locales adaptées aux changements climatiques dans le domaine de la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité agro-écologique (cultivars améliorés et adaptés et modes de gestion sylvo pastorale) tout en évitant les maladaptations</i>	
	<i>Action 3.1.2 Mettre en place des initiatives de lutte contre l'ensablement en zone désertique et de la dégradation du couvert végétal en zones de montagnes</i>	
	<i>Action 3.1.3 Rechercher et mettre en pratique des techniques de production agricole (irrigation, semences, pratiques culturales) adaptées à la variabilité et aux extrêmes climatiques y compris en fournissant aux agriculteurs les connaissances, le savoir-faire et les outils de mise en valeur de filières adaptées (accès aux marchés)(y compris à travers les leçons des projets POS, POT et CBA dans les oasis et leur cofinancement)</i>	
	<i>Action 3.1.4 Faire la promotion de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins de développement local et d'économie d'eau</i>	
	<i>Action 3.1.5 Faire la promotion de nouvelles filières agricoles et non-agricoles (éco-tourisme, services) en vue de développer une économie locale de qualité diversifiée, adaptée, et moins dépendante des ressources en eau.</i>	
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification
1. pourcentage de diminution de l'utilisation des ressources en eau	recensement de l'utilisation de l'eau	au début, a mi-terme, et à la fin du projet
0		
0		
0		
0		
Output 4: Les mécanismes de financement permettant de couvrir les coûts de l'adaptation sont explorés et mis en place		
Résultat d'Activité	<i>Résultat 4.1: Des mécanismes de financement pour l'adaptation au niveau local, régional et national sont identifiés et mis en place</i>	Date début:2010
(Atlas Activity ID)		Date fin:2011
Objectif	Le but de cette activité est d'explorer et de tester les mécanismes financiers permettant de générer et de diriger des ressources vers l'adaptation, y compris à travers l'internalisation des coûts de l'adaptation aux budgets de l'état et des communautés	

Description	<i>Actions.</i>	
	<i>Action 4.1.1 Faire une étude de faisabilité et une application pilote d'un régime d'assurances basé sur les indices</i>	
	<i>Action 4.1.2 Faire une étude de faisabilité et une application pilote des mécanismes de paiements pour services écologiques autour des oasis</i>	
	<i>Action 4.1.3 Analyse des flux d'investissement (IFF) et mise en place de mécanismes d'ajustement économiques et financiers pour internaliser les coûts de l'adaptation au niveau national</i>	
	<i>Action 4.1.4 Explorer le potentiel du marché du carbone associé à la promotion des énergies renouvelables et la reforestation pour la promotion d'actions reliées à l'adaptation et les autres mécanismes financiers nationaux et internationaux</i>	
	<i>Action 4.1.5. Tester la mise en place d'un système de garantie d'emploi dans le but de soutenir la réhabilitation des services écologiques dégradés tout en fournissant un soutien économique à la population vulnérable</i>	
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification
1. quantité de financement généré pour l'adaptation	rapports du projet	a mi-terme et à la fin du projet
0		
0		
0		
0		
Output 5: Les connaissances relatives à l'adaptation sont générées, partagées et gérées		
Résultat d'Activité	<i>Résultat 5.1 Un plan de plaidoyer, de communication et de mobilisation sociale est mis en oeuvre</i>	Date début: 2009
(Atlas Activity ID)		Date fin: 2011
Objectif	Le but de cette activité est de mettre en place des activités de dissémination des connaissances relatives à l'adaptation à tous les partenaires du développement. Cette activité servira également de pont entre les activités au niveau décentralisé et le niveau des politiques nationales, en assurant un partage des leçons du projet avec les planificateurs nationaux, de manière à générer un effet de levier sur les politiques nationales et informer le développement d'une vision nationale de l'adaptation.	
Description	<i>Actions.</i>	
	<i>Action 5.1.1 Faire un état des lieux sur les initiatives relatives à l'adaptation dans les zones oasiennes au Maroc et dans les pays du Maghreb</i>	
	<i>Action 5.1.2 Faire un recensement et une monographie des savoir-faire traditionnels relatifs à l'adaptation dans les zones oasiennes en vue de les intégrer aux options d'adaptation et les documenter pour favoriser leur réplcation dans d'autres territoires du Maroc</i>	

	<i>Action 5.1.3 Documenter les leçons apprises pendant le projet et développer une stratégie de capitalisation et de répliation à d'autres territoires du Maroc</i>	
	<i>Action 5.1.4 Créer un documentaire sur les pratiques d'adaptation oasiennes</i>	
	<i>Action 5.1.5 créer un site web pour le projet avec un lien vers le système d'alerte précoce</i>	
	<i>Action 5.1.6 publier les rapports, études et publications du projet</i>	
	<i>Action 5.1.7 Encourager le partage sud-sud, y compris à travers des ateliers, conférences et voyages d'étude</i>	
	<i>Action 5.1.8 Engager les universités et écoles dans la création de programmes d'études relatifs à l'adaptation et aux oasis.</i>	
Indicateurs	Moyens de vérification	Date de vérification
1. nombre de produits d'information	rapports du projet	annuellement
0		
0		
0		
0		
0		
2. nombre d'ateliers internationaux	Rapports du projet	Fin du projet
3. Nombre de nouveaux programmes d'étude		

CONTEXTE JURIDIQUE ET MODALITES DE PARTENARIAT

Le Plan d'action du Programme de pays (CPAP), développé et signé par le Gouvernement Marocain³ et le PNUD constitue désormais l'accord légal requis au niveau de la programmation quinquennale des interventions du PNUD au Maroc. Au niveau du projet, le document de référence en matière de planification et d'exécution est constitué par le Plan de Travail Annuel (AWP) signé par le partenaire de mise en oeuvre pour une durée d'une année calendaire⁴. Ainsi, pour une mesure plus efficace de la performance, les résultats attendus du projet s'inscrivent dans le cadre plus large de résultats du CPAP, et la combinaison de ces deux documents constitue désormais le « document de projet ».

EXTRAITS DU CPAP 2007 - 2001

Base des relations

Le présent descriptif de projet constitue l'instrument visé à l'article premier de l'Accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Maroc et le Programme des Nations Unies pour le Développement et signé par les parties concernées le 13 mai 1982.

le gouvernement du Royaume du Maroc, (ci-après désigné comme « le gouvernement ») et le programme des Nations Unies pour le développement (ci-après désigné comme le « PNUD ») ont conclu un accord de base pour gérer l'assistance apportée par le PNUD au pays qui a été signé par les deux parties le 13 mai 1982. Sur la base de l'Article I, paragraphe 2 du SBAA, l'assistance apportée par le PNUD au gouvernement devra être mise à disposition du gouvernement et devra être fournie et réceptionnée conformément aux résolutions et décisions pertinentes et applicables des organes compétents du PNUD et sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires auprès du PNUD. Plus particulièrement, la décision 2005/1 du 28 janvier 2005 du conseil exécutif du PNUD a approuvé les nouvelles réglementations et règles financières et avec elles les nouvelles définitions des termes « exécution » et « mise en œuvre » permettant au PNUD de mettre en œuvre dans leur totalité les procédures communes d'élaboration de programme de pays faisant suite à l'initiative de simplification et d'harmonisation du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD, ou « UNDG » en anglais). À la lumière de cette décision, le CPAP et un AWP (qui fera partie de ce CPAP, et y sera incorporé par nature) conclus par là même constituent une documentation de projet telle que cela est indiqué dans l'accord de base (SBAA).

Gestion de programme

Le programme sera exécuté au niveau national et sous la coordination générale du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Les ministres de gouvernement, les ONG, les organisations intergouvernementales, les agences des Nations Unies, y compris le PNUD, mettront en œuvre les activités du programme. L'agence gouvernementale chargée de la coordination nommera l'agence gouvernementale de coopération qui sera directement responsable de la participation du gouvernement à chacun des plans d'action (AWP) du PNUD. Les AWP décrivent les résultats spécifiques qu'il faudra atteindre et constitueront l'entente de base entre le PNUD et chacun des partenaires de réalisation en ce qui concerne l'utilisation des ressources. La référence au(x) « partenaire(s) d'exécution » signifiera « agent(s) d'exécution » telle qu'elle est employée dans l'accord de base type en matière d'assistance (SBAA).

Dans le cadre de la conception et de l'exécution du programme, le PNUD collabore étroitement avec des partenaires clés. Le programme de pays se fonde sur les principes de réforme des Nations Unies, en particulier ceux de simplification et d'harmonisation, en opérant conformément aux instruments communs harmonisés de programmation par pays tels que la matrice des résultats du UNDAF, le suivi et l'évaluation,

³ L'exécution du CPAP est confiée à l'Autorité Gouvernementale responsable de la coordination des activités du PNUD, en l'occurrence le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (partenaire d'Exécution)

⁴ Dans le cas de projets pluriannuels, un plan de travail spécifique doit être signé pour chaque année calendaire par le partenaire de mise en oeuvre et le PNUD

ainsi que les cadres des ressources de programme du CPAP et des AWP. Dans la mesure du possible, le PNUD et ses partenaires utiliseront les documents nécessaires, en particulier les documents signés du CPAP et des AWP, afin de mettre en œuvre des initiatives du programme. Toutefois, chaque fois que cela est nécessaire et approprié, les documents de projet devront être préparés en recourant, entre autres, au texte pertinent extrait du CPAP et des AWP. Le PNUD signera les documents du projet avec ses partenaires en conformité avec les pratiques de ses institutions et les exigences locales. Conformément à la note sur la programmation conjointe du UNDG, la portée de la coopération entre agences est renforcée afin de cultiver une nouvelle convergence géographique et des programmes.

Atlas contribue à une exécution rapide et efficace des activités ainsi qu'à un réel suivi financier pour gérer les projets et le programme du PNUD.

Tous les transferts d'argent en faveur d'un partenaire de réalisation sont effectués sur la base des plans de travail annuels convenus entre le partenaire de réalisation et le PNUD.

Les transferts d'argent relatifs aux activités détaillées dans les plans de travail annuels peuvent être effectués par le PNUD sous réserve des modalités suivantes :

- Fonds transférés directement au partenaire de réalisation :
- Avant le début des activités (transfert direct de fonds), ou
- Après la fin des activités (remboursement) ;
- Versement direct aux fournisseurs ou à des tiers pour les obligations encourues par les partenaires de réalisation sur la base des requêtes signées par le représentant officiel désigné du partenaire de réalisation ;
- Versements directs aux fournisseurs ou à des tiers pour les obligations contractées par des agences des Nations Unies dans le cadre des activités consenties avec les partenaires de réalisation.

Les transferts directs de fonds seront requis et exécutés pour des périodes d'exécution de programme ne dépassant pas trois mois. Les remboursements de dépenses autorisées préalablement seront requis et exécutés tous les trois mois ou après la fin des activités. Le PNUD ne sera pas tenu de rembourser les dépenses effectuées par le partenaire de réalisation dont les montants dépasseraient les limites fixées.

À la fin de toute activité, tout solde excédentaire de fonds sera reprogrammé par commun accord entre le partenaire de réalisation et le PNUD, ou sera remboursé dans le cas de fonds externes au PNUD.

Les modalités de transferts de fonds, l'importance des décaissements ainsi que la portée et la fréquence des activités d'assurance peuvent dépendre des résultats d'une étude de la capacité de gestion financière publique dans le cas d'un partenaire de réalisation gouvernemental, ou d'une estimation de la capacité de gestion financière du partenaire de réalisation ne relevant pas des Nations Unies.

Les modalités de transfert de fonds, l'importance des décaissements et la portée ainsi que la fréquence des activités d'assurance pourront être révisées pendant l'exécution du programme en fonction des résultats du suivi du programme et des dépenses, des rapports ainsi que des vérifications d'audit.

Les efforts de mobilisation des ressources seront intensifiés afin de soutenir le cadre des résultats et des ressources (RRF) et d'assurer la viabilité du programme. La mobilisation d'autres ressources sous forme de partage des coûts, de fonds fiduciaires ou de contributions gouvernementales de contrepartie en espèces sera effectuée afin d'assurer le financement du programme.

Suivi et évaluation

Les partenaires de réalisation acceptent de coopérer avec le PNUD afin de surveiller toutes les activités soutenues par les transferts de fonds et ils faciliteront l'accès aux dossiers financiers pertinents ainsi qu'au personnel chargé de la gestion des fonds fournis par le PNUD. Dans ce but, les partenaires de réalisation conviennent de ce qui suit :

- Contrôles périodiques sur place et vérifications ponctuelles de leurs documents financiers par le PNUD ou par ses représentants,
- Suivi dans le cadre du programme des activités conformément aux normes du PNUD et encadrement quant aux visites sur les lieux et le suivi sur le terrain,
- Audits exceptionnels ou planifiés. Le PNUD, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies en consultation avec les autorités nationales établira un plan d'audit annuel, en accordant la priorité aux partenaires de réalisation recevant une importante aide financière de la part du PNUD, et à ceux dont la capacité de gestion financière a besoin d'être renforcée.

Afin de faciliter les activités d'assurance, les partenaires de réalisation et le PNUD peuvent convenir d'utiliser un outil de suivi de programme et de contrôle financier permettant le partage et l'analyse des données.

La Cour des Comptes peut entreprendre les audits des partenaires de réalisation gouvernementaux. Si le bureau de contrôle choisit de ne pas entreprendre les audits de partenaires de réalisation particuliers selon la fréquence et dans les limites exigées par le PNUD, le PNUD chargera des cabinets d'audit privés d'effectuer ces audits.

Les évaluations et les audits des partenaires de réalisation non gouvernementaux seront effectués conformément aux politiques et aux procédures du PNUD.

Le PNUD assurera une cohérence entre le CPAP/AWP, la matrice des résultats du UNDAF et les OMD, y compris les rapports S&E. Des contrôles annuels et la publication d'états d'avancement périodiques permettront de souligner la répartition des responsabilités entre le PNUD, le gouvernement et les partenaires de réalisation.

Dans le cas d'un transfert direct de fonds ou d'un remboursement, le PNUD informera le partenaire de réalisation du montant approuvé par le PNUD et décaissera des fonds au profit du partenaire de réalisation sous 3 jours.

Dans le cas d'un versement direct à des fournisseurs ou à des tiers relativement à des obligations contractées par les partenaires de réalisation selon des requêtes signées par le représentant officiel désigné du partenaire de réalisation ; ou à des fournisseurs ou à des tiers relativement à des obligations contractées par le PNUD dans le cadre du financement des activités convenues avec les partenaires de réalisation, le PNUD effectuera le versement sous 3 jours.

La responsabilité directe du PNUD ne sera pas engagée sur la base des ententes contractuelles passées entre le partenaire de réalisation et un fournisseur tiers.

Si une agence des Nations Unies met des fonds à la disposition du même partenaire de réalisation, le suivi du programme, le suivi financier et la vérification des comptes seront réalisés par programme en coordination avec l'agence des Nations Unies concernée.

Engagements du gouvernement

Le gouvernement honorera ses engagements conformément aux dispositions de l'accord de base type en matière d'assistance (SBAA) du 13 Mai 1982. Le gouvernement appliquera les dispositions de la convention

sur les privilèges et immunités des agences des Nations Unies aux biens, aux fonds et aux avoirs du PNUD, ainsi qu'à ses représentants officiels et ses consultants. De plus, le gouvernement accordera au PNUD et à ses représentants officiels, ainsi qu'à toute autre personne exécutant des services pour le compte du PNUD, les privilèges, immunités et facilités tels que formulés dans le SBAA.

Le montant du versement, s'il est effectué en devises autres qu'en dollars américains, sera déterminé à l'aide du taux de change opérationnel des Nations Unies applicable en vigueur le jour du versement. En cas de fluctuation du taux de change opérationnel des Nations Unies avant la pleine utilisation du versement par le PNUD, la valeur du solde des fonds encore détenus à ce moment-là sera ajustée en conséquence. Dans un tel cas, si une perte de la valeur du solde des fonds est enregistrée, le PNUD en informera le gouvernement afin de déterminer si celui-ci pourrait octroyer un financement additionnel. Si un tel financement additionnel n'est pas disponible, l'assistance devant être apportée au CPAP pourra être réduite, suspendue ou annulée par le PNUD.

Le calendrier des paiements prend en compte la condition préalable selon laquelle le versement doit être effectué avant l'exécution des activités planifiées. Celui-ci peut-être amendé en fonction de l'état d'avancement de l'exécution du CPAP.

Le PNUD recevra et gèrera le versement conformément aux règlements, règles et directives du PNUD.

Tous les comptes et relevés financiers seront exprimés en dollars américains.

Dans le cas où des dépenses ou des engagements non anticipés sont attendus ou réalisés (qu'ils soient imputables à des facteurs inflationnistes, une fluctuation des taux de change ou des situations imprévues), le PNUD devra soumettre au gouvernement dans les meilleurs délais une estimation supplémentaire indiquant le financement additionnel requis. Le gouvernement devra tout mettre en œuvre pour obtenir le financement additionnel requis.

Si les versements mentionnés plus haut ne sont pas reçus dans les délais définis par le calendrier des versements, ou au cas où le financement additionnel requis conformément au paragraphe [vi] ci-dessus ne serait pas effectué par le gouvernement ou par une autre source, l'assistance devant être fournie au CPAP dans le cadre du présent Accord peut être réduite, suspendue ou annulée par le PNUD.

Tout intérêt créditeur attribuable à la contribution sera crédité sur un compte du PNUD et utilisé conformément aux procédures établies du PNUD.

Conformément aux décisions et aux directives du conseil d'administration du PNUD telles qu'elles sont reflétées dans sa politique de récupération des coûts en provenance d'autres ressources, la contribution fera l'objet d'une récupération des coûts par le PNUD pour deux catégories de coûts distinctes liées à la prestation de services de soutien, à savoir :

(a) Les coûts indirects encourus par le siège et les bureaux de pays du PNUD dans le cadre de la prestation des services généraux de gestion (GMS). Afin de couvrir ces coûts des GMS, il sera imputé des frais sur la contribution s'élevant au minimum à 5%.

(b) Les coûts directs encourus au titre des services de support à l'exécution (ISS) fournis par le PNUD et/ou une entité de réalisation ou un partenaire de réalisation. Tant qu'ils ne sont pas clairement liés au programme/projet spécifique, ces coûts sont compris dans le budget du projet et imputés à un poste budgétaire pertinent et, dans le cas de services transactionnels clairement identifiables, imputés au projet/programme aux tarifs de service standards.

Les montants cumulés budgétisés pour le CPAP, ainsi que les coûts estimés pour le remboursement des services de support correspondants, n'excéderont pas le total des ressources mises à la disposition du CPAP dans le cadre du présent accord.

La propriété de l'équipement, des fournitures et d'autres biens financés par la contribution reviendra au PNUD. Les aspects relatifs au transfert de propriété par le PNUD seront déterminés conformément aux politiques et aux procédures pertinentes du PNUD.

La contribution sera soumise exclusivement aux procédures internes et externes de vérification des comptes figurant dans les règlements, les règles et les directives financiers du PNUD.

Un rapport standard d'autorisation de fonds et de certificat de dépenses (FACE), reflétant les lignes d'activités du plan de travail annuel (AWP), sera utilisé par les partenaires de réalisation pour demander la libération des fonds, ou pour obtenir un accord selon lequel le PNUD remboursera ou paiera directement la dépense prévue. Les partenaires de réalisation utiliseront le rapport FACE pour rendre compte de l'utilisation des fonds perçus. Le partenaire de réalisation identifiera le(s) représentant(s) officiel(s) autorisé(s) à fournir les coordonnées bancaires ainsi qu'à demander et à certifier l'utilisation des fonds. Le rapport FACE sera certifié par le(s) représentant(s) officiel(s) désigné(s) par le partenaire de réalisation.

Les fonds transférés aux partenaires de réalisation devront être dépensés dans le cadre d'activités conformes à ce dont il a été convenu dans les AWP uniquement.

Les fonds reçus par le gouvernement et les ONG nationales en leur qualité de partenaires de réalisation seront utilisés conformément aux règlements, aux politiques et aux procédures nationaux établis en accord avec les normes internationales, en s'assurant en particulier que les fonds sont dépensés dans le cadre d'activités conformes à ce dont il a été convenu dans les AWP, et que les rapports sur la pleine utilisation de tous les fonds reçus sont soumis au PNUD dans les six mois suivant la réception des fonds. Dans les cas où des règlements, politiques et procédures nationales ne seraient pas conformes aux normes internationales, les règlements, les politiques et les procédures des agences des Nations Unies s'appliqueront.

Pour les partenaires de réalisation qui sont des ONG et des OIG, les fonds reçus devront être utilisés conformément aux normes internationales, en s'assurant en particulier que les fonds sont dépensés dans le cadre d'activités conformes à ce dont il a été convenu dans les AWP et que les rapports sur la pleine utilisation de tous les fonds reçus sont présentés au PNUD dans les six mois suivant la réception des fonds.

Afin de faciliter les audits planifiés et exceptionnels, chacun des partenaires de réalisation recevant des fonds du PNUD permettra le PNUD ou ses représentants d'accéder dans les meilleurs délais à :

- Tous les documents financiers constituant le dossier transactionnel des transferts de fonds effectués par le PNUD ;
- Toute la documentation pertinente et le personnel associé au fonctionnement de la structure de contrôle interne du partenaire de réalisation par laquelle les transferts de fonds ont transité.

Les résultats de chaque audit seront transmis au partenaire de réalisation et au PNUD. De plus, chacun des partenaires de réalisation :

- recevra et analysera le rapport d'audit émis par les auditeurs,

- présentera au PNUD dans les meilleurs délais une déclaration d'acceptation ou de rejet de toute recommandation contenue dans l'audit qui aura fourni des fonds (et si la Cour des Comptes a été désignée pour mener les audits, ajouter à « au PNUD » : et à la Cour des Comptes),
- entreprendra des démarches dans les meilleurs délais afin de réagir aux recommandations d'audit.
- rendra compte des démarches entreprises afin de mettre en œuvre les recommandations approuvées auprès des agences des Nations Unies (et si la Cour des Comptes a été désignée pour mener les audits, ajouter : et auprès de la Cour des Comptes), sur une base trimestrielle (où conformément à ce dont il aura été convenu au niveau local).

VII. ANNEXES

1. Analyse des risques

2. Termes de référence

Annexe 1. Analyse des risques



Please refer to the Deliverable Description of the Risk Log (in Supplementary Annex) for examples of Risks

Project Title: Adaptation aux changements climatiques au Maroc: pour des Oasis résilientes	Award ID:	Date:
---	------------------	--------------

#	Description	Date Identified	Type	Impact & Probability (1-5)	Countermeasures / Mngt response	Owner	Submitted, updated by	Last Update	Status
1	Arrangements institutionnels: la diversité et multitude des partenaires peuvent augmenter la complexité du projet et donc entraîner des retards dans les échéances		Organisationnels	P = 3 I = 3	Les rôles et les responsabilités seront fixés et appliqués dès le début du projet	MEM			
2	Engagement: Multiples initiatives en cours dans le domaine de l'adaptation au CC qui peuvent entraîner des charges supplémentaires sur l'agence d'exécution		Institutionnels	P = 2 I = 2	Une recherche active pour une coordination plus approfondie avec les autres projets en cours	MEM			
3	Les partenariats stratégiques seront dans l'impossibilité de produire des		Stratégiques	P = 2 I = 3	Élaboration d'une stratégie active pour un engagement interministériel à des fins de coordination et	MEM			

	résultats concrets				de synergie				
4	Technique: Possibilité de faire face à des retards et des difficultés techniques lors de la mise en œuvre des activités pilotes sur le terrain		Techniques	P = 1 I = 5	Mise en place d'études de faisabilité détaillées et d'impact avant l'étape de définition et mise en œuvre des activités pilotes	MEM			

Termes de référence indicatifs

Comité du projet

Le Comité de projet représente le groupe responsable des décisions relatives à l'orientation d'un projet en général, et lorsque des directives sont sollicitées par le Chef de projet, y compris l'approbation des révisions.

Chef de projet

1. DESCRIPTION DU POSTE

Le/la Chef de projet est responsable de la gestion du projet au quotidien et à plein temps. Sa responsabilité principale est la production des résultats escomptés par le projet et décrits dans le document de projet, selon les normes de qualité requises, et en prenant en compte les spécificités et contraintes de temps et de coûts imparties.

Le/la Chef de projet travaille sous la supervision directe du/de la Directeur/trice national(e) du projet, et sous l'autorité du comité de projet et selon les normes établies par ce comité.

2. TACHES GENERALES

Le/la Chef de projet du projet assurera les fonctions suivantes :

- Planification : élaborer les plans de travail annuel du projet, conformément aux activités prévues dans le cadre de résultats et de ressources du document de projet et en étroite collaboration avec le PNUD.
- Gestion du projet : Assurer la mise en œuvre efficace des activités, en respectant les normes de qualité imparties.
- Gestion financière : Assurer le suivi des aspects financiers et budgétaires du projet

3. RESPONSABILITES SPECIFIQUES

4. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES

- Cadre de haut niveau, homme ou femme disposant d'une connaissance confirmée du terrain, le Chef de Projet aura un diplôme de troisième cycle dans un ou plusieurs des secteurs d'intervention du Projet (sciences économiques et juridiques, sciences sociales et politiques, etc.).
- Expérience du système politique et institutionnel marocain exigée
- 5 années d'expérience professionnelle minimum dans une position responsable, dans le domaine du développement, ou une expérience de durée équivalente dans l'enseignement supérieur (ou domaine connexe).
- Excellente connaissance des questions relatives au développement humain, au suivi et à l'évaluation et une forte sensibilisation à l'approche genre.
- Expérience confirmée de la concertation, de la négociation et du montage de partenariats entre des acteurs diversifiés, à l'échelle nationale et internationale.
- Expérience reconnue de l'élaboration de documents de réflexion et de synthèse dans son domaine d'activité.

- Expérience avérée en matière de gestion de projet. Une certification internationale en gestion de projet (du type Prince2) est fortement recommandée⁵. Participation à l'élaboration et à la conduite de projets de coopération internationale, notamment dans le domaine du développement. Une expérience en matière de conduite de projets mobilisant des financements nationaux et internationaux sera fortement appréciée.
- Excellentes aptitudes à rédiger dans les langues arabe et française. La langue anglaise serait un atout.
- Bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Access, Powerpoint et Internet.

5. QUALITES ATTENDUES

- Capacité d'écoute, de communication, de négociation et d'arbitrage
- Esprit d'équipe et réelle sensibilité aux questions du développement local et de la gouvernance urbaine, intérêt pour le montage de partenariats et de projets opérationnels
- Faculté à animer des équipes et à mobiliser autour de projets participatifs et fédérateurs, sens de l'organisation.

6. DUREE DU CONTRAT

Le/la Chef de projet de projet sera recruté pour la durée de mise en œuvre du projet, par contrat annuel, renouvelable, les trois premiers mois constituant une période probatoire.

7. MODALITES DE RECRUTEMENT

- Le/la Chef de projet sera recruté à plein temps, d'un commun accord entre le partenaire et le PNUD
- Le Chef de projet sera contracté par

Assurance du projet

La fonction d'Assurance du projet relève de la responsabilité de chaque membre du Comité de projet, mais peut être déléguée.

La fonction d'Assurance du projet soutient le Comité de projet en exécutant des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus de mise en oeuvre d'un projet, cette fonction assure la gestion et la réalisation des étapes importantes appropriées⁶.

Dans le cas de ce projet, l'assurance du projet sera prise en charge par un(e) chargé(e) de programme du PNUD.

Support du projet

Le rôle de support au projet fournit au/à la Chef de projet un appui d'administration et de gestion, tel que requis par les besoins du projet ou du Chef de projet.

Un(e) assistant(e) pourra être recruté(e) pour assumer cette fonction.

⁵ Si la personne sélectionnée n'était pas certifiée, elle devra suivre une formation afin d'être certifiée au module de Gestion Axée sur les Résultats du PNUD.

⁶ Il est nécessaire de séparer les fonctions d'appui au projet et d'Assurance du projet, afin de maintenir l'indépendance du contrôle qualité élaborée par l'Assurance du projet.

Annexe 2 : Termes de référence

Project Manager

- Plan the activities of the project and monitor progress against the initial quality criteria.
- Mobilize goods and services to initiative activities, including drafting TORs and work specifications;
- Monitor events as determined in the Project Monitoring Schedule Plan, and update the plan as required;
- Manage requests for the provision of financial resources by UNDP, using advance of funds, direct payments, or reimbursement using the FACE (Fund Authorization and Certificate of Expenditures);
- Monitor financial resources and accounting to ensure accuracy and reliability of financial reports;
- Responsible for preparing and submitting financial reports to UNDP on a quarterly basis;
- Manage and monitor the project risks initially identified, submit new risks to the Project Board for consideration and decision on possible actions if required; update the status of these risks by maintaining the Project Risks Log;
- Be responsible for managing issues and requests for change by maintaining an Issues Log;
- Prepare the Project Progress Report (progress against planned activities, update on Risks and Issues, expenditures) and submit the report to the Project Board and Project Assurance;
- Prepare the Annual review Report, and submit the report to the Project Board and the Outcome Board;
- Prepare the AWP for the following year, as well as Quarterly Plans if required;
- Update the Atlas Project Management module if external access is made available.

Project Board

- Provide overall guidance and direction to the project, ensuring it remains within any specified constraints;
- Address project issues as raised by the Project Manager;
- Provide guidance and agree on possible countermeasures/management actions to address specific risks;
- Agree on Project Manager's tolerances as required;
- Review the Project Progress Report and provide direction and recommendations to ensure that the agreed deliverables are produced satisfactorily according to plans.
- Review Combined Delivery Reports (CDR) prior to certification by the Implementing Partner;
- Appraise the Project Annual Review Report, make recommendations for the next AWP, and inform the Outcome Board about the results of the review.
- Provide ad-hoc direction and advice for exception situations when project manager's tolerances are exceeded;
- Assess and decide on project changes through revisions;

Senior Supplier: Usually a **UNDP representative** is the Senior Supplier, representing the interests of the parties concerned which provide funding and/or technical expertise to the project. He/she will provide guidance regarding technical feasibility and support to the project.

Executive: Represents project ownership and chairs the Project Board. Usually, this is the relevant government nominated official (usually Secretary of a relevant Ministry and directly involved in project execution).

Direct Beneficiaries: Representatives of other Agencies Involved with Project Implementation

Project Assurance

- Ensure that funds are made available to the project;
- Ensure that risks and issues are properly managed, and that the logs in Atlas are regularly updated;
- Ensure that critical project information is monitored and updated in Atlas, using the Activity Quality Assessment page in particular;

- Ensure that Project Progress Reports are prepared and submitted on time, and according to standards in terms of format and content quality;
- Ensure that financial reports are submitted to UNDP on time, and that CDRs are prepared and submitted to the Project Board;
- Perform oversight activities, such as periodic monitoring visits and “spot checks”.
- Ensure that the Project Data Quality Dashboard remains “green”

Project Support

- Set up and maintain project files
- Collect project related information data
- Update plans
- Administer Project Board meetings
- Administer project revision control
- Establish document control procedures
- Compile, copy and distribute all project reports
- Assist in the financial management tasks under the responsibility of the Project Manager
- Provide support in the use of Atlas for monitoring and reporting
- Review technical reports
- Monitor technical activities carried out by responsible parties

UNDP Programme Manager (UNDP Resident Representative or delegated authority):

- Approve and sign the Annual Work Plan for the following year;
- Approve budget for the first year in Atlas.

Implementing Partner (authorised personnel with delegated authority):

- Approve and sign the Annual Work Plan (AWP) for the following year;
- Approve and sign the Combined Delivery Report (CDR) at the end of the year.

Sign the Financial Report (FR) or the Funding Authorization and Certificate of Expenditures (FACE)

ANNEXE 3 : PROJETS ET PROGRAMMES EN COURS PERTINENTS

EEG: Global Initiatives

Initiative 1: Community Based Adaptation. Project under implementation in Niger and Namibia. Project could potentially make available technical services, operational examples of community based projects, knowledge products) (contact: pradeep.kurukulasuriya@undp.org)

Initiative 2: Capacity Development for Policy Makers to Address Climate Change. The project provides support from UNDP and international and regional centres of excellence, countries to undertake an assessment of investment and financial flows to address climate change (adaptation and mitigation). The project has technical support facilities (through a regional support centre, methodologies (for assessing investment and financial flows for climate change) and knowledge facility. (contact: maria.netto@undp.org)

Initiative 3: Integrating climate change into Development. Initiatives at the national (tbc) and sub-national levels (in Morocco, Senegal, Mozambique and Uganda) are supported to integrate climate change risks into development planning and programming. Services provided by this initiative include regional/international experts, methodologies (for developing integrated climate change strategies, investment plans and related products) and technical support, knowledge products) (contact: pradeep.kurukulasuriya@undp.org (national) or virginie.schwarz@undp.org (sub-national).

Initiative 4: National Communications. Relevant services include methodologies, technical experts, assessments etc. Contact: yamil.bonduki@undp.org

National Projects

Food Security

Sudan	Building Resilience in the Agriculture and Water Sectors to the Adverse Impacts of Climate Change (UNDP)
Ethiopia, Mozambique, Zimbabwe	Coping with Drought and Climate Change - Develop and Pilot a Range of Coping Mechanisms for Reducing the Vulnerability of Farmers and Pastoralists to Future Climate Shocks (UNDP)
Niger	Building Resilience and Adaptive Capacity of the Agriculture Sector to Climate Change (UNDP)
Eritrea	Adapting Livestock Management to Climate Change in the North Western Lowlands of Eritrea - Enhance Adaptive Capacity of Livestock Production Systems in the Kerkebet area (UNDP)
Malawi	Climate Adaptation for Rural Livelihoods and Agriculture (African Development Bank)
Zambia	Adaptation to the Effects of Drought and Climate Change in Agro-ecological Zone 1 and 2 (UNDP)
Benin	Integrated Adaptation Programme to Combat the Effects of Climate Change on Agricultural Production and Food Security in Benin (UNDP)

Water

Sudan	Building Resilience in the Agriculture and Water Sectors to the Adverse Impacts of Climate Change (UNDP)
Cape Verde	Building Resilience in the Agriculture and Water Sectors to the Adverse Impacts of Climate Change (UNDP)
Mauritania	Reducing Vulnerability of Arid Oasian Zones to Climate Change and Variability through Improved Watershed Management (UNEP)

Health

Kenya (and other non African countries)	Piloting Climate Change Adaptation to Protect Human Health (WHO,UNDP)
---	---

Disaster Risk Management

Mozambique	Integrating Adaptation to Climate Change within Disaster Risk Management Systems in the Búzi River Catchment Area and other regions of Southern Africa (GTZ)
------------	--

Southern and Eastern Africa	Workshops on Adaptation and National Adaptation Programmes of Action (NAPAs) in Southern and Eastern Africa (UNEP)
Malawi, Lesotho, Burundi	Enhancing National and Local Capacity in Disaster Risk Reduction (UNDP Bureau for Crisis Prevention and Recovery (BCPR))
Ghana, Algeria, South Africa, Tanzania, Kenya, Senegal	Mainstreaming Disaster Risk Reduction in the Management of Urban Planning and Governance in Africa through the African Urban Risk Analysis Network (UNDP BCPR, IIED)
DRC, Rwanda	Inter-agency Cooperation for Disaster Reduction in the Goma North Kive area DRC (UNDP BCPR)
Mozambique	Strengthening Local Risk Management and Mainstreaming Disaster Risk Reduction (UNDP BCPR)
Swaziland	Strengthening National and Local Resilience to Disaster Risks in Swaziland (UNDP BCPR)
Madagascar	Strengthening the Implementation of the National Disaster Risk Management (DRM) Strategy in Madagascar (UNDP BCPR)
Niger	Recovery Support and Long-term Development to Deal with the Humanitarian Crisis in Niger (UNDP BCPR)

Coastal Development

Senegal, Gambia, Mauritania, Guinea-Bissau, Cape Verde	West African Shorelines - Develop Effective Coping Mechanisms for Reducing Impact of Climate Change Induced Coastal Erosion (UNDP)
Guinea	Increased Resilience and Adaptation to Adverse Impacts of Climate Change in Guinea's Vulnerable Coastal Zones (UNDP)

Financing

Throughout Africa	Financing Framework for Meeting MDG Targets and Supporting Public Finance Frameworks to Integrate Adaptation Costs (UNDP Poverty Group)
Throughout Africa	Capacity Development Projects: Assessing and Developing Policy Options for Addressing Climate Change (UNDP)

Cross-cutting

Niger, Morocco	Community-based Adaptation: Enhance Resiliency of Communities and/or the Ecosystems to Climate Change Impacts (UNDP)
Kenya	Coping with Drought and Climate Change (Kenya Adaptation to Climate Change in Arid Lands (KACCAL)/WB)
Morocco, Madagascar, South Africa, Ethiopia, Uganda, Zambia, Zimbabwe, Malawi, Tanzania, Kenya, Benin, Burkina Faso, Cameroon, Central African Republic, DRC, Nigeria, Senegal	Climate Change Adaptation in Africa – Research and Capacity Development Program (DFID/ The International Development Research Centre (IDRC))
Mozambique, Rwanda, Kenya	Adaptation to Climate Change in Eastern and Southern Africa – Capacity Development, Institutional Strengthening, Mainstreaming (UNEP/Norway)
Nigeria, Ghana, Niger, Mali, Tunisia, Malawi, Kenya, Tanzania, Ghana, Burkina Faso, Cameroon, Ethiopia, South Africa	Advancing Capacity to Support Climate Change Adaptation – Mainstreaming into Poverty Reduction Strategies (UNITAR/NGOs)
Senegal, Burkina Faso, Tanzania, Uganda	Climate Change and Development – Adapting by Reducing Vulnerability – Mainstreaming Climate Change Adaptation into Development Decision-making
Cape Verde	Mainstreaming Climate Change Risks into National Development Policies and UNDP Development Assistance

Tunisia	Climate Protection Programme for Developing Countries – Mainstreaming Climate into Development Activities (GTZ)
Burkina Faso	Strengthening Adaptation Capacities and Reducing the Vulnerability to Climate Change (African Development Bank, UNDP)
Burundi	Enhancing Climate Risk Management and Adaptation (African Development Bank/UNDP)
Mozambique, Tanzania, Zambia	Climate Change and Development: Recognizing the Role of Forest and Water Resources in the Climate Change Adaptation (Government of Finland, IUCN)
Kenya, Mali, Mauritania, Mozambique, Rwanda, Tanzania, Uganda	Poverty Environment Initiative (PEI) : mainstreaming poverty-environment linkages (UNDP, UNEP)
Cape Verde, Malawi	Integrating climate change risks into national development processes (UNDP)
Throughout Africa	Climate for Development in Africa Programme (UN Economic Commission for Africa (ECA))
Throughout Africa	Quantification of costs and benefits of adaptation (DFID)

Projets nationaux

Liste des projets en cours connexes et opportunités de partenariat

Titre	Sommaire	Partenaires	Budget/Durée	Potentiel partenariat
Programme de lutte contre la désertification et lutte contre la pauvreté par la sauvegarde et la valorisation des Oasis - Composante Tafilalet (POT)	L'objectif global du projet est de lutter contre la désertification et contre la pauvreté en sauvegardant et valorisant les oasis du Sud marocain, objectif que le projet se propose de décliner en trois objectifs spécifiques recouvrant 3 niveaux (terrain, territoire, étatique) et traduisant un axe particulier d'intervention qui vise avant tout le maintien de noyaux de vie pérennes donc productifs au sein des oasis du Tafilalet.	PNUD, DAT, ADS, DGCL, Monaco, FFEM	US\$8.010.000/2006-2011	Co-financement pour volet d'adaptation locale (AR X) Co-financement gestion du projet Co-financement volet recherche agricole
Programme de Sauvegarde et de Développement des Oasis du Sud Composante Guelmin - Assa - Tata (POS)	Le Projet vise la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable des trois Provinces Assa-Zag, Guelmin et Tata, et ce à travers une série d'actions prioritaires dans le domaine de valorisation des potentialités culturelles et naturelles des différentes oasis cibles émanant d'une large concertation avec l'ensemble des partenaires locaux essentiellement la population, les ONG et les collectivités locales.	PNUD, ADS, DGCL,	US\$18.110.000/2007-2011	idem
Projet DÉLIO (Développement Local Intégré de l'Oriental) - Oasis de Figuig	Le programme de développement local intégré de l'Oriental nommé DÉLIO a été initié par l'Agence de Développement de l'Oriental et le PNUD, et ce, dans la perspective de mutualiser et d'intégrer les efforts de tous les acteurs concernés. Le projet DÉLIO - Oasis de Figuig s'inscrivant dans le cadre de ce programme vise à valoriser et à	PNUD, Agence de Développement de l'Oriental, Municipalité de Figuig	US\$960.217/2008-2011	idem

	pérenniser le patrimoine Oasien de Figuig. Sur la base de cette vision globale, le partenariat Agence de Développement de l'Oriental/PNUD vise à renforcer les capacités des acteurs locaux pour élaborer et mettre en œuvre un plan de développement communal de l'oasis accompagnés de projets pilotes fédérateurs et portés par la municipalité de Figuig.			
Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia	L'objectif principal du projet est de s'attaquer à un certain nombre de causes profondes de la pauvreté rurale dans la zone concernée telles que l'insuffisance des services sociaux et économiques, la précarité des infrastructures et le manque d'opportunités génératrices de revenus dû à la gestion défectueuse des ressources en terre et en eau.	FIDA, Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes	US\$27.000.000/2008-2014	Partenariat sur les aspects de la promotion de la conservation des sols et de l'eau
Programme d'Adaptation Communautaire (CBA)	L'objectif du programme au Maroc, est d'intégrer les risques des changements climatiques dans la gestion communautaire durable des ressources naturelles. Le Programme cherchera à relever un certain nombre de défis au niveau local à travers des actions de renforcement de capacités et d'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Cela se fera essentiellement par le biais du financement et de la mise en œuvre de 10 à 15 projets communautaires de démonstration qui seraient susceptibles de générer simultanément des avantages pour l'environnement mondial (GEBs, Global Environmental Benefits), et augmenteraient la résilience des écosystèmes à la variabilité et aux Changements Climatiques. Projets en cours : Projet 1 : Renforcement de la résistance de l'écosystème de l'oasis Iguiwas aux effets des changements climatiques (Province de Tata, Commune rurale Tamanart)	PNUD (programme de Micro Financements du FEM), ONG PNUD (programme de Micro Financements du FEM), Association Tiflit pour le développement, Programme Oasis du Sud (POS) PNUD	US\$9.050.000 US\$114.300 dont \$35.000 CBA/2 ans US\$172.117,20 dont US\$35.000 CBA/2 ans	Partenariat sur les volets renforcement de capacités et amélioration de la gestion des ressources naturelles et intégration des enseignements tirés de ces interventions communautaires

	<p>Projet 2 : Renforcement de la résistance de l'écosystème de l'Oasis de Tarmkiste aux impacts des changements climatiques (Province de Guelmim, Commune rurale Asrir)</p>	<p>(programme de Micro Financements du FEM), Association Espace Rural Tarmguist, Programme Oasis du Sud (POS), Ministère de l'Energie des Mines de l'Eau et de l'Environnement (MEMEE)</p>		
<p>Le programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA) par la recherche et le renforcement des capacités</p>	<p>Le programme a pour mission d'accroître considérablement la capacité des pays d'Afrique de s'adapter aux changements climatiques d'une façon qui soit bénéfique même aux plus vulnérables. L'objectif des 2 projets en cours au Maroc est de renforcer la capacité adaptative des populations vulnérables aux changements climatiques à travers l'identification et le développement d'options techniques, institutionnelles et politiques appropriées dans des écosystèmes fragiles.</p> <p>Projets en cours :</p> <p>Projet 1 : Using Demand Side Management to Adapt to Water Scarcity and Climate Change in the Saiss Basin (Morocco)</p> <p>Projet 2 : Engaging Action Research in Adaptation to Climate Change at the Community Level in Morocco</p> <p>Projet 3 : Moroccan Coastal Management - Building Capacity to Adapt to Climate Change through Sustainable Policies and Planning</p>	<p>CRDI, INRA, Climagrhyd-Consult, Université Al Akhawayn, Université Hassan II-Mohammadia, DPAs d'Azilal et de Chichaoua, DMN, MEMEE, Communes Rurales de Lamzoudia et de Tabant</p> <p>CRDI, AL AKHAWAYN UNIVERSITY</p> <p>CRDI, ENDA-TM</p> <p>CRDI, Université de Moncton, EUCC - The Coastal Union, École Nationale Forestière</p>	<p>Can\$1.740.500/2007-2011</p> <p>Can\$402.600/36 months (2008-2011)</p> <p>Can\$18.900/6 months (2007-2008)</p> <p>Can\$957.900/36 months (2007-2010)</p> <p>Can\$361.100/42 months (2007-</p>	<p>Partenariat et intégration des enseignements tirés des options techniques, institutionnelles et politiques développées</p>

	Projet 4 : Adaptation to Climate Change in two Rural Communities on the Plains and in the Mountains of Morocco	d'Ingénieurs CRDI, INRA	2010)	
Integrating Climate Change in Development Planning and Disaster Prevention to Increase Resilience of Agricultural and Water Sectors	Project Objective is to assist the Government of Morocco in mainstreaming climate change in the national development planning process. The specific objectives are to a) improve the understanding of climate change implications for high level strategic development planning; and b) enhance resilience to climate change of key development sectors - agriculture and water - through strengthened institutional capacity, knowledge management, and piloting innovative climate change adaptation and disaster management options to reduce rural poor's vulnerability.	World Bank, GEF, Ministry of Agriculture, Rural Development and Marine Fisheries, Ministry of Energy, Mining, Water and Environment	US\$104.545.454/2010-2014	Partnership in the following aspects: <ul style="list-style-type: none"> • Institutional mechanism defined to include CC considerations into development planning on a regular basis • Targeted instruments to enhance the climate change resilience of 3-5 Plan Vert regions (e.g. adoption of climate resilient crops and improved cultivation practices etc) • Development of decision support to assist river agencies planning under climate change • Pilot investments to optimize water management under climate change (i.e. waste water re-use and other options) identified and applied
Rural Community Development Project for Errachidia Province	The aim of this project is to raise the standard of living among rural communities in Errachidia Province by devising plans for provincial and communal development focused on income generation and growth. To assist local residents, administrators and project implementation-related personnel in building skills, a partial implementation procedure will be used along with monitoring to provide feedback. The key items to be included in the development plan are: promoting added value to products and improving market distribution to generate resident income, and introducing and enhancing of water management and water-saving agriculture.	JICA, General Directorate of Local Communities of the Ministry of the Interior, Governor of Errachidia, the Tafilalet Regional Agricultural Development Authority (ORMVA)	US\$3.831.627,35 /2008-2011	Partnership in the introducing and enhancing of water management and water-saving agriculture aspects
Millennium Challenge Account Program	The program seeks to stimulate economic growth by increasing productivity and improving employment in high potential	Millennium Challenge Corporation (MCC),	US\$697.500.000/2008-2013	Partnership with the Fruit Tree Productivity Project which aims to move small farms from high water-use,

	<p>sectors including investments in fruit tree productivity, small-scale fisheries, and artisan crafts. Small business creation and growth will be supported also by investments in financial services and enterprise support. The Compact components include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fruit Tree Productivity Project (US\$300.90 million) • Small-Scale Fisheries Project (US\$116.17 million) • Artisan and Fez Medina Project (US\$111.87 million) • Financial Services Project (US\$46.20 million) • Enterprise Support Project (US\$33.85 million) <p>MCC funding will help determine the project's potential to qualify for carbon offset credits, recommend actions that stakeholders should take to link into the carbon finance market, and develop guidelines for the selected approach and procedures that must be instituted.</p>	Government of Morocco		<p>low-value cereal grains to low water-use, high-value and drought resistant commercial fruit tree species. In irrigated areas, the project will support improvements to increase irrigation efficiency and productivity of olive and date trees across 102,000 acres. In Morocco's oases, this project will support the upgrading of existing small-scale irrigation Infrastructure, as well as intensification and rehabilitation of existing date trees.</p>
Protected Areas Management	<p>Project objectives include the establishment of a representative system of protected area in Morocco and sustainable conservation management in cooperation with local population. Project components are: (i) implementation of existing conservation management plans for selected protected areas; (ii) preparation and implementation of conservation management plans for up to ten selected sites of biological and ecological interest (SIBEs); (iii) capacity building in the area of conservation management and study on resource mobilization; and (iv) public awareness activities in order to promote public understanding about nature conservation.</p>	IBRD, Eaux et Forêts	US\$13.750.000/2000-2008	Integration of the project components outputs

III. Results and Resources Framework

Intended Outcome as stated in the Country Programme Results and Resource Framework:
UNDAF outcome: By 2009, Government and CSO capacity at national, provincial and local level, strengthened to plan, implement and monitor socio-economic development in a transparent, accountable, equitable and participatory way in order to achieve the MDGs.
CP outcomes 1.1 Increased quality of public policy development, planning/ budgeting and monitoring and evaluation processes. 6.1 Selected public institutions, civil society organizations and private companies have effectively mainstreamed HIV & AIDS into their plans, budgets and plan monitoring processes.
Outcome indicators as stated in the Country Programme Results and Resources Framework, including baseline and targets: 1.1 At least 70% of ministries, provinces and districts produce annual plans and regular progress reports based on PARPA II strategic matrix indicators. 6.1 No of target institutions which have mainstreamed HIV & AIDS into their plans, budgets and monitoring reports.
Applicable Key Result Area (from 2008-11 Strategic Plan): Promote climate change adaptation
Partnership Strategy:
Project title and ID (ATLAS Award ID):
Applicable Key Result Area (from 2008-11 Strategic Plan): Promote climate change adaptation

INTENDED OUTPUTS	OUTPUT TARGETS	INDICATIVE ACTIVITIES	MEANS OF VERIFICATION			RESPONSIBLE PARTIES	INPUTS
			Quality indicator	Quality methods	Assessment time		
Output 1: Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened Indicators: I1 Numbers of collaborative risk assessments conducted	Targets (2010) Have collected information on specific thematic areas Targets (2011) At least 3 ministries have used risk assessments to	Activity Result 1: Information base on CCA is improved and is incorporated into long term planning and decision-making Actions <ul style="list-style-type: none"> Support the conduct of three risk assessments following up on the INGC study recommendations, with ToRs for the studies agreed in partnership with line ministries. 	AR1. Indicator 1: Numbers of collaborative risk assessments conducted (coverage).	Inventory & research studies reports Planning documents	2010 End of Project	<i>INGC and MPD</i>	Total output cost U\$ 400.000

<p>(coverage). I2 PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators. .</p> <p><u>Baseline:</u> I1Mozambique has a weak CCA information base</p> <p>I2Mozambique has not integrated CCA in its planning processes.</p>	<p>develop strategic plans</p>				<p>2011</p>		
		<p>Activity Result 2: CCA integrated in the preparation of PARPA III, the Government five year plans (2011-2016), provincial and other relevant plans, as well as in relevant UN instruments</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on outputs generated under AR1, and policy work undertaken for Output 3, use knowledge of climate change risks and response options in dialogue processes on the PARPA III, to enable integration of adaptation into policy documents, including through the development of mainstreaming guidelines. Develop M&E tool that checks PARPA III for compliance to CCA mainstreaming guidelines (e.g. checklist/compliance guide/indicators on CCA considerations - cross-cutting and sector specific); also use in the mid-term reviews of PARPA, as appropriate Mainstream CC considerations in the reviews and development of relevant UN cooperation frameworks such as the CPAP and future UNDAF 	<p>AR2 Indicator 1: Successful adoption of CCA climate proofing guidelines by government (impact)</p> <p>AR2 Indicator 2: Number of strategic planning documents reflecting CCA in them (national and/or provincial level) (coverage/sustainability).</p> <p>AR2 Indicator 3: M&E tool assesses level of CCA mainstreaming (coverage)</p> <p>AR2 Indicator 4: PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators.</p>	<p>ARP Results from M & E tool PARPA III</p>	<p>Mid-term EoP</p>		

<p>Output 2 Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated and strengthened</p> <p>Indicators: I3Mozambique has an overall multi-sectoral coordination framework for managing CCA.</p> <p>Baseline I3Currently no CCA coordination framework in place</p>	<p>Target (2010) CCA framework design completed</p> <p>Targets (2011) New coordination framework operational</p>	<p><u>Activity Result 1: Institutional arrangement for effective CCA management and coordination in Mozambique agreed, established and capacitated</u></p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Facilitate country dialogue and discussion on most appropriate long-term national CCA institutional arrangements Contribute to institutional capacity building through technical, financial and infrastructure investments within the scope of the APP Through the already established Environment Working Group, address and coordinate CCA national needs at cooperation partner level 	<p>AR1. Indicator 1. Institutional arrangements in place (impact)</p>	<p>Signed agreements/ government decree or similar documentation</p>	<p>2010 End of Project</p>	<p>CC Team MICOA/INGC</p>	<p>UNDP staff time PMU staff Office rental & equipment Office consumables Travel Capacity development (incl conferences) Consulting services M&E budget Operational expenses Training Materials development</p> <p>Total output cost: US\$ 800,000</p>
---	--	---	--	--	--------------------------------	-------------------------------	---

		<p><u>Activity Result 2: CCA multi-stakeholder technical coordination/expertise platform functioning effectively at national level</u></p> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Through a consultative process undertake assessments on identifying the needs, capacities and gaps of different actors in disaster risk reduction, climate resilience and climate change adaptation at national level. Build on institutional studies already undertaken (e.g. INGC, IUCN) • Support establishment of multi-stakeholder CCA technical platform emphasising on partnerships between government, civil society and the private sector; develop action plans for the CCA coordinating frameworks and support their implementation (in line with INGC phase II platform coordination through INAM) • Conduct needs-based trainings on leadership, planning, management, budgeting, M&E and technical issues for the new CCA coordinating body (needs to be determined through assessments) 	<p>AR2. Indicator 1. Functional and effective platforms with workplans in place (coverage/sustainability)</p> <p>AR2 Indicator 2. Number of multi-stakeholder partners participating platform (coverage)</p> <p>AR2 Indicator 2. Number of high level decision makers participating in CCA training courses (coverage)</p>	<p>TORs for platforms</p> <p>Minutes of meetings</p> <p>Capacity assessments</p> <p>Proceedings from trainings</p> <p>ARP</p>	<p>Mid-term EoP</p>		
		<p><u>Activity Result 3: Decision makers, technical ministries, civil society, private sector, education institutions sensitised, informed and empowered in CCA, partnership building and affirmative action</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and implement a CCA nationwide awareness campaign for higher level decision makers, technical ministries, private sector and civil society supporting INGC phase 2 Government's Call for Action • Advocate, communicate and disseminate information (e.g. about costs of expected climate change impacts and on financing options) amongst relevant decision-makers; organise relevant high level round table debates to ensure that information finds its way into planning 	<p>AR3 Indicator 1. Information campaign developed and implemented.</p> <p>AR3 Indicator 2. Government vision on CCA and National Climate Change Strategy are adopted (impact).</p>	<p>Surveys</p> <p>Participation in high level meetings and reports for these.</p>	<p>At each training Mid-term EoP</p>		

<p>Output 3: Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects</p> <p><u>Indicator:</u> I4Mozambique has an overall policy framework for CCA</p> <p><u>Baseline</u> I4Mozambique has no overall policy framework and virtually no relevant sector has effectively integrated CC impacts into its planning</p>	<p>Target (2011) CCA sectoral policies designed</p> <p>Target (2012) CCA sectoral policies adopted and starting implementation</p> <p>At least 3 districts and 2 provinces have incorporated ACC considerations into their development plans.</p>	<p><u>Activity Result 1:</u> Line ministries adjust their spending plans and policies to improve climate risk management</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Identify priority sectors, and sector lead institutions in consultative manner Assist line ministries with the conduct of policy reviews of selected sectors/themes e.g. relating to flood basins, food security incl. fisheries, health and gender, at appropriate levels to identify gaps in CCA, and to scope options for improving CCA and additional costs of adaptation. Facilitate dialogue processes for policy change in investment/spending plans 	<p>AR1. Indicator 1 Number of sector-specific policies that integrate climate risk management.</p>	<p>Decree on adoption (new or revised sectoral policies)</p> <p>PES</p> <p>Line Ministries' budgets</p>	<p>2011 and onwards</p>	<p>Line Ministries INGC MPD Prov and district Gov.</p>	<p>PMU running costs Consulting services Policy consultations Policy brief production costs Guideline development budget Travel Pilot project grants</p> <p>Total output costs: US\$ 1000,000</p>
---	---	---	---	---	-------------------------	--	--

		<p><u>Activity Result 2:</u> Line ministries implement pilot projects to learn about what works for effective adaptation</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on the results of the climate risk assessment work in Output 1 and adaptation options analysis carried out in Output 3 Activity Result 1, design and implement pilot projects, that will contribute to adaptation learning, help build support for policy change, and contribute to the development of a adaptation strategy. Undertake gender vulnerability studies to CCA at selected locations and integrate knowledge into gender sensitive CCA planning and action; can be linked to INGC Phase II theme on Building Resilience Document lessons learnt and best practices for each pilot project; link to output 5 Feed lessons learnt back into policy making process; inform relevant stakeholders of suitable/unsuitable adaptation measures 	<p>AR2.Indicator 1: Number of pilot projects successfully implemented (coverage)</p> <p>AR2.Indicator 2: Number of lessons learnt codified, including on ways to promote gender equality through CCA (sustainability/replicability)</p>	<p>Pilot project documents</p>	<p>M&E cycle as applicable to each project</p> <p>Mid-term EOP</p>		
		<p><u>Activity Result 3:</u> Mainstreaming A CC in decentralization strategy</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Replicating the process of integration of CC into district development plans tested in Gaza Province through the UN Joint Programme on Environment in three districts in Mozambique; Downscale at the province level sector specific policies and guidelines developed for CC integration; Develop specific replication and up scaling plans for successful pilot measures and try to achieve implementation through appropriate financing mechanisms developed under output 4. 	<p>AR3. Indicator 1: District development plans are adjusted to incorporate climate risk management.</p> <p>AR3. Indicator 2: At provincial level, sector specific plans integrate ACC aspects relevant to the region A</p>	<p>Pilot project documents</p> <p>Project M&E</p> <p>District Dev plans</p> <p>Prov sectoral plans</p> <p>Codification of lessons learnt</p>	<p>M&E cycle as applicable to each project</p> <p>Mid-term EOP</p>		

<p>Output 4: <i>Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors</i></p> <p><u>Indicator</u> I5 Mozambique has a coordination framework for adaptation financing</p> <p><u>Baseline</u> I5 Mozambique does not have a coordination framework or focal point for adaptation</p>	<p>Target (2010) Guidelines for financing options developed.</p> <p>Target (2011) Establishment and capacity building on market/fiscal/financial mechanisms for CCA funding and strategy for long term investment developed</p>	<p>Activity Result 1: <i>Developing the evidence base and the capacity at the MoF and MPD for adaptation planning</i></p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Set up technical task force under leadership of MPD and MoF to drive work to develop a national adaptation financing strategy; • Based on knowledge of adaptation priorities scoped in Output 1, determine to what extent the private sector invests in measures that promote or inhibit resilience to climate change effects, and which fiscal and regulatory policies influence these investments; • Develop and implement a work plan with the MFED on exploring options for adjusting fiscal and regulatory policy instruments to incentivise private sector investments in adaptation. • Building on work undertaken by the World Bank and the French Government, conduct/ commission studies on the cost of adaptation (as per sectors and overall); include Business-as-Usual (BAU and implications for national budgeting processes and investment/spending plans; • Identify challenges and opportunities in public sector CCA budgeting, planning and accountability mechanisms; • Develop and apply tools and guidelines for long term CCA investment planning; • Undertake MoF specific CCA training needs assessment; carry out targeted training events on mainstreaming CCA in budgeting and investment planning 	<p>AR1. Indicator 1: Technical task force set up</p> <p>AR1. Indicator 2: Work programme for MoF developed</p> <p>AR1. Indicator 3: Number of adaptation financing options identified</p> <p>AR1. Indicator 4: Number of sectors for which specific information on projected adaptation costs is available</p> <p>AR1. Indicator 5: Report on how the national budgeting process could be adjusted to promote climate risk management/adaptation.</p> <p>AR1. Indicator 6: No of MoF and MPD staff trained on CCA investment planning</p>	<p><i>Analysis of economic studies on costs of adaptation sectorally</i></p> <p><i>Task force workplan</i></p> <p><i>Proceedings of trainings for public officials</i></p> <p><i>Guidelines for budgeting and investment plan</i></p>	<p>2010 2011</p>	<p>MOF MPD</p>	<p>Consulting services Guideline development budget Travel Training</p> <p>Total Output costs: US \$537,620</p>
--	---	---	---	---	----------------------	--------------------	--

		<p><u>Activity Result 2: Consolidating the evidence base into a national financing strategy for adaptation.</u></p> <p><u>Actions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Building on the work carried out in Output 1, AR 1, and based on existing adaptation cost and financing work and current financing mechanisms and future opportunities, develop concept for Governments Fundraising for Implementation of Adaptation strategy (linked to draft proposal in Phase II proposal of INGC) • Develop market/fiscal/financial mechanisms guidelines for national level (if possible include provincial, district and municipal levels) • Communicate and disseminate information amongst relevant decision-makers (at decentralised and sector-specific levels) including high level round table debates • Build capacity of selected government ministries in negotiating for long term funding and investment for CCA at national and provincial levels through training and secondment of technical expertise to selected ministries. 	<p>AR2. Indicator 1: MoF proposal for national CCA financing strategy</p> <p>AR2. Indicator 2: New skills for climate proofing sector budgets and investment plans in place and effective (impact)</p> <p>AR2. Indicator3: CCA budgeting reflected in national budget i.e. in next 5 Year Plan of Government (impact/sustainability).</p>	<p><i>Survey at each training</i></p> <p><i>ARP</i></p> <p><i>Survey on budget inclusion, at national yearly budgets, sector specific investment plans, and district plans PESOD</i></p>	<p>Mid-term EoP</p>		

<p>Output 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through and advocacy strategy</p> <p><u>Indicators</u> I6 Mozambique is sharing knowledge regionally and internationally on incorporating CCA into national development processes</p> <p><u>Baseline</u> I6 Mozambique is currently not integrated into lessons learnt or best practices internally or externally. Lack of national technical staff mastering CC issues</p>	<p>Target (2010) CCA knowledge management system established</p> <p>Target (2011) Mozambique sharing CCA documentation at national and international fora</p> <p>Target (2012) Tertiary education schemes contributing to a reference center on ACC knowledge base</p>	<p><u>Activity Result 1:</u> Integrated National Knowledge Management System on CCA functional</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on knowledge needs assessment and available information, develop concept for Knowledge Management System. Develop Knowledge Management Strategy (link to all previous outputs) and implement it; build on and integrate work and proposals already in place (e.g., INAM, UEM, MICOA). Establish communication unit within project and later in designated CCA institution (see output 2); support with relevant technical, financial and infrastructure resources) Design and implement a training curriculum for CCA for tertiary education levels and professional learning (e.g. short courses); support the proposed Skills Challenge and Global Change Education packages for skilled personnel and students in primary and secondary institutions (see INGC phase II proposal); as appropriate link to and support already existing/planned initiatives such as work of the CCDare project with UEM and establishment of a southern Africa Centre of Excellence on CC matters (proposal of INGC phase II project concerning INAM) 	<p>AR1. Indicator 1: CCA Knowledge Management System functional</p> <p>AR1. Indicator 2 CCA successfully integrated in tertiary education curriculum (impact)</p>	<p>ARP</p> <p><i>University documents of curricular development</i></p>	<p>2010 End of Project</p>	<p>INGC</p>	<p>Consulting services Publication budget Resource center costs Dissemination</p> <p>Total output costs USD \$ 250,000</p>
		<p><u>Activity Result 2:</u> CC adaptation knowledge, lessons and experiences from the region are used to inform national and regional policies and CC interventions at community level.</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Disseminate lessons learnt in regional forums such as SADC and COMESA as a way of influencing regional policy and financing; support capacity of Mozambican negotiators to actively convene such information Link to international Adaptation Learning Mechanism (ALM) of UNDP to ensure multi-directional flow of learning experiences on CCA 	<p>AR2. Indicator 1 Knowledge Management Strategy effectively linked to international networks.</p>	<p>APR</p> <p><i>Reports on interventions</i></p> <p><i>Participation of Moz into international platforms and networks, national submissions and regional meetings' proceedings</i></p>	<p>Mid-term EoP</p>		

IV. Annual Work Plan

Year: 2009

EXPECTED OUTPUTS <i>And baseline, indicators including annual targets</i>	PLANNED ACTIVITIES <i>List activity results and associated actions</i>	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET (in USD)		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding Source	Budget Description	Amount
Output 1 <i>Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened</i>	<p><u>Activity Result 1:</u> Information base on CCA is improved and is incorporated into long term planning and decision-making</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Support the conduct of three risk assessments following up on the INGC study recommendations, with ToRs for the studies agreed in partnership with line ministries. 					INGC			

<p><u>Indicators:</u> I1 Numbers of collaborative risk assessments conducted (coverage).</p> <p>I2 PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators. .</p> <p><u>Baseline:</u> I1Mozambique has a weak CCA information base</p> <p>I2Mozambique has not integrated CCA in its planning processes. Targets (2010) Have collected information on specific thematic areas Targets (2011) At least 3 ministries have used risk assessments to develop strategic plans</p>	<p><u>Activity Result 2:</u> CCA integrated in the preparation of PARPA III, the Government five year plans (2011-2016), provincial and other relevant plans, as well as in relevant UN instruments</p> <p><u>Actions</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Based on outputs generated under AR1, and policy work undertaken for Output 3, use knowledge of climate change risks and response options in dialogue processes on the PARPA III, to enable integration of adaptation into policy documents, including through the development of mainstreaming guidelines. Develop M&E tool that checks PARPA III for compliance to CCA mainstreaming guidelines (e.g. checklist/compliance guide/indicators on CCA considerations - cross-cutting and sector specific); also use in the mid-term reviews of PARPA, as appropriate Mainstream CC considerations in the reviews and development of relevant UN cooperation frameworks such as the CPAP and future UNDAF 				X	MPD			50.000
<p>Output 2 Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated strengthened</p> <p><u>Indicators:</u> I3Mozambique has an overall multi-sectoral</p>	<p><u>Activity Result 1:</u> <i>Institutional arrangement for effective CCA management and coordination in Mozambique agreed, established and capacitated</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Facilitate country dialogue and discussion on most appropriate long-term national CCA institutional arrangements Contribute to institutional capacity building through technical, financial and infrastructure investments within the scope of the APP. Through the already established Environment Working Group, address and coordinate CCA national needs at cooperation partner level 					MICOA/INGC			

<p>coordination framework for managing CCA.</p> <p>Baseline I3Currently no CCA coordination framework in place</p> <p>Target (2010) CCA framework design completed</p> <p>Targets (2011) New coordination framework operational</p>	<p><u>Activity Result 2: CCA multi-stakeholder technical coordination/expertise platform functioning effectively at national level</u></p> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Through a consultative process undertake assessments on identifying the needs, capacities and gaps of different actors in disaster risk reduction, climate resilience and climate change adaptation at national level. Build on institutional studies already undertaken (e.g. INGC, IUCN) • Support establishment of multi-stakeholder CCA technical platform emphasising on partnerships between government, civil society and the private sector; develop action plans for the CCA coordinating frameworks and support their implementation (in line with INGC phase II platform coordination through INAM) • Conduct needs-based trainings on leadership, planning, management, budgeting, M&E and technical issues for the new CCA coordinating body (needs to be determined through assessments) 				x	MICOA/INGC			100.000
	<p><u>Activity Result 3: Decision makers, technical ministries, civil society, private sector, education institutions sensitised, informed and empowered in CCA, partnership building and affirmative action.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and implement a CCA nationwide awareness campaign for higher level decision makers, technical ministries, private sector and civil society supporting INGC phase 2 Government's Call for Action • Advocate, communicate and disseminate information (e.g. about costs of expected climate change impacts and on financing options) amongst relevant decision-makers; organise relevant high level round table debates to ensure that information finds its way into planning 				x	INGC			50.000

<p>Output 3 <i>Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects</i></p>	<p><u>Activity Result 1:</u> Line ministries adjust their spending plans and policies to improve climate risk management</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Identify priority sectors, and sector lead institutions in consultative manner Assist line ministries with the conduct of policy reviews of selected sectors/themes e.g. relating to flood basins, food security incl. fisheries, health and gender, at appropriate levels to identify gaps in CCA, and to scope options for improving CCA and additional costs of adaptation. Facilitate dialogue processes for policy change in investment/spending plans 					Line ministries			
<p><u>Indicator.</u> I4Mozambique has an overall policy framework for CCA</p> <p><u>Baseline</u> I4Mozambique has no overall policy framework and virtually no relevant sector has effectively integrated CC impacts into its planning</p> <p>Target (2011) CCA sectoral policies designed</p> <p>Target (2012) CCA sectoral policies adopted and starting implementation</p> <p>At least 3 districts and 2 provinces have incorporated ACC considerations into their</p>	<p><u>Activity Result 2:</u> Line ministries implement pilot projects to learn about what works for effective adaptation</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on the results of the climate risk assessment work in Output 1 and adaptation options analysis carried out in Output 3 Activity Result 1, design and implement pilot projects, that will contribute to adaptation learning, help build support for policy change, and contribute to the development of a adaptation strategy. Undertake gender vulnerability studies to CCA at selected locations and integrate knowledge into gender sensitive CCA planning and action; can be linked to INGC Phase II theme on Building Resilience Document lessons learnt and best practices for each pilot project; link to output 5 Feed lessons learnt back into policy making process; inform relevant stakeholders of suitable/unsuitable adaptation measures 					INGC/ Line Ministries			

development plans.	<p><u>Activity Result 3: Mainstreaming A CC in decentralization strategy</u></p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Replicating the process of integration of CC into district development plans tested in Gaza Province through the UN Joint Programme on Environment in three districts in Mozambique; • Downscale at the province level sector specific policies and guidelines developed for CC integration; • Develop specific replication and up scaling plans for successful pilot measures and try to achieve implementation through appropriate financing mechanisms developed under output 4. 					MPD, provincial and district governments					
--------------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

<p>Output 4 Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors</p> <p><u>Indicator</u> I5 Mozambique has a coordination framework for adaptation financing</p> <p><u>Baseline</u> I5 Mozambique does not have a coordination framework or focal point for adaptation</p> <p>Target (2010) Guidelines for financing options developed.</p> <p>Target (2011) Establishment and capacity building on market/fiscal/financial mechanisms for CCA funding and strategy for long term investment</p>	<p>Activity Result 1: Developing the evidence base and the capacity at the MoF and MPD for adaptation planning</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Set up technical task force under leadership of MPD and MOF to drive work to develop a national adaptation financing strategy; • Based on knowledge of adaptation priorities scoped in Output 1, determine to what extent the private sector invests in measures that promote or inhibit resilience to climate change effects, and which fiscal and regulatory policies influence these investments; • Develop and implement a work plan with the MFED on exploring options for adjusting fiscal and regulatory policy instruments to incentivise private sector investments in adaptation. • Building on work undertaken by the World Bank and the French Government, conduct/ commission studies on the cost of adaptation (as per sectors and overall); include Business-as-Usual (BAU and implications for national budgeting processes and investment/spending plans; • Identify challenges and opportunities in public sector CCA budgeting, planning and accountability mechanisms; • Develop and apply tools and guidelines for long term CCA investment planning; • Undertake MoF specific CCA training needs assessment; carry out targeted training events on mainstreaming CCA in budgeting and investment planning 					MoF, MPD			
--	--	--	--	--	--	----------	--	--	--

developed	<p><u>Activity Result 2: Consolidating the evidence base into a national financing strategy for adaptation.</u></p> <p><u>Actions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Building on the work carried out in Output 1, AR 1, and based on existing adaptation cost and financing work and current financing mechanisms and future opportunities, develop concept for Governments Fundraising for Implementation of Adaptation strategy (linked to draft proposal in Phase II proposal of INGC) • Develop market/fiscal/financial mechanisms guidelines for national level (if possible include provincial, district and municipal levels) • Communicate and disseminate information amongst relevant decision-makers (at decentralised and sector-specific levels) including high level round table debates • Build capacity of selected government ministries in negotiating for long term funding and investment for CCA at national and provincial levels through training and secondment of technical expertise to selected ministries. 					MoF, MPD			
-----------	--	--	--	--	--	----------	--	--	--

<p>Output 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through and advocacy strategy</p> <p><u>Indicators</u> I6 Mozambique is sharing knowledge regionally and internationally on incorporating CCA into national development processes</p> <p><u>Baseline</u></p>	<p><u>Activity Result 1: Integrated National Knowledge Management System on CCA functional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Based on knowledge needs assessment and available information, develop concept for Knowledge Management System. Develop Knowledge Management Strategy (link to all previous outputs) and implement it; build on and integrate work and proposals already in place (e.g., INAM, UEM, MICOA). Establish communication unit within project and later in designated CCA institution (see output 2); support with relevant technical, financial and infrastructure resources) Design and implement a training curriculum for CCA for tertiary education levels and professional learning (e.g. short courses); support the proposed Skills Challenge and Global Change Education packages for skilled personnel and students in primary and secondary institutions (see INGC phase II proposal); as appropriate link to and support already existing/planned initiatives such as work of the CCDare project with UEM and establishment of a southern Africa Centre of Excellence on CC matters (proposal of INGC phase II project concerning INAM) 					<p>INGC (with INAM, UEM, MICOA).</p>					
---	--	--	--	--	--	--------------------------------------	--	--	--	--	--

<p>I6Mozambique is currently not integrated into lessons learnt or best practices platforms internally or externally.</p> <p>Lack of national technical staff mastering CC issues</p> <p>Target (2010) CCA knowledge management system established</p> <p>Target (2011) Mozambique sharing CCA documentation at national and international fora</p> <p>Target (2012) Tertiary education schemes contributing to a refence center on ACC knowledge base</p>	<p><i>Activity Result 2: CC adaptation knowledge, lessons and experiences from the region are used to inform national and regional policies and CC interventions at community level</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Disseminate lessons learnt in regional forums such as SADC and COMESA as a way of influencing regional policy and financing; support capacity of Mozambican negotiators to actively convene such information Link to international Adaptation Learning Mechanism (ALM) of UNDP to ensure multi-directional flow of learning experiences on CCA 					INGC			
TOTAL								200.000	

Year: 2010

EXPECTED OUTPUTS <i>And baseline, indicators including annual targets</i>	PLANNED ACTIVITIES <i>List activity results and associated actions</i>	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding Source	Budget Description	Amount
<p>Output 1 <i>Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened</i></p> <p>Indicators: I1 Numbers of collaborative risk assessments conducted (coverage). I2 PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators. .</p> <p>Baseline: I1Mozambique has a weak CCA information base I2Mozambique has not integrated CCA in its planning processes. Targets (2010) Have collected information on specific thematic areas Targets (2011) At least 3 ministries have used risk assessments to develop strategic plans</p>	<p>Activity Result 1: Information base on CCA is improved and is incorporated into long term planning and decision-making</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Support the conduct of three risk assessments following up on the INGC study recommendations, with ToRs for the studies agreed in partnership with line ministries. 					INGC			300.000
	<p>Activity Result 2: CCA integrated in the preparation of PARPA III, the Government five year plans (2011-2016), provincial and other relevant plans, as well as in relevant UN instruments</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on outputs generated under AR1, and policy work undertaken for Output 3, use knowledge of climate change risks and response options in dialogue processes on the PARPA III, to enable integration of adaptation into policy documents, including through the development of mainstreaming guidelines. Develop M&E tool that checks PARPA III for compliance to CCA mainstreaming guidelines (e.g. checklist/compliance guide/indicators on CCA considerations - cross-cutting and sector specific); also use in the mid-term reviews of PARPA, as appropriate Mainstream CC considerations in the reviews and development of relevant UN cooperation frameworks such as the CPAP and future UNDAF 					MPD			50.000

<p>Output 2 Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated strengthened</p> <p><u>Indicators:</u> I3Mozambique has an overall multi-sectoral coordination framework for managing CCA.</p> <p>Baseline I3Currently no CCA coordination framework in place</p> <p>Target (2010) CCA framework design completed</p> <p>Targets (2011) New coordination framework operational</p>	<p><i>Activity Result 1: Institutional arrangement for effective CCA management and coordination in Mozambique agreed, established and capacitated</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Facilitate country dialogue and discussion on most appropriate long-term national CCA institutional arrangements Contribute to institutional capacity building through technical, financial and infrastructure investments within the scope of the APP. Through the already established Environment Working Group, address and coordinate CCA national needs at cooperation partner level 					MICOA/INGC			250.000
	<p><i>Activity Result 2: CCA multi-stakeholder technical coordination/expertise platform functioning effectively at national level</i></p> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> Through a consultative process undertake assessments on identifying the needs, capacities and gaps of different actors in disaster risk reduction, climate resilience and climate change adaptation at national level. Build on institutional studies already undertaken (e.g. INGC, IUCN) Support establishment of multi-stakeholder CCA technical platform emphasising on partnerships between government, civil society and the private sector; develop action plans for the CCA coordinating frameworks and support their implementation (in line with INGC phase II platform coordination through INAM) Conduct needs-based trainings on leadership, planning, management, budgeting, M&E and technical issues for the new CCA coordinating body (needs to be determined through assessments) 					MICOA/INGC			50.000

	<p><u>Activity Result 3: Decision makers, technical ministries, civil society, private sector, education institutions sensitised, informed and empowered in CCA, partnership building and affirmative action.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and implement a CCA nationwide awareness campaign for higher level decision makers, technical ministries, private sector and civil society supporting INGC phase 2 Government's Call for Action • Advocate, communicate and disseminate information (e.g. about costs of expected climate change impacts and on financing options) amongst relevant decision-makers; organise relevant high level round table debates to ensure that information finds its way into planning 					INGC			50.000
<p>Output 3 <i>Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects</i></p> <p><u>Indicator.</u> I4Mozambique has an overall policy framework for CCA</p>	<p><u>Activity Result 1: Line ministries adjust their spending plans and policies to improve climate risk management</u></p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identify priority sectors, and sector lead institutions in consultative manner • Assist line ministries with the conduct of policy reviews of selected sectors/themes e.g. relating to flood basins, food security incl. fisheries, health and gender, at appropriate levels to identify gaps in CCA, and to scope options for improving CCA and additional costs of adaptation. • Facilitate dialogue processes for policy change in investment/spending plans 					Line ministries			100.000

<p><u>Baseline</u> 14Mozambique has no overall policy framework and virtually no relevant sector has effectively integrated CC impacts into its planning</p> <p>Target (2011) CCA sectoral policies designed</p> <p>Target (2012) CCA sectoral policies adopted and starting implementation</p> <p>At least 3 districts and 2 provinces have incorporated ACC considerations into their development plans.</p>	<p><u>Activity Result 2:</u> Line ministries implement pilot projects to learn about what works for effective adaptation</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Based on the results of the climate risk assessment work in Output 1 and adaptation options analysis carried out in Output 3 Activity Result 1, design and implement pilot projects, that will contribute to adaptation learning, help build support for policy change, and contribute to the development of a adaptation strategy. • Undertake gender vulnerability studies to CCA at selected locations and integrate knowledge into gender sensitive CCA planning and action; can be linked to INGC Phase II theme on Building Resilience • Document lessons learnt and best practices for each pilot project; link to output 5 • Feed lessons learnt back into policy making process; inform relevant stakeholders of suitable/unsuitable adaptation measures 					INGC/ Line Ministries			400.000
	<p><u>Activity Result 3:</u> Mainstreaming A CC in decentralization strategy</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Replicating the process of integration of CC into district development plans tested in Gaza Province through the UN Joint Programme on Environment in three districts in Mozambique; • Downscale at the province level sector specific policies and guidelines developed for CC integration; • Develop specific replication and up scaling plans for successful pilot measures and try to achieve implementation through appropriate financing mechanisms developed under output 4. 					MPD, provincial and district governments			150.000

<p>Output 4 Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors</p> <p><u>Indicator</u> I5 Mozambique has a coordination framework for adaptation financing</p> <p><u>Baseline</u> I5 Mozambique does not have a coordination framework or focal point for adaptation</p> <p>Target (2010) Guidelines for financing options developed.</p> <p>Target (2011) Establishment and capacity building on market/fiscal/financial mechanisms for CCA funding and strategy for long term investment</p>	<p>Activity Result 1: Developing the evidence base and the capacity at the MoF and MPD for adaptation planning</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Set up technical task force under leadership of MPD and MOF to drive work to develop a national adaptation financing strategy; • Based on knowledge of adaptation priorities scoped in Output 1, determine to what extent the private sector invests in measures that promote or inhibit resilience to climate change effects, and which fiscal and regulatory policies influence these investments; • Develop and implement a work plan with the MFED on exploring options for adjusting fiscal and regulatory policy instruments to incentivise private sector investments in adaptation. • Building on work undertaken by the World Bank and the French Government, conduct/ commission studies on the cost of adaptation (as per sectors and overall); include Business-as-Usual (BAU and implications for national budgeting processes and investment/spending plans; • Identify challenges and opportunities in public sector CCA budgeting, planning and accountability mechanisms; • Develop and apply tools and guidelines for long term CCA investment planning; • Undertake MoF specific CCA training needs assessment; carry out targeted training events on mainstreaming CCA in budgeting and investment planning 					MoF, MPD			287.620
--	--	--	--	--	--	----------	--	--	---------

developed	<p><u>Activity Result 2: Consolidating the evidence base into a national financing strategy for adaptation.</u></p> <p><u>Actions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Building on the work carried out in Output 1, AR 1, and based on existing adaptation cost and financing work and current financing mechanisms and future opportunities, develop concept for Governments Fundraising for Implementation of Adaptation strategy (linked to draft proposal in Phase II proposal of INGC) • Develop market/fiscal/financial mechanisms guidelines for national level (if possible include provincial, district and municipal levels) • Communicate and disseminate information amongst relevant decision-makers (at decentralised and sector-specific levels) including high level round table debates • Build capacity of selected government ministries in negotiating for long term funding and investment for CCA at national and provincial levels through training and secondment of technical expertise to selected ministries. 					MoF, MPD			50.000
-----------	--	--	--	--	--	----------	--	--	--------

<p>Output 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through and advocacy strategy</p> <p><u>Indicators</u> I6 Mozambique is sharing knowledge regionally and internationally on incorporating CCA into national development processes</p> <p><u>Baseline</u> I6Mozambique is</p>	<p><u>Activity Result 1: Integrated National Knowledge Management System on CCA functional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Based on knowledge needs assessment and available information, develop concept for Knowledge Management System. Develop Knowledge Management Strategy (link to all previous outputs) and implement it; build on and integrate work and proposals already in place (e.g., INAM, UEM, MICOA). Establish communication unit within project and later in designated CCA institution (see output 2); support with relevant technical, financial and infrastructure resources) Design and implement a training curriculum for CCA for tertiary education levels and professional learning (e.g. short courses); support the proposed Skills Challenge and Global Change Education packages for skilled personnel and students in primary and secondary institutions (see INGC phase II proposal); as appropriate link to and support already existing/planned initiatives such as work of the CCDare project with UEM and establishment of a southern Africa Centre of Excellence on CC matters (proposal of INGC phase II project concerning INAM) 					<p>INGC (with INAM, UEM, MICOA).</p>			<p>75.000</p>
--	--	--	--	--	--	--------------------------------------	--	--	---------------

<p>currently not integrated into lessons learnt or best practices platforms internally or externally.</p> <p>Lack of national technical staff mastering CC issues</p> <p>Target (2010) CCA knowledge management system established</p> <p>Target (2011) Mozambique sharing CCA documentation at national and international fora</p> <p>Target (2012) Tertiary education schemes contributing to a refence center on ACC knowledge base</p>	<p><i>Activity Result 2: CC adaptation knowledge, lessons and experiences from the region are used to inform national and regional policies and CC interventions at community level</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Disseminate lessons learnt in regional forums such as SADC and COMESA as a way of influencing regional policy and financing; support capacity of Mozambican negotiators to actively convene such information Link to international Adaptation Learning Mechanism (ALM) of UNDP to ensure multi-directional flow of learning experiences on CCA 					INGC			50.000
TOTAL									1.812.620

Year: 2011

EXPECTED OUTPUTS <i>And baseline, indicators including annual targets</i>	PLANNED ACTIVITIES <i>List activity results and associated actions</i>	TIMEFRAME				RESPONSIBLE PARTY	PLANNED BUDGET		
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding Source	Budget Description	Amount
<p>Output 1 <i>Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened</i></p> <p>Indicators: I1 Numbers of collaborative risk assessments conducted (coverage). I2 PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators. .</p> <p>Baseline: I1Mozambique has a weak CCA information base I2Mozambique has not integrated CCA in its planning processes. Targets (2010) Have collected information on specific thematic areas Targets (2011) At least 3 ministries have used risk assessments to develop strategic plans</p>	<p><u>Activity Result 1:</u> Information base on CCA is improved and is incorporated into long term planning and decision-making</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Support the conduct of three risk assessments following up on the INGC study recommendations, with ToRs for the studies agreed in partnership with line ministries. 					INGC			
	<p><u>Activity Result 2:</u> CCA integrated in the preparation of PARPA III, the Government five year plans (2011-2016), provincial and other relevant plans, as well as in relevant UN instruments</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> Based on outputs generated under AR1, and policy work undertaken for Output 3, use knowledge of climate change risks and response options in dialogue processes on the PARPA III, to enable integration of adaptation into policy documents, including through the development of mainstreaming guidelines. Develop M&E tool that checks PARPA III for compliance to CCA mainstreaming guidelines (e.g. checklist/compliance guide/indicators on CCA considerations - cross-cutting and sector specific); also use in the mid-term reviews of PARPA, as appropriate Mainstream CC considerations in the reviews and development of relevant UN cooperation frameworks such as the CPAP and future UNDAF 					MPD			

<p>Output 2 Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated strengthened</p> <p><u>Indicators:</u> I3Mozambique has an overall multi-sectoral coordination framework for managing CCA.</p> <p>Baseline I3Currently no CCA coordination framework in place</p> <p>Target (2010) CCA framework design completed</p> <p>Targets (2011) New coordination framework operational</p>	<p><u>Activity Result 1: Institutional arrangement for effective CCA management and coordination in Mozambique agreed, established and capacitated</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Facilitate country dialogue and discussion on most appropriate long-term national CCA institutional arrangements Contribute to institutional capacity building through technical, financial and infrastructure investments within the scope of the APP. Through the already established Environment Working Group, address and coordinate CCA national needs at cooperation partner level 					MICOA/INGC			250.000
	<p><u>Activity Result 2: CCA multi-stakeholder technical coordination/expertise platform functioning effectively at national level</u></p> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> Through a consultative process undertake assessments on identifying the needs, capacities and gaps of different actors in disaster risk reduction, climate resilience and climate change adaptation at national level. Build on institutional studies already undertaken (e.g. INGC, IUCN) Support establishment of multi-stakeholder CCA technical platform emphasising on partnerships between government, civil society and the private sector; develop action plans for the CCA coordinating frameworks and support their implementation (in line with INGC phase II platform coordination through INAM) Conduct needs-based trainings on leadership, planning, management, budgeting, M&E and technical issues for the new CCA coordinating body (needs to be determined through assessments) 					MICOA/INGC			

	<p><i>Activity Result 3: Decision makers, technical ministries, civil society, private sector, education institutions sensitised, informed and empowered in CCA, partnership building and affirmative action.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and implement a CCA nationwide awareness campaign for higher level decision makers, technical ministries, private sector and civil society supporting INGC phase 2 Government's Call for Action • Advocate, communicate and disseminate information (e.g. about costs of expected climate change impacts and on financing options) amongst relevant decision-makers; organise relevant high level round table debates to ensure that information finds its way into planning 					INGC		50.000
<p>Output 3 <i>Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects</i></p> <p><u>Indicator.</u> I4Mozambique has an overall policy framework for CCA</p>	<p><i>Activity Result 1: Line ministries adjust their spending plans and policies to improve climate risk management</i></p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identify priority sectors, and sector lead institutions in consultative manner • Assist line ministries with the conduct of policy reviews of selected sectors/themes e.g. relating to flood basins, food security incl. fisheries, health and gender, at appropriate levels to identify gaps in CCA, and to scope options for improving CCA and additional costs of adaptation. • Facilitate dialogue processes for policy change in investment/spending plans 					Line ministries		100.000

<p><u>Baseline</u> 14Mozambique has no overall policy framework and virtually no relevant sector has effectively integrated CC impacts into its planning</p> <p>Target (2011) CCA sectoral policies designed</p> <p>Target (2012) CCA sectoral policies adopted and starting implementation</p> <p>At least 3 districts and 2 provinces have incorporated ACC considerations into their development plans.</p>	<p><u>Activity Result 2:</u> Line ministries implement pilot projects to learn about what works for effective adaptation</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Based on the results of the climate risk assessment work in Output 1 and adaptation options analysis carried out in Output 3 Activity Result 1, design and implement pilot projects, that will contribute to adaptation learning, help build support for policy change, and contribute to the development of a adaptation strategy. • Undertake gender vulnerability studies to CCA at selected locations and integrate knowledge into gender sensitive CCA planning and action; can be linked to INGC Phase II theme on Building Resilience • Document lessons learnt and best practices for each pilot project; link to output 5 • Feed lessons learnt back into policy making process; inform relevant stakeholders of suitable/unsuitable adaptation measures 					INGC/ Line Ministries		200.000
	<p><u>Activity Result 3:</u> Mainstreaming A CC in decentralization strategy</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Replicating the process of integration of CC into district development plans tested in Gaza Province through the UN Joint Programme on Environment in three districts in Mozambique; • Downscale at the province level sector specific policies and guidelines developed for CC integration; • Develop specific replication and up scaling plans for successful pilot measures and try to achieve implementation through appropriate financing mechanisms developed under output 4. 					MPD, provincial and district governments		50.000

<p>Output 4 Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors</p> <p><u>Indicator</u> I5 Mozambique has a coordination framework for adaptation financing</p> <p><u>Baseline</u> I5 Mozambique does not have a coordination framework or focal point for adaptation</p> <p>Target (2010) Guidelines for financing options developed.</p> <p>Target (2011) Establishment and capacity building on market/fiscal/financial mechanisms for CCA funding and strategy for long term investment</p>	<p>Activity Result 1: Developing the evidence base and the capacity at the MoF and MPD for adaptation planning</p> <p>Actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Set up technical task force under leadership of MPD and MOF to drive work to develop a national adaptation financing strategy; • Based on knowledge of adaptation priorities scoped in Output 1, determine to what extent the private sector invests in measures that promote or inhibit resilience to climate change effects, and which fiscal and regulatory policies influence these investments; • Develop and implement a work plan with the MFED on exploring options for adjusting fiscal and regulatory policy instruments to incentivise private sector investments in adaptation. • Building on work undertaken by the World Bank and the French Government, conduct/ commission studies on the cost of adaptation (as per sectors and overall); include Business-as-Usual (BAU and implications for national budgeting processes and investment/spending plans; • Identify challenges and opportunities in public sector CCA budgeting, planning and accountability mechanisms; • Develop and apply tools and guidelines for long term CCA investment planning; • Undertake MoF specific CCA training needs assessment; carry out targeted training events on mainstreaming CCA in budgeting and investment planning 					MoF, MPD		50.000
--	--	--	--	--	--	----------	--	--------

developed	<p><i>Activity Result 2: Consolidating the evidence base into a national financing strategy for adaptation.</i></p> <p>Actions:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Building on the work carried out in Output 1, AR 1, and based on existing adaptation cost and financing work and current financing mechanisms and future opportunities, develop concept for Governments Fundraising for Implementation of Adaptation strategy (linked to draft proposal in Phase II proposal of INGC) • Develop market/fiscal/financial mechanisms guidelines for national level (if possible include provincial, district and municipal levels) • Communicate and disseminate information amongst relevant decision-makers (at decentralised and sector-specific levels) including high level round table debates • Build capacity of selected government ministries in negotiating for long term funding and investment for CCA at national and provincial levels through training and secondment of technical expertise to selected ministries. 					MoF, MPD			150.000
-----------	--	--	--	--	--	----------	--	--	---------

<p>Output 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through and advocacy strategy</p> <p><u>Indicators</u> I6 Mozambique is sharing knowledge regionally and internationally on incorporating CCA into national development processes</p> <p><u>Baseline</u> I6Mozambique is currently</p>	<p><i>Activity Result 1: Integrated National Knowledge Management System on CCA functional</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Based on knowledge needs assessment and available information, develop concept for Knowledge Management System. Develop Knowledge Management Strategy (link to all previous outputs) and implement it; build on and integrate work and proposals already in place (e.g., INAM, UEM, MICOA). Establish communication unit within project and later in designated CCA institution (see output 2); support with relevant technical, financial and infrastructure resources) Design and implement a training curriculum for CCA for tertiary education levels and professional learning (e.g. short courses); support the proposed Skills Challenge and Global Change Education packages for skilled personnel and students in primary and secondary institutions (see INGC phase II proposal); as appropriate link to and support already existing/planned initiatives such as work of the CCDare project with UEM and establishment of a southern Africa Centre of Excellence on CC matters (proposal of INGC phase II project concerning INAM) 				<p>INGC (with INAM, UEM, MICOA).</p>		<p>75.000</p>
--	--	--	--	--	--------------------------------------	--	---------------

<p>not integrated into lessons learnt or best practices platforms internally or externally.</p> <p>Lack of national technical staff mastering CC issues</p> <p>Target (2010) CCA knowledge management system established</p> <p>Target (2011) Mozambique sharing CCA documentation at national and international fora</p> <p>Target (2012) Tertiary education schemes contributing to a reference center on ACC knowledge base</p>	<p><i>Activity Result 2: CC adaptation knowledge, lessons and experiences from the region are used to inform national and regional policies and CC interventions at community level</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Disseminate lessons learnt in regional forums such as SADC and COMESA as a way of influencing regional policy and financing; support capacity of Mozambican negotiators to actively convene such information Link to international Adaptation Learning Mechanism (ALM) of UNDP to ensure multi-directional flow of learning experiences on CCA 					INGC		50.000
TOTAL							975.000	

V. Management Arrangements

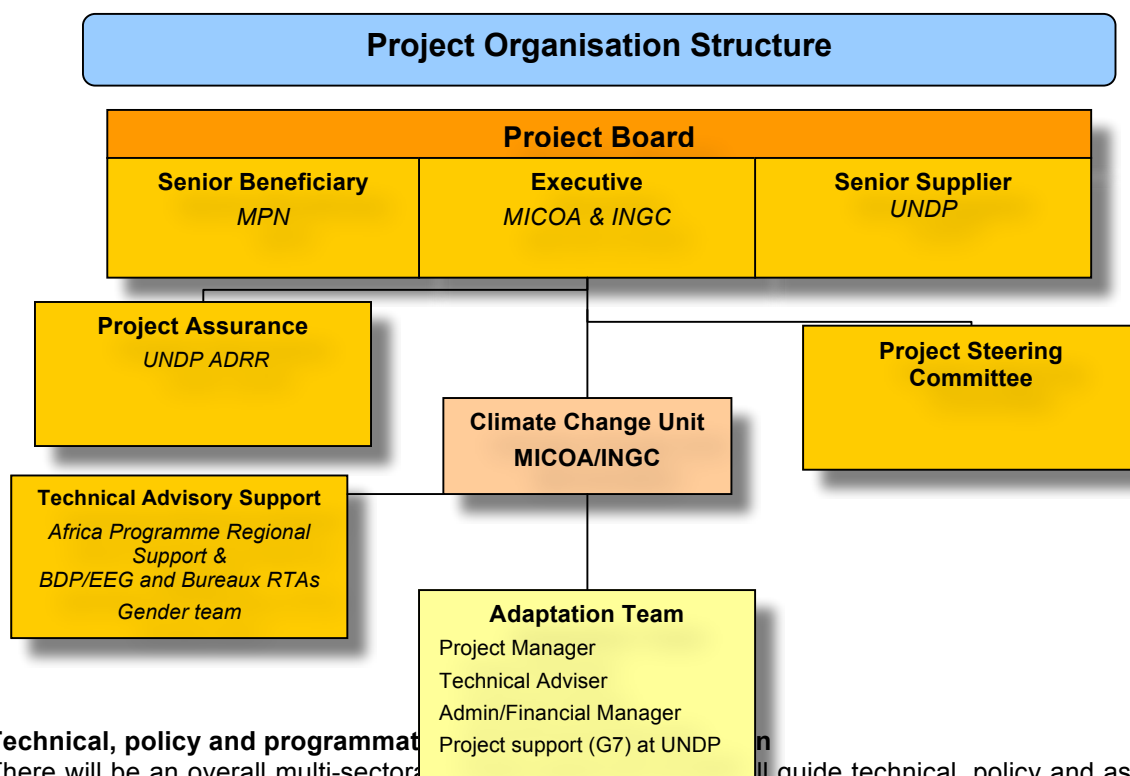
Overall Oversight and Decision Making

This project will be executed as NEX, jointly signed by INGC and MICOA. An adaptation team will coordinate project activities implemented by all project partners (see indications in RRF). Project support staff will also be based at UNDP to facilitate effective project implementation. The Adaptation Team will facilitate project implementation as spelled out in the “principle: section of the proposal, and specified in the TOR of key staff included in the Annex. Key ministries/partners will implement key actions of the AAP project, as indicated throughout the Strategy.

The Project Board, composed of representatives of the Senior Beneficiary (MPN), the Senior Supplier (UNDP) and in future the Executive (to be determined) will have the highest project oversight functions.

Day to Day Management

The overall management responsibility of the project rests with the appointed *Project Manager* and his/her support team. Whereas the *Adaptation Team* is primarily responsible for project planning, implementation, financial management and M&E (see detailed TOR in Annex 2), The composition of the team includes technical staff to ensure that critical technical aspects of the project will be adequately addressed, and to carry out capacity support functions in the Government.



Technical, policy and programmatic

There will be an overall multi-sectoral steering committee that will guide technical, policy and aspects of the project. Different ministries especially MPD, MICOA, State Administration (INGC) and other priority ministries, UNDP and other UN bodies and representatives of civil society and the private sector will be represented on this committee. Existing committees such as the CCGC may be made use of. Draft TORs for the Steering Committee are included in Annex 3.

Project assurance

The UNDP country office is responsible for project assurance and ensures that financing, reporting and M&E are duly implemented. Project assurance includes periodic monitoring visits and “spot checks” concerning project implementation.

Multi-stakeholder participation

The project is designed in a manner that a wide range of stakeholder will participate in and benefit from the intervention. Various mechanisms and actions integrated into the design foresee the active involvement of a multitude of ministries, provincial governments, municipalities, CBOs, academic and research institutions, donors, the private sector and NGOs, under the leadership of Activity Results Lead Institutions.

VI. Monitoring Framework and Evaluation

Global/Regional-Level

This national project forms part of a selected number of national projects supported by UNDP under a targeted program of support, entitled "the Africa Adaptation Program". In this regard, monitoring will be undertaken within the broader context of learning and creating a platform for documenting and creating a platform for experience sharing, lesson learning and dissemination of best practices.

National-Level

In accordance with the programming policies and procedures outlined in the UNDP User Guide, the Programme will be monitored at the national levels through the following:

Within the annual cycle

- On a quarterly basis, a quality assessment shall record progress towards the completion of key results, based on quality criteria and methods captured in the Quality Management table below (to come).
- An Issue Log shall be activated in Atlas and updated by the Programme Manager/National Project Managers to facilitate tracking and response of potential problems or requests for change.
- Based on the initial risk analysis submitted, a risk log shall be activated in Atlas and regularly updated by reviewing the external environment that may affect the project implementation.
- Based on the above information recorded in Atlas, a Project Progress Report (PPR) shall be submitted by the Programme Manager to the Project Board and the National Project Managers to the National Project Boards through Project Assurance, using the standard report format available in the Executive Snapshot.
- A Project Lesson-learned log shall be activated and regularly updated to ensure on-going learning and adaptation within the organization, and to facilitate the preparation of the Lessons-learned Report at the end of the project.
- A Monitoring Schedule Plan shall be activated in Atlas and updated to track key management actions/events.

LEARNING AND KNOWLEDGE SHARING

Results from the project will be disseminated within and beyond the project intervention zone through a number of existing information sharing networks and forums. In addition:

- i. The project will participate, as relevant and appropriate, in UNDP-GEF sponsored networks, organized for senior personnel working on projects that share common characteristics. The **Adaptation Learning Mechanism (ALM)** will function as key electronic platform to capture project learning and adaptation impacts generated by the project. The ALM lessons learned template (to be made available by RTA) will be adapted for use by the project. To support this goal, adaptation-related activities from the project will contribute knowledge to the ALM, such as the following:
 - Best practices in integrating adaptation into national and local development policy, and project design and implementation mechanisms.
 - Lessons learned on removing the most common barriers to adaptation, with special attention to the roles of local partners, international partners, UNDP, and GEF in designing and implementing projects
 - The conditions for success (or failure), including replication and scaling up.
- ii. The project will identify and participate, as relevant and appropriate, in scientific, policy-based and/or any other networks, which may be of benefit to project implementation though lessons learned.
- iii. The project will identify, analyze, and share lessons learned that might be beneficial in the design and implementation of similar future projects. Identification and analysis of lessons learned is an ongoing process, and the need to communicate such lessons as one of the project's central contributions is a requirement to be delivered not less frequently than once

every 12 months. UNDP-GEF shall provide a format and assist the project team in categorizing, documenting and reporting on lessons learned. To this end a percentage of project resources will need to be allocated for these activities.

Annually

- *Annual Review Report.* An Annual Review Report shall be prepared by the Programme Manager and shared with the Project Board and the National Project Managers and shared with the National Project Board. As minimum requirement, the Annual Review Report shall consist of the Atlas standard format for the Quarterly Progress Report (QPR) covering the whole year with updated information for each above element of the QPR as well as a summary of results achieved against pre-defined annual targets at the output level.
- *Annual Project Review.* Based on the above report, an annual project review shall be conducted during the fourth quarter of the year or soon after, to assess the performance of the project and appraise the Annual Work Plan (AWP) for the following year. In the last year, this review will be a final assessment. The national review is driven by the Project Board and may involve other stakeholders as required. It shall focus on the extent to which progress is being made towards outputs, and that these remain aligned to appropriate outcome(s). The regional review is driven by the Project Board.
- Annual Performance Report (APR)/Project Implementation Review (PIR)

Quality Management for Project Activity Results

OUTPUT 1: Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened		
Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	<i>Information base on CCA is improved and is incorporated into long term planning and decision-making</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To strengthen the CC information base through collection of data and its integration in planning processes at national and provincial levels, and reach out to all relevant sectors.</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Support the conduct of three risk assessments following up on the INGC study recommendations, with ToRs for the studies agreed in partnership with line ministries . 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
<i>AR1. Indicator 1: Numbers of studies conducted (coverage)</i>	<i>Inventory & research study reports Planning documents</i>	<i>2010 EoP</i>

OUTPUT 1: Dynamic, long-term planning mechanisms to cope with the inherent uncertainties of climate change in Mozambique strengthened		
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	<i>CCA integrated in the preparation of PARPA III, the Government five year plans (2011-2016), provincial and other relevant plans, as well as in relevant UN instruments</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>Ensure key development planning documents mainstream and budget for a long term climate proof development</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Based on outputs generated under AR1, and policy work undertaken for Output 3, use knowledge of climate change risks and response options in dialogue processes on the PARPA III, to enable integration of adaptation into policy documents, including through the development of mainstreaming guidelines. • Develop M&E tool that checks PARPA III for compliance to CCA mainstreaming guidelines (e.g. checklist/compliance guide/indicators on CCA considerations - cross-cutting and sector specific); also use in the mid-term reviews of PARPA, as appropriate • Mainstream CC considerations in the reviews and development of relevant UN cooperation frameworks such as the CPAP and future UNDAF 	

Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
.Indicator 1: Successful adoption of CCA climate proofing guidelines by government (impact) Indicator 2: Number of strategic planning documents reflecting CCA in them (national and/or provincial level) (coverage/sustainability). Indicator 3: M&E tool assesses level of CCA mainstreaming (coverage) Indicator 4: PARPA III addresses CCA, and CCA related performance indicators.	ARP PARPA III	2011

OUTPUT 2: Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated and strengthened		
Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	<i>Institutional arrangement for effective CCA management and coordination in Mozambique agreed, established and capacitated</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To establish leadership and technical capacities of key institutions and their staff</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Facilitate country dialogue and discussion on most appropriate long-term national CCA institutional arrangements Contribute to institutional capacity building through technical, financial and infrastructure investments within the scope of the APP Through the already established Environment Working Group, address and coordinate CCA national needs at cooperation partner level 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
AR1 Indicator 1: <i>Institutional arrangements in place (Impact).</i>	<i>Signed agreements/ government decree or similar documentation</i>	<i>Mid-term EoP</i>

OUTPUT 2: Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated and strengthened		
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	<i>CCA multi-stakeholder technical coordination/expertise platform functioning effectively at national level</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To establish an overall multi-sectoral and multi-stakeholder CCA technical coordination/expertise platform for Mozambique</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Through a consultative process undertake assessments on identifying the needs, capacities and gaps of different actors in disaster risk reduction, climate resilience and climate change adaptation at national level. Build on institutional studies already undertaken (e.g. INGC, IUCN) Support establishment of multi-stakeholder CCA technical platform emphasising on partnerships between government, civil society and the private sector; develop action plans for the CCA coordinating frameworks and support their implementation (in line with INGC phase II platform coordination through INAM) Conduct needs-based trainings on leadership, planning, management, budgeting, M&E and technical issues for the new CCA coordinating body (needs to be determined through assessments) 	
Quality Criteria	Quality Method	Date of Assessment

<i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	<i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	<i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1: Functional and effective platform with work plan in place (coverage/sustainability) Indicator 2: Number of multi-stakeholder partners participating in platform (coverage) Indicator 3: Number of high level decision makers participating in CCA training courses (coverage)	TORs for platforms Minutes of meetings ARP	Mid-term EoP

OUTPUT 2: Leadership and institutional frameworks to manage climate change risks and opportunities harmonized, coordinated and strengthened		
Activity Result 3 (Atlas Activity ID)	<i>Decision makers, technical ministries, civil society, private sector, education institutions sensitised, informed and empowered in CCA, partnership building and affirmative action.</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To develop leadership capacities on CCA through targeted training programme</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Design and implement a CCA nationwide awareness campaign to higher level decision makers, technical ministries, private sector and civil society supporting INGC phase 2 Government's Call for Action • Advocate, communicate and disseminate information (e.g. about costs of expected climate change impacts and on financing options) amongst relevant decision-makers; organise relevant high level round table debates to ensure that information finds its way into planning 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1: Information campaign developed and implemented. Indicator 2: Government vision on CCA and National Climate Change Strategy are adopted (impact)	Surveys	Mid-term EoP

OUTPUT 3: Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects		
Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	<i>Line ministries adjust their spending plans and policies to improve climate risk management</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To strengthen and/or develop concrete CCA polices at sector specific levels, and increase CC resilience in sector policies</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Identify priority sectors, and sector lead institutions in consultative manner • Assist line ministries with the conduct of policy reviews of selected sectors/themes e.g. relating to flood basins, food security incl. fisheries, health and gender, at appropriate levels to identify gaps in CCA, and to scope options for improving CCA and additional costs of adaptation. • Facilitate dialogue processes for policy change in investment/spending plans 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. What method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1 Number of sector-specific policies that integrate climate risk management.	<i>Sectoral policies and strategy documents</i>	2011

OUTPUT 3: Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and
--

through demonstration projects		
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	<i>Line ministries implement pilot projects to learn about what works for effective adaptation</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To strengthen sectors to realise adaptation needs from practical experiences and pilots</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Based on the results of the climate risk assessment work in Output 1 and adaptation options analysis carried out in Output 3 Activity Result 1, design and implement pilot projects, that will contribute to adaptation learning, help build support for policy change, and contribute to the development of a adaptation strategy. Undertake gender vulnerability studies to CCA at selected locations and integrate knowledge into gender sensitive CCA planning and action; can be linked to INGC Phase II theme on Building Resilience Document lessons learnt and best practices for each pilot project; link to output 5 Feed lessons learnt back into policy making process; inform relevant stakeholders of suitable/unsuitable adaptation measures 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1: Number of pilot projects successfully implemented (coverage) Indicator 2: Number of lessons learnt codified, including on ways to promote gender equality through CCA (sustainability/replicability)	<i>Pilot project documents Inputs of sectors to Knowledge Management system from output 5</i>	<i>M&E cycle as applicable to each project Mid-term EoP</i>

OUTPUT 3: Climate-resilient policies and measures implemented in priority sectors and through demonstration projects		
Activity Result 3 (Atlas Activity ID)	<i>Mainstreaming A CC in decentralization strategy (implemented by MPD/Provincial and district governments)</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To mainstream ACC policies at the local level and foster coping strategies at community level</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Replicating the process of integration of CC into district development plans tested in Gaza Province through the UN Joint Programme on Environment in three districts in Mozambique; Downscale at the province level sector specific policies and guidelines developed for CC integration; Develop specific replication and up scaling plans for successful pilot measures and try to achieve implementation through appropriate financing mechanisms developed under output 4. 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1: District development plans are adjusted to incorporate climate risk management. Indicator 2: At provincial level, sector specific plans integrate ACC aspects relevant to the region.	<i>District development plans and budgets Provincial development plans and sector specific plans ARP</i>	<i>M&E cycle as applicable to each project Mid-term EoP</i>

OUTPUT 4: Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors

Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	<i>Developing the evidence base and the capacity at the MoF and MPD for adaptation planning</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>Enhance awareness and institutional capacity at the planning and finance Ministries to integrate ACC into national budgeting cycles.</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Set up technical task force under leadership of MPD and MOF to drive work to develop a national adaptation financing strategy; • Based on knowledge of adaptation priorities scoped in Output 1, determine to what extent the private sector invests in measures that promote or inhibit resilience to climate change effects, and which fiscal and regulatory policies influence these investments; • Develop and implement a work plan with the MFED on exploring options for adjusting fiscal and regulatory policy instruments to incentivise private sector investments in adaptation. • Building on work undertaken by the World Bank and the French Government, conduct/commission studies on the cost of adaptation (as per sectors and overall); include Business-as-Usual (BAU and implications for national budgeting processes and investment/spending plans; • Identify challenges and opportunities in public sector CCA budgeting, planning and accountability mechanisms; • Develop and apply tools and guidelines for long term CCA investment planning; • Undertake MoF specific CCA training needs assessment; carry out targeted training events on mainstreaming CCA in budgeting and investment planning 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
<p><u>Indicator 1:</u> Technical task force set up</p> <p><u>Indicator 2:</u> Work programme for MoF developed</p> <p><u>Indicator 3:</u> Number of adaptation financing options identified</p> <p><u>Indicator 4:</u> Number of sectors for which specific information on projected adaptation costs is available</p> <p><u>Indicator 5:</u> Report on how the national budgeting process could be adjusted to promote climate risk management/adaptation.</p> <p><u>Indicator 6:</u> No of MoF and MPD staff trained on CCA investment planning.</p>	<p><i>Task force ToR and work plan</i></p> <p><i>Sector specific financial needs assessments</i></p> <p><i>Guidelines for ACC budgeting</i></p> <p><i>Proceedings from trainings for public officials</i></p>	<p>2010</p> <p>2011</p>

OUTPUT 4: Financing options to meet national adaptation costs expanded at the provincial and national levels, and integrated into sectors		
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	<i>Consolidating the evidence base into a national financing strategy for adaptation</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>Develop fundraising and long term investment strategies in response to sectoral and national and subnational government financial needs identified</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> • Building on the work carried out in Output 1, AR 1, and based on existing adaptation cost and financing work and current financing mechanisms and future opportunities, develop concept for Governments Fundraising for Implementation of Adaptation strategy (linked to draft proposal in Phase II proposal of INGC) • Develop market/fiscal/financial mechanisms guidelines for national level (if possible include provincial, district and municipal levels) • Communicate and disseminate information amongst relevant decision-makers (at decentralised and sector-specific levels) including high level round table debates • Build capacity of selected government ministries in negotiating for long term funding and investment for CCA at national and provincial levels through training and secondment of technical expertise to selected ministries. 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>

	<i>has been met?</i>	
Indicator 1: MoF proposal for national CCA financing strategy Indicator 2: New skills for climate proofing sector budgets and investment plans in place and effective (impact) Indicator 3: CCA budgeting reflected in national budget i.e. in next 5 Year Plan of Government (impact/sustainability).	<i>PARPA III and yearly PES budgets Legal/Fiscal frameworks revised documents Proceedings from high level roundtables. Survey at each training ARP</i>	<i>Mid-term EoP</i>

OUTPUT 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through an advocacy strategy		
Activity Result 1 (Atlas Activity ID)	<i>Integrated National Knowledge Management System on CCA functional</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>To develop/strengthen Mozambican KM mechanism on CCA</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Based on knowledge needs assessment and available information, develop concept for Knowledge Management System. Develop Knowledge Management Strategy (link to all previous outputs) and implement it; build on and integrate work and proposals already in place (e.g., INAM, UEM, MICOA). Establish communication unit within project and later in designated CCA institution (see output 2); support with relevant technical, financial and infrastructure resources) Design and implement a training curriculum for CCA for tertiary education levels and professional learning (e.g. short courses); support the proposed Skills Challenge and Global Change Education packages for skilled personnel and students in primary and secondary institutions (see INGC phase II proposal); as appropriate link to and support already existing/planned initiatives such as work of the CCDare project with UEM and establishment of a southern Africa Centre of Excellence on CC matters (proposal of INGC phase II project concerning INAM) 	
Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
<u>Indicator 1:</u> CCA Knowledge Management System at national level functional <u>Indicator 2:</u> CCA successfully integrated in tertiary education curriculum (impact)	<i>ARP University curriculum documents</i>	<i>Mid-term EoP</i>

OUTPUT 5: Knowledge on adjusting national development processes to fully incorporate climate change risks and opportunities generated and shared, including through an advocacy strategy		
Activity Result 2 (Atlas Activity ID)	<i>CC adaptation knowledge, lessons and experiences from the region are used to inform national and regional policies and CC interventions at community level</i>	Start Date: End Date:
Purpose	<i>Integrate Mozambique's national knowledge management system on CCA to regional and international networks to input and receive feedback on best practices</i>	
Description	<ul style="list-style-type: none"> Disseminate lessons learnt in regional forums such as SADC and COMESA as a way of influencing regional policy and financing; support capacity of Mozambican negotiators to actively convene such information Link to international Adaptation Learning Mechanism (ALM) of UNDP to ensure multi-directional flow of learning experiences on CCA 	

Quality Criteria <i>how/with what indicators the quality of the activity result will be measured?</i>	Quality Method <i>Means of verification. what method will be used to determine if quality criteria has been met?</i>	Date of Assessment <i>When will the assessment of quality be performed?</i>
Indicator 1: Knowledge Management Strategy effectively linked to international networks.	APR ALM reports Proceedings of regional and international meetings.	Mid-term EoP

VII. Legal Context

This document together with the CPAP signed by the Government and UNDP which is incorporated by reference constitute together a Project Document as referred to in the SBAA and all CPAP provisions apply to this document.

Consistent with the Article III of the Standard Basic Assistance Agreement, the responsibility for the safety and security of the implementing partners and their personnel and property, and of UNDP's property in the implementing partner's custody, rests with the implementing partners.

The implementing partners shall:

- a) put in place an appropriate security plan and maintain the security plan, taking into account the security situation in the country where the project is being carried;
- b) assume all risks and liabilities related to the implementing partner's security, and the full implementation of the security plan.

UNDP reserves the right to verify whether such a plan is in place, and to suggest modifications to the plan when necessary. Failure to maintain and implement an appropriate security plan as required hereunder shall be deemed a breach of this agreement.

The implementing partners agree to undertake all reasonable efforts to ensure that none of the UNDP funds received pursuant to the Project Document are used to provide support to individuals or entities associated with terrorism and that the recipients of any amounts provided by UNDP hereunder do not appear on the list maintained by the Security Council Committee established pursuant to resolution 1267 (1999). The list can be accessed via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>

This provision must be included in all sub-contracts or sub-agreements entered into under this Project Document".

National activities:

The project document shall be the instrument envisaged in the Supplemental Provisions to the Project Document, attached hereto.

Agreements. Any additional agreements, such as cost sharing agreements, project cooperation agreements signed with NGOs (where the NGO is designated as the "executing entity") should be attached.

Special Clauses. In case of government cost-sharing through the project which is not within the CPAP, the following clauses should be included:

1. The schedule of payments and UNDP bank account details.

2. The value of the payment, if made in a currency other than United States dollars, shall be determined by applying the United Nations operational rate of exchange in effect on the date of payment. Should there be a change in the United Nations operational rate of exchange prior to the full utilization by the UNDP of the payment, the value of the balance of funds still held at that time will be adjusted accordingly. If, in such a case, a loss in the value of the balance of funds is recorded, UNDP shall inform the Government with a view to determining whether any further financing could be provided by the Government. Should such further financing not be available, the assistance to be provided to the project may be reduced, suspended or terminated by UNDP.
3. The above schedule of payments takes into account the requirement that the payments shall be made in advance of the implementation of planned activities. It may be amended to be consistent with the progress of project delivery.
4. UNDP shall receive and administer the payment in accordance with the regulations, rules and directives of UNDP.
5. All financial accounts and statements shall be expressed in United States dollars.
6. If unforeseen increases in expenditures or commitments are expected or realized (whether owing to inflationary factors, fluctuation in exchange rates or unforeseen contingencies), UNDP shall submit to the government on a timely basis a supplementary estimate showing the further financing that will be necessary. The Government shall use its best endeavors to obtain the additional funds required.
7. If the payments referred above are not received in accordance with the payment schedule, or if the additional financing required in accordance with paragraph above is not forthcoming from the Government or other sources, the assistance to be provided to the project under this Agreement may be reduced, suspended or terminated by UNDP.
8. Any interest income attributable to the contribution shall be credited to UNDP Account and shall be utilized in accordance with established UNDP procedures.
In accordance with the decisions and directives of UNDP's Executive Board:
The contribution shall be charged:
 - a. 5% cost recovery for the provision of general management support (GMS) by UNDP headquarters and country offices
 - b. Direct cost for implementation support services (ISS) provided by UNDP and/or an executing entity/implementing partner.
9. Ownership of equipment, supplies and other properties financed from the contribution shall vest in UNDP. Matters relating to the transfer of ownership by UNDP shall be determined in accordance with the relevant policies and procedures of UNDP.
10. The contribution shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures provided for in the financial regulations, rules and directives of UNDP.

ANNEXES

1. Risk Log
2. Terms of Reference: TOR for key project personnel
3. Roles and responsibilities of project management structures
4. Capacity Assessment: Results of capacity assessments of Implementing Partners
5. Future Scenarios of Climate Risks
6. Gender Mainstreaming in Climate Change Initiatives

Annex 1. RISK LOG

Project Title: Climate Change Adaptation Mainstreaming in Mozambique	Award ID:	Date:
---	------------------	--------------



#	Description	Date Identified	Type	Impact & Probability (1-5)	Countermeasures / Mngt response	Owner	Submitted, updated by	Last Update	Status
1	Natural Disasters: storms, flooding, droughts	March 2009	Environmental	P = 3 I = 5	Project activities that are not depending on such circumstance included; built in adaptive project planning				
2	Implementation arrangements	March 2009	Organisational	P = 4 I = 4	Strong Adaptation Tech support in Micoa; incl. table with clear leadership roles per AR in proposal				
3	Exchange rate fluctuations	March 2009	Financial	P = 4 I = 3	Contingency included in budget				
4	Government commitment and political will: Lack of government commitment and political will to adequately address CC risks and coordinate activities	May 2009	Political	P = 2 I = 4	Strong ownership component for various line Ministries, who directly implement project components; coordination and solution to leadership problems included				
5	Project Management: Technical capacities not adequate for managing complex and large project;	May 2009	Operational	P = 4 I = 5	Include a Technical Advisor position in project design, and other adaptation team members to strengthen Government capacity i.e. through capacity building function				

	both management and technical inputs at the same time								
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Annex 2. Terms of Reference

Project Manager

- Plan the activities of the project and monitor progress against the initial quality criteria;
- Responsible for the facilitation of key project activities;
- Mobilize goods and services to initiative activities, including drafting TORs and work specifications;
- Monitor events as determined in the Project Monitoring Schedule Plan, and update the plan as required;
- Manage requests for the provision of financial resources by UNDP, using advance of funds, direct payments, or reimbursement using the FACE (Fund Authorization and Certificate of Expenditures);
- Monitor financial resources and accounting to ensure accuracy and reliability of financial reports;
- Responsible for preparing and submitting financial reports to UNDP on a quarterly basis;
- Manage and monitor the project risks initially identified, submit new risks to the Project Board for consideration and decision on possible actions if required; update the status of these risks by maintaining the Project Risks Log;
- Be responsible for managing issues and requests for change by maintaining an Issues Log;
- Prepare the Project Progress Report (progress against planned activities, update on Risks and Issues, expenditures) and submit the report to the Steering Committee, the Project Board and Project Assurance;
- Prepare the Annual Review Report, Annual Performance Review (APR)/Project Implementation Review (PIR), and submit the report to the Project Board/NCCC and the Outcome Board;
- Prepare the AWP for the following year, as well as Quarterly Plans if required;
- Update the Atlas Project Management module if external access is made available

b. Technical Advisor

- Provide technical expertise and guidance to all project components, and support the PM in the coordination of the implementation of planned activities under the AAP project as stipulated in the project document/work plan
- Capacity building support to project partners and to MICOA
- Specifically responsible for the technical input into the development of project outputs; includes caring out critical project activities with the project team and/or with the support of international specialists and national experts as appropriate
- Ensure that technical contracts meet the highest standards; provide input into development of Terms of Reference for sub-contracts, assist with selection process, recommend best candidates and approaches, provide technical peer function to sub-contractors; provide training and backstopping were necessary
- Provide technical inputs into the work of the Steering Committee, the multi-stakeholder platforms and other relevant institutions under the AAP framework
- Give input into the development of technical training packages for all target groups and provide peer review function; in certain cases carry out selected training events
- Serve in a mentoring and back stopping function to project staff, as relevant
- Contribute to the work of the Knowledge Management (outcome 5) and serve in peer review function;
- Assist the PM in the development of a effective project M&E plan; jointly design and implement M&E activities;
- Advise on key policy and legal issues pertaining to the project; engage on and contribute to policy dialogues on all levels, including the national level
- Undertake regular reporting in line with project management guidelines.

c. Project Administrator

- Set up and maintain project files
- Collect project related information data
- Update plans
- Administer Project Board meetings
- Administer project revision control
- Establish document control procedures
- Compile, copy and distribute all project reports
- Assist in the financial management tasks under the responsibility of the Project Manager
- Provide support in the use of Atlas for monitoring and reporting
- Review technical reports
- Monitor technical activities carried out by responsible parties

d. Financial Manager

- Responsible for procurement;
- Under guidance of the PM, provide inputs into the preparation of project working plans and financial plans, as required by Government and UNDP, in collaboration with project staff;
- Ensure proper management of funds consistent with UNDP/GEF requirements, and budget planning and control;
- Responsible and accountable for financial reporting.

Annex 3. Key roles and responsibilities of project management arrangements

Project Board

- Provide overall guidance and direction to the project, ensuring it remains within any specified constraints;
- Address project issues as raised by the implementing institutions;
- Conflict Management;
- Provide guidance and agree on possible countermeasures/management actions to address specific risks;
- Review the Project Progress Report and provide direction and recommendations to ensure that the agreed deliverables are produced satisfactorily according to plans.
- Review Combined Delivery Reports (CDR) prior to certification by the Implementing Partner;
- Appraise the Project Annual Review Report, make recommendations for the next AWP, and inform the Outcome Board about the results of the review.
- Provide ad-hoc direction and advice for exception situations when implementing institutions tolerances are exceeded;
- Assess and decide on project changes through revisions;

Project Assurance

- Ensure that funds are made available to the project;
- Ensure that risks and issues are properly managed, and that the logs in Atlas are regularly updated;
- Ensure that critical project information is monitored and updated in Atlas, using the Activity Quality Assessment page in particular;
- Ensure that Project Progress Reports are prepared and submitted on time, and according to standards in terms of format and content quality;
- Ensure that financial reports are submitted to UNDP on time, and that CDRs are prepared and submitted to the Project Board;
- Perform oversight activities, such as periodic monitoring visits and “spot checks”.
- Ensure that the Project Data Quality Dashboard remains “green”

UNDP Programme Manager (UNDP Resident Representative or delegated authority):

- Approve and sign the Annual Work Plan for the following year;
- Approve budget for the first year in Atlas.

Implementing Partner (authorised personnel with delegated authority):

- Approve and sign the Annual Work Plan (AWP) for the following year;
- Approve and sign the Combined Delivery Report (CDR) at the end of the year.
- Sign the Financial Report (FR) or the Funding Authorization and Certificate of Expenditures (FACE)

Annex 4. Capacity Assessments

Annex 5: Future Scenarios of Climate Risks

According to a recent INGC study by 2060 increases in temperature are projected by all 7 General Circulation Models or GCMs⁵, with highest increases inland and during the September-November (SON) period. Maximum temperatures increase between 2.5°C and 3.0°C (median estimate of all GCMs). Similar increases in minimum temperature are projected over the Limpopo and Zambezi valleys during SON. Seasonal variability in maximum temperature will decrease in the North during SON but increase over most of the country during March-April-May (MAM) and June-July-August (JJA). Variability in minimum temperatures will increase in the North during MAM and JJA, and in the South during SON⁶.

The strengthening of the sub-tropical anticyclones during winter is a common feature in the GCMs, however, and this may lead to a delay in the southward migration of the ITCZ. It may also lead to a southward trend of mid-latitude cyclones in the south. A combination of these dynamic changes and a reduction in moisture availability, may then lead to a delay in the start of the rains over some areas (Tadross 2009).

In general, the climate will be felt to be more extreme, with drought spells being hotter and longer and rains being more unpredictable, increasing risks of crop failure and droughts, floods and uncontrolled fires. The Central zone is likely to be the hardest hit in terms of climate change, particularly those regions at lower altitude, which are already hot - suggesting the Zambezi valley.

Rainfall can be expected to increase over most of Mozambique during the DJF and MAM seasons, whilst these increases are often less than approximate increases in evapo-transpiration (0.1 mm day⁻¹) during the JJJA and SON seasons. Higher increases in rainfall are found towards the coast. Over the Southern coastal regions there is often an increase in seasonal variability during all four seasons; over the entire country most stations also suggest an increase in variability during June-July-Aug. The annual average over the entire country shows a slight increase in rainfall (10-25%) compared to the average annual rainfall during the past 40 years

Observations show that there is an indication in increase of both frequency and intensity of cyclones; however the number of events in this period is too limited to base statistically significant trends on. Models suggest that for the Indian Ocean there is an overall tendency toward decreasing frequency of tropical cyclones but increasing cyclone intensity (Emanuel 2008).

By 2100 the sea is expected to rise between 30cm and 500 cm in worst case and best case scenarios respectively see table below.. This is expected to have a negative socio-economic impact especially in the Central region where the port city Beira and Quelimane and are located. Maputo will also be at risk due to increased sea level rise which will cause increased coastal erosion. In these towns infrastructure is expected to be heavily affected and may have to be relocated in the event that the predictions materialise.

Scenario	2030	2060	2100
Low Sea Level Rise Scenario –‘best case’ (Low SLR)	10cm	20cm	30cm
High Sea Level Rise Scenario- ‘worst case’ (High SLR)	10cm	100cm	500cm

Though the rivers in the Southern Region are not as big as those in the Central Region, there is the possibility of disruption of communication links with the rest of the country by flooding, through a combination of cyclone and storm surge at high tide, aggravated by sea level rise notably after 2030. Inhaca Island is also at risk of inundation. The flood plains of the lower Limpopo River South-east of Xai Xai, the lower Incomati River North-east of Maputo, the estuary at Maputo and the lower Maputo River are likely to be particularly affected. The diagram shows expected changes in the magnitude of floods.

⁵ All 7 CGMs of this study were used in the IPCC 4th Assessment Report and forced with the SRES A2 emissions scenario, which assumes that societies will continue to use fossil fuels at a moderate growth rate, there will be less economic integration and populations will continue to expand. CO2 emissions will not be reduced in a significant manner in the coming 20 years or so leading to concentrations of approx. 550 ppm and a global average temperature rise of about 4C by 2050. The scenario corresponds to an average global sea level rise of approx. 20 cm however this is based purely on thermal expansion of the oceans and does not include big rises which would occur if the Greenland or other big ice sheets were to collapse – this issue is dealt with elsewhere in this report.

⁶ Study on impact of climate change on disaster risk in Mozambique, INGC draft report.

Vilanculos and Inhambane are two small ports in the northern sector of the Southern Region. Vilanculos lies on the open coast, exposed to the sea but protected by low offshore islands with coral reefs. The loss of these protective features will lead to coastal erosion and will affect the beach facilities, which must be taken into account with any future (tourism) development. Acidification of ocean waters through increased dissolved CO² will provide serious issues for corals. Startling consequences for coral reef health are predicted under all IPCC SRES future world scenarios by 2100.

Overall the northern region is expected to be less vulnerable than the central and southern regions.

Annex 6. Gender mainstreaming in Climate Change Initiatives

A good number of CC and gender related literature exists. Notable, UNDP has produced a “Resource guide on Gender and Climate” (http://content.undp.org/go/cms-service/download/asset/?asset_id=1854911), which shall be used in the work on the gender component of this project.

In the following a short anecdotal introduction to the issue based on a Mozambican experience is included as reference to the gender component of the project.

Climate change is a crosscutting issue as its effects may affect all the sectors that allow the society to function. Livelihoods may drastically change due to increased flooding, increased intensity of cyclones and sea level increase (INGC 2009). Such changes will impact on the livelihoods of the populations in general. However, particular groups can be more exposed to vulnerability due to the existing social structure. The gender dynamic is an example of such structure that frames roles and opportunities for men and women on a diverse manner. Mozambique presents a general gender pattern in which men have been historically exposed to greater and better socio-economic opportunities than women. The effects of climate change can contribute to increase such discrepancies while at the same time lowering the communities' quality of life if no attempt is made to consider it. The two examples below illustrate the effects climate change may have in specific areas of the country.

The effects of climate change may push rural populations to abandon their main activity (agriculture) and migrate to urban locations where the scope of employment is relatively larger. Due to lower levels of education rural men and women, in a city like Maputo, could choose the informal market as a source of income. The scenario of such market in Maputo has mostly men as street vendors of industrialized goods while most women would be selling fruits and vegetables in markets. Such markets, in Maputo city, are populated with garbage. It is very common to have women selling fresh products close of the garbage and stagnant waters. Thus, these women become more prone to diseases like cholera and malaria comparing to the male street vendors.

The increased intensity of cyclones and sea level increase has the potential to weaken and even destroy fishing economies. Mozambique has a vast coastal line and a great number of communities whose economy is based on fishing. In some of such communities men are the fisherman and the ones allowing the economy to function through the fish and other sea products that they collect. Maritime cyclones may affect the availability of fish and the capacity for the fishermen to fish. Such situation will leave men with no job and source of income. Having in mind that men are socially expected to be the breadwinners, this situation may increase frustration and expectations towards men that may result on disrupted and dysfunctional families. Due to their unavailability to provide to their families men may increase their consumption of alcohol that has the potential to increased violence in the family. Also, levels of men's migration in search to new sources of income may increase. As a consequence families may be divided and prone to HIV infections as, in the Mozambican context vulnerability to HIV infection is associated to migration to work (for the case of men). Women who stay in areas where it is difficult to get income may get involved in sexual transactions that also leave them vulnerable to HIV infection.

It becomes clear that the negative effects of CC will heavily impact on the gender social structures in place creating overall changes that may disrupt and divide households; differently expose men and women to health risks, economic difficulties and social disadvantages. There is need to generate a broader knowledge on how these processes can be mitigated. However, there are expected positive effects of the CC in Mozambique. In terms of agriculture suitable areas may increase in Central and Northern zone (INGC 2009). Still for such cases, it is important to guarantee fair and profitable access for men and women following an approach based on equity.

Some lessons from studies focusing on gender and climate changes highlight the need for:

- Empowering women and men roles with regard to environment and the impact of climate change;
- Include women at the heart of community-based disaster planning and dissemination of information on the topic;
- Improving early-warning systems that reach and are understood by both men and women.

Annex 7. LPAC Minutes.

LOCAL PROJECT APPROVAL COMMITTEE MEETING CLIMATE CHANGE ADAPTATION ACTION AND MAINSTREAMING IN MOZAMBIQUE (AFRICA ADAPTATION PROGRAMME) MINUTES OF THE MEETING HELD ON 21ST AUGUST 2009

1- Participants

MPD: Mr. Abilio Gune (AG) e Albano Manjate (AM)

MICOA: Mrs. Telma Manjate (TM)

MINEC: Mr. Fernando Julião (FJ)

INGC: Mr. João Ribeiro (JR) and Mr. Casimiro Sande (CS)

INAM: Mr. Atanasio Manhique (AM)

UEM/INGC: Mr. Rui Brito (RB)

Embassy of Japan: Mrs. Akiko Aikawa (AA)

DFID: Mrs. Rita Zacarias (RZ)

UNDP: Helena Mutemba (HM), Michel Matera (MM), Isabel Kreisler (IK)

UNDP Chair: Sra. Naomi Kitahara (NK), DRR (P)

2- Foreword

As stated in prodoc: "The proposed project seeks to mainstream Climate Change Adaptation (CCA) mechanisms in Mozambique's policy, development and investment frameworks. A key challenge is that currently the CCA institutional arrangements are not clarified, constraining the enabling environment for effective CCA action. The focus of the project is capacity building of beneficiaries from government (at National and decentralized level), development partners, incl. NGOs, industry, students, civil society and communities. Capacity building is expected to enhance skills in leadership, management, planning and budgeting skills amongst the technical ministries on how to use/integrate recommendations in CC research studies in their planning, budgeting and implementation strategies and develop market/fiscal/financial mechanisms that can deliver integrated CC investment plans and formulation of climate resilient policies in priority sectors.

3- General comments

- After a presentation of the project (see annex 1) by UNDP (MM and IK), the Chair of the meeting invited participants to share general comments.
- MPD (Mr. AG) pointed out that the project followed the basic project structure and contents. He would however have liked more direct wording, straight to the objective, especially because the results are to be achieved in only two years time.
- MICOA (Mrs. TM) mentioned that they were somehow under the impression that the document was not yet to be circulated widely with stakeholders. In this connection, MICOA was unable to widely discuss the prodoc within the Ministry.

- UNDP (Ms. IK) explained that the document had been circulated widely for the LPAC meeting, and as far as MICOA is concerned, several staff members in MICOA received the prodoc directly from UNDP: Mrs Tema Manjate (not on personal grounds, but as designated Focal Point in MICOA for climate change issues), Dtor. Wamusse and Dtor. Nhachungue.
- The chair (Mrs. NK) suggested that MICOA be given one more week (until Friday 28th of August) to send comments in writing to UNDP. All participants are also invited to do so. MICOA (Mrs TM) agreed with the arrangement.

4- Specific comments

- MINEC (Mr. FJ) asked why on p 65 of the prodoc, referring to the management arrangement of the programme, MINEC was referred to as “Senior beneficiary”. He also enquired why the box “Steering committee” was void.
- UNDP (Mr. MM) explained that the expression “Senior beneficiary” was given by the prodoc template, the terminology of which could have been adjusted to reflect the roles of MINEC as the government coordinating Ministry for UNDP. It was suggested that the expression be translated in the final version of the prodoc in Portuguese by “Agente coordenador” (which is more appropriate in Portuguese language), and Mr FJ agreed with the proposal. Mr MM also explained that the programme’s proposal would be to use some of the already existing coordinating bodies to function as the Steering Committee for the Africa Adaptation Programme. The most suitable arrangement might be to have a combination of MICOA and INGC’s technical committees as the Steering Committee for the Africa Adaptation Programme but UNDP would like to have endorsement to this proposal by the LPAC participants.
- DFID (Mrs. RZ) asked where (physically and institutionally) the Project Management Unit would be based. She found the project proposal interesting and relevant and hoped it would be useful to coordinate and maximize the impact and efforts made by other climate change related projects and initiatives, especially other big investments from donors.
- UNDP (Mr. MM) explained that the idea for the project was to support the proposal made by MICOA and INGC technical committees to articulate climate change related activities in a jointly managed unit that would implement the commonly called “INGC Phase II”. The co-chaired management unit will depend on both institutions, and UNDP will support the management arrangement suggested by these Government Institutions. It is likely that the physical location for the Management Unit will be at INAM, but this is still to be confirmed by the Government. On the other hand, it is important to recall that the Africa Adaptation Programme is not an investment initiative, but a programme whose core goal is to contribute to strengthening the Government institutional capacities to manage the risks and opportunities of climate change. In this line, the programme will provide an institutional framework which is able to articulate, amongst other initiatives, the World Bank’s PPCR project that Mrs RZ implicitly refers to (UNDP together with DFID accompanied in the weeks previous to the LPAC meeting the PPCR formulation mission in Mozambique). Furthermore, all the relevant stakeholders, including development partners have been informed and involved in the formulation of the Africa Adaptation Programme, either bilaterally or through the “Environment Donors Working Group”.
- Mrs. NK pointed out the fact that the physical location of the Project Management Unit would not be the central issue, but rather finding a management arrangement that ensures results are critical . To this, Mrs. RZ explains she was actually referring to having a clear reference person / team to refer to on climate change related issues.
- INGC representatives (JR and RB) asked whether in finalizing the prodoc for the Africa Adaptation Programme, UNDP had received and taken into account the « INGC Phase II » programme proposal. Mr. JR explained that « INGC Phase I » focused more on the

implications of climate change for disaster risk reduction, but that so-called « INGC Phase II » project would embrace a much more comprehensive and multisectoral approach and that it had actually been driven by a multistakeholder coordination committee. Also, given the fact that MICOA also had a technical committee dealing with climate change issues, the suggestion was made (in a joint meeting of the two institutions' technical committees chaired by MICOA's Permanent Secretary) to create a Joint Management Unit and for the two institutions to nominate one representative to deal with technical decisions. Any political decision around the process would be referred to the Technical Committees. INGC understands that this is the management arrangement UNDP is supporting through the Africa Adaptation Programme's alignment with « INGC Phase II » proposal. Mr. JR explained the basic working structure of INGC (prevention, response, DARIDAS, recovery, etc.), and it is in both INGC and MICOA's interest to make this joint management unit work. Generally and overall, in this suggested framework, INGC would be dealing with micro issues (responses to climate change) and MICOA would be dealing with macro issues (such as policy formulation). Finally, INGC would rather have « independent » (not attached to either INGC or MICOA) managers at the heart of the proposal. INGC is ready to suggest one reference person and they expect MICOA would do the same.

- Mrs. TM recalled that MICOA's interest and mandate was to ensure the mainstreaming of environmental issues into national policies and development planning.
- MPD (Mr. AG) stressed that enough studies and researches had been done so far (referring to INGC Phase I and II studies), and that it was time for action and investment in infrastructures. With a three million dollars budget (compared to the line ministries yearly budgets), a lot more could be done. Results rather than information need to be produced. The Ministry of State Administration (MAE) can adjust to the approach needed for this new topic (climate change), and output 2 in this programme would hardly influence the President's decisions on how to address climate change related issues. The problem in Mozambique is a practical one, a problem of infrastructures, and to cope with climate change, it is also infrastructures that are needed. An environmental policy is already in place at national level, but to what extent is it implemented? It is a concern that the project was not practical enough, and that it would create yet another PIU (Project Implementation Unit). Those two concerns were already expressed by Mr AG during the formulation mission. It should be Government institutions managing the programme and setting the direction through an already existing Government body that would work as Steering Committee.
- INAM (Mr. AM) explained that the issue of climate change had arisen rapidly as a new fashion, but it would need to be addressed in our ways of life and integrated in our policy making, and this will take years to happen. This project is trying to achieve something important: creating the capacities, the structure for those changes to happen in a coordinated way. This is something we do not have yet in the country. INGC did a very relevant move, articulating its work in a permanent multisectoral technical committee. If now this project manages to clarify and consolidate the management structures, so as everyone knows whom to refer to, this would be a valuable contribution. This project does not seem as yet another piece of research but rather as one tackling coordination issues.
- UNDP (Mr. MM) clarified that the objective of the project was not only about studies. The Africa Adaptation Programme is neither a research nor an infrastructures investment project. The World Bank's PPCR initiative will foreseeably invest up to 80 Million USD for adaptation infrastructures in the country, but this investment will not be channelled unless the institutional setting is clear enough and the investment priorities have been set in the policies' framework (including needs assessment by sector and adaptation costs). Out of the three million USD in the Africa Adaptation Programme, « only » \$300.000 are allocated to research, hence the research component is fairly limited. MM emphasized that the project was about capacity development, in line with an ongoing nationally conceived process, namely the « INGC Phase II ». Moreover, the idea is not to create an isolated Project Implementation Unit. Rather, the project intends to support MICOA and INGC in setting up their own joint management unit to achieve the project's objectives. On the Steering Committee, UNDP's suggestion would be to rely on MICOA and INGC's technical committees.

- MICOA (Mrs. TM) suggested that the CONDES' technical committee (where all relevant sectors are represented) could also act as Steering Committee for the project. CONDES is composed by Ministers, but its technical secretariat meets anytime needed.
- UNDP (Ms. IK) recalled when interviewed during the formulation mission, the secretary of the technical secretariat of CONDES at the time (the person in the post has now changed) did not think it was a good idea to refer to CONDES as Steering Committee given its internal dynamics.
- Referring to the points raised by Mr AG, Mrs NK requested that UNDP explained concrete results out of this programme. On the Project Management Unit, it comprises a CTA based at MICOA, a project manager and administration and finance assistant based at the management unit and a management support (G7) based at UNDP. Mrs. NK would like to know what other specific needs MICOA would require to ensure the correct execution of activities the project plans to be implemented by this Ministry. Specifically in terms of staff, what else would MICOA need?
- Mrs TM responded that MICOA's requirement was in the areas of building institutional capacity with adequate tools, based on the Ministry's internal needs assessment.
- INGC (Mr JR) recalled in the formulation of « Phase II », MICOA stressed the need to develop indicators to provide technical assistance, so that public officials could translate policies into action through measurable indicators. Mr JR also found that the project proposal emphasized the capacity and training components and that it should be specified more for what, for whom, with what instruments?
- UNDP (Mr MM) stressed the fact that UNDP had made an effort to ensure that the project proposal was aligned with « INGC Phase II » proposal. Also, the current proposal for the Africa Adaptation Programme includes the development of Monitoring and Evaluation frameworks (which is basically about developing relevant indicators). There is also a research component (3 of the vulnerability and creating resilience topics will be covered), and there is also training planned. While the project team will need to specify these issues, this will be done in a multisectoral platform, and knowledge management will be key in determining what information is required for planning, how and at what level. The awareness raising strategy conceived for "Phase II" is also included in the project's proposal. None of this is a coincidence, since one of the important inputs for the formulation of the Africa Adaptation Programme was actually the conclusions and diagnosis made in « INGC Phase I ». The proposal takes into consideration the recommendations made after one year of studies (scientific and institutional).
- INGC (Mr JR) informed that "INGC Phase II" proposal had an overall budget of 3.9 million USD, and that Denmark had already committed 350.000 USD. He would like to know how much of the remaining uncovered budget would eventually be assumed by the Africa Adaptation Programme.
- UNDP (Mr MM) estimated that once the project is approved, up to 1.5 million USD of the Africa Adaptation Programme could go to fund activities integrated in Phase II. It is most important for UNDP to fund INGC and other institutions JOINT activities.
- DFID (Mrs RZ) suggested a change in the name of the programme because Africa Adaptation Programme could sound confusing. Some reference should be made to the idea of PREPARING for climate change. UNDP (MM) explained that, as indicated in the project document, the project title is "CC Adaptation Action and Mainstreaming in Mozambique"
- INAM (Mr AM) pointed out the issue of information dissemination. He recalled that the results and conclusions from INGC Phase I took long to be available for other institutions and that making them available only through internet may impinge in the accessibility for many institutions. For instance, at provincial and district level, INAM has no capacity to access the information produced and loaded in the internet. It would be good to ensure distribution of physical copies of the reports to relevant stakeholders.

- INGC (Mr JR) explained that one of the proposals of « Phase II » is to create an information centre that would process, manage and distribute all scientific results from research and all the information relevant to the planning stages.
- UNDP (Ms IK) mentioned that, if internet accessibility remains an issue in the country, this is something that will need to be addressed in the creation of the National Knowledge Management System to be created under output 5 , activity result 1 of the current proposal.

5- Concluding remarks

- Chair (Mrs NK) stressed the need to speed up responses in the field of adaptation to climate change, given it is a very new and very rapidly evolving area, and given the Mozambique's vulnerability. During the project implementation, the team will need to find responses and come to grips with the issues discussed in this meeting.
- MICOA (Mrs TM) informed that there was a working group running on adaptation to climate change and gender issues that includes IUCN and UNIFEM. · INGC (Mr JR) informed that from INGC's side Mr RB and Casimiro Sande would be the focal point for the next steps in relation to the Africa Adaptation Programme.
- MIINEC (Mr JF) requested to clarify next steps. It was explained that: (1) UNDP will receive final comments to the current prodoc by Friday 28th of August ; (2) Necessary changes will be incorporated ; (3) UNDP HQ will technically clear the prodoc ; (4) MICOA and INGC will endorse the prodoc with signatures ; (4) MINEC will endorse the prodoc with signature ; and (5) UNDP RR will endorse the prodoc with signature. It is planned to start the project implementation by 1st October 2009.
- Chair (Mrs NK) thanked all the participants for their presence and comments, and closed the session.